: 7

rmée s et sys-cidé

en arti-

SON.

pec-

'hui ios-

pro-icue itre, unsi

pec-ont tion épo-aux non ace-t de

JE SENS QUE J'AI

L'Europe, ce n'est pas seulement un grand dessein. Elle se construit per des décisions pragmatiques plus que par des grands mots, et la façon dont le gouvernement de M. Gonzalez vient de régler la question de la modernisation des chemins de for espagnols en fournit une écletante démonstra-

On savait déjà, depuis le 9 décembre, que l'Espagne avait décidé d'en finir avec l'une des dernières séquelles de son spiendide isolement d'antan en choisissant d'adopter pour son futur réseau de trains à grande vitesse l'écartement suropéen des voies de chemin de fer. C'était d'une certaine manière rattacher la Péninsule au Vieux Continent et permettre d'imaginer raisonneblement un futur réseau ferrovieire européen à grande vitesse qui relierait directement Madrid à Paris, Bruxelles, Cologne ou

On savait aussi que Madrid opterait pour une « solution européenne » dans l'attribution de l'énorme marché que ce plan de modernisation ouvrait aux industries ferrovisires, c'est-àdire que Mitsubishi n'avait guère de chances desant ses concur-rents français et allemant.

三葉 ちがほじゃ

Angelia de

· ·

Market Market Comment of

-

Commence of the second

Ø €

of the days

. . : نسب خي . . .

1

Section 1985

Jan 3 4 ...

· · · ·

-

A

ميساني لوطيقه الأثاث

14 -3

Il restait à M. Gonzalez la très délicata mission de départager Alsthom et Siemens, qui se livrent depuis des mais auprès des autorités madrilènes une très_rude bataille. Les convoitises et l'impatience politique étaient à la mesure de l'importance du marché. Elles l'outre-passèrent même du côté français, et la presse espagnole aut quelque motif, à l'automne, de dénoncer les « pressions politiques » qui rient de Paris.

La coopération francoespagnole veneit d'enregistrer un échec avec le choix fait par la souvernement de Madrid de combat européen (avec les Anglais, les Allemands et les Italiens), plutôt qu'au projet Rafale. Alsthom voyait grand et réclamait pour elle seule la totalité du contrat pour les chemins de fer. On se laissa aller, dans les hautes sphères du pouvoir à Paris, à mettre en garde les Espagnois contre un éventuel partage du gâteau.

Cette impatience pressente avait fourni à M. Gonzalez l'occasion de donner, dans ces colonnes et lors de sa rencontre à Montpellier avec le président de la République, une sorte de lecon de sérénité et de maturité politique en rappebant que sa décision serait prise en vertu de critères « économiques, industriels at techniques », et de rien d'autre.

Cette décision, outre qu'elle a l'avantage de préserver un certain niveau de l'emploi en Espagne mēme, satisfeit finalement tout le monde. Les deux entreprises concurrentes se voient reconnues là où elles sont le plus performantes. L'entreprise francaise a certes du ramener ses ambitions à plus de raison, mais en prenant le contrôle des entreprises terrovizires espagnoles c'est elle qui sura la haute main sur l'ensemble du projet.

Autant dire que cette solution, techniquement rationnelle, est aussi diplomatiquement très habile. La facon dont l'opération a été menée est, en tout cas, de bon augure au moment où l'Espagne s'apprête à prendre pour la première fois, et pour une période très difficile, la pré-

de 25 milliards de francs La Renfe, société

des chemins de fer espagnols, et le gouvernement de Madrid ont décidé. le 23 décembre, de partager la rénovation du réseau ferré hispanique entre le français Alsthom, qui se voit confier la fabrication de vingt-quatre TGV, et le consortium conduit par la sirme allemande Siemens, qui reçoit la commande de soixantequinze locomotives. Alsthom prendra le contrôle de deux entreprises publiques de construction ferroviaire, La Maquinista et Ateinsa, et s'assure ainsi une part d'un marché potentiel de 25 milliards de

(Lire page 13.)

francs.

UN LOOK D'ENFER!

L'urgence d'un règlement politique à Kaboul

Moscou dépêche un émissaire auprès de l'ex-roi d'Afghanistan

M. Vorontsov, vice-ministre soviétique des affaires étrangères et ambassadeur d'URSS à Kaboul, devait rencontrer samedi 24 décembre, à Rome, l'ex-roi d'Afghanistan, Zaher Shah, qui vit en exil en Italie depuis 1973. La formation d'un gouvernement afghan de transition - qui se révèle désormais urgente pour M. Gorbatchev devait être au centre de ces entretiens.

Le temps se rétrécit dangereusement pour M. Gorbatchev dans la crise afghane. Le numéro un soviétique s'est en effet engagé solennellement à en avoir terminé le 15 février prochain avec le retrait de ses troupes d'Afghanistan. Mais il est toujours à la recherche d'une solution politique susceptible de lui sauver la face et d'éviter que les dernières opérations de rapatriement ne se terminent en carnage, avec toutes les conséquences que cela pourrait avoir en politique intérieure. M. Gorbatchev, d'une certaine manière, est condamné à trouver une telle solution en forme de feuille de vigne, car il lui serait très difficile de revenir sur la date du 15 février : l'évolution de la

politique soviétique en Afghanis-

tan est à la base des nouveaux

rapports Est-Ouest. Faire marche arrière reviendrait à rompre le pacte de confiance conclu avec les Occidentaux et donc à ruiner les acquis du gorbatchévisme de ces

La mission de M. Vorontsov s'inscrit dans cette recherche d'une issue de secours. L'homme n'est pas en effet un ambassadeur ordinaire: c'est un diplomate de haut rang, qui bénéficie de la confiance de M. Gorbatchev - ce n'est pas un hasard si on lui a conservé le titre de vice-ministre des affaires étrangères - et qui a été nommé en octobre dernier à Kaboul avec pour mission de sauver ce qui doit l'être.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 5.)

Plus de 70 % des habitants « vivent dans une pauvreté extrême »

Noël orphelin au Guatemala

A Guatemala, comme dans d'autres métropoles d'Amérique latine, des enfants de plus en plus nombreux livrés à eux-mêmes, survivent grâce à la mendicité et à la délin-

GUATEMALA de notre envoyée spéciale

Mario est un petit chaperon rouge de cinq ans. Il est vêtu d'une robe de fille, d'un capuchon, parce que c'est tout ce que sa mère a trouvé pour l'habiller et que les nuits de décembre sont froides à Guatemala, la capitale. En dessous, il porte quelques lambeaux d'un pantalon survivant de l'époque où il était encore un garçon. Ce soir, il va dormir dans la rue, au Guatemala, pays de jungle et de vol-cans, dit « de veuves et d'orphelins», retourné à un régime civil en 1985 mais toujours sillonné par l'armée et toujours aussi pau-

Mario a la bouche et les ongles noirs, du sang séché sur les genoux et les oreilles piquées par la crasse. Sa mère possède, en tout et pour tout, deux couvertures et trois enfants. Et elle ne se soucie pas tous les jours de trouver de l'eau pour les laver. Mendiante à vingt-cinq ans, men-diante depuis vingt-cinq ans sans doute, et pour toujours. Il lui faut 4 quetzales quotidiens (1) pour nourrir la famille.

Lorsqu'elle ramasse plus, elle prend une chambre dans un des hôtels de la 9 Avenue, que se partagent, pour moins de 10 francs la nuit, les réfugiés d'autres conflits d'Amérique centrale, les sans-papiers, les sans-

Mais Mario a une balle verte et il en est fou. Les balles ont été distribuées il y a une semaine dans le parc de la Plaza Major. Il fallait faire la queue, et tous les enfants de la rue n'en ont pas eu. Cadeau de Noël du gouvernement, et unique cadeau pour nombre d'entre eux.

La nuit tombée, lorsque les vendeurs ambulants rangent leurs étals de lunettes, de vêtements, dans de grands paniers qu'ils emportent, attachés au front, vers les colonias de la périphérie, lorsque la place Bolivar se fait moins fréquentable, on croise dans les rues des ombres mal débarbouillées et leur petite balle verte en plastique mou.

C'est Noël à Guatemala, Deux millions d'habitants, un crime par jour et d'innombrables larcins. Alfonso Toledo Aparicio, entre-preneur, a été abattu le 18 décembre; il avait mis la main à la poche pour chercher son argent : les voleurs ont eu peur. Juan Carlos Santa Maria, est dans le coma, balavé le 20 décembre par des balles inconnues. Deux millions d'habitants et deux cent mille enfants dans la rue, selon l'organisation Childhope (2) qui a installé à Guatemala son siège mondial. Ils sont en âge scolaire, mais ils

n'ont jamais vu un livre. Ils sont envoyés là par leurs parents, car il n'est jamais trop tôt pour gagner sa vie dans un pays où, de l'aven même du ministre du travail, Rodolfo Maldonado, 72 % des habitants « vivent dans une pauvreté extrême = (3).

Mille à deux mille d'entre eux, selon Childhope, sont sans abri et passent aussi la nuit dan la rue : orphelins, expulsés par leurs parents parce qu'ils coûtent trop cher ou installés à leur compte, comme ce garçon de douze ans qui ne supportait plus de voir sa paye ne servir qu'à fournir à son père du . meilleur rhum .. Ceux-là dorment à la gare des bus, dans les cinémas, tête-bêche dans une galerie marchande, toujours en bande.

Les enfants de la rue cirent les chaussures. Vendent des tec shirts, des fleurs, des pétards.

CORINE LESNES. (Lire la suite page 8.)

(1) Un quetzal vaut 2,30 F environ. (2) Childhope, mouvement interna-tional pour les enfants de la rue, a été créé en 1986 pour favoriser une prise de conscience mondiale de la situation des enfants et coordonner les aides.

(3) Le ministre a estimé à 231 000 le nombre de familles possédant le nécessaire, aors que le Guatemala compte 8 millions d'habitants.

Les réformes économiques en Pologne

Deux lois de libéralisation

PAGE 13

Le Cambodge en quête de paix

Phnom-Penh prépare le dixième anniversaire du régime.

PAGE 5

La RDA face à la perestroïka

Berlin-Est pris de vitesse par l'évolution de l'URSS. PAGE 4

L'Etat et les siens

Police, le lamento des « plantes vertes ». PAGE 7

Les retraités et le tiers-monde

Le troisième age se mobilise pour aider les pays pauvres. PAGE 8

« Harcamone » de Jean Genet

La mise à mort du prince. PAGE 10

Régions

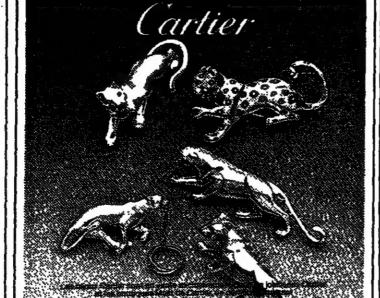
Un tour de France avec nos correspondants. PAGE 12

Cunningham au Théâtre de la Ville

Etoiles impassibles.

PAGE 10

Le sommaire complet se trouve en page 16



13, RUE DE LA PAIX. PARIS 42.61.58.56

Un entretien avec le professeur Jean Bernard

« Le Comité national d'éthique doit devenir un organisme autonome »

sein du Comité national d'éthique après l'adoption par le Parlement de la loi relative à la protection des personnes qui se prétent à des recherches biomédicales », qui désavouerait pour partie le Comité, et l'absence d'avis rendu sur le dépistage systématique de la contamination par le virus du SIDA chez les femmes enceintes? Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le professeur Jean Bernard, président du Comité, souhaite un changement de structure de cet organisme, de manière à renforcer son indépendance.

Existerait-il un malaise au

tionnement du Comité d'éthique ? Les moyens dont il dispose vous paraissent-ils suffisants?

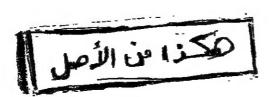
Non, ils me paraissent tout à fait insuffisants. Mais, et l'excellent rapport du Conseil d'Etat, « Science de la vie : de l'éthique au droit », l'a bien montré, ce n'est pas tant un probième de moyens qu'un problème de structures, c'est-à-dire d'indépendance, qui se trouve posé. Je pense que le Comité d'éthique devrait avoir un statut juridique comparable à celui de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), c'est-à-dire être placé sous l'autorité directe du premier ministre.

« Comment jugez-vons le fonc- En disant cela, je ne souhaite en aucune manière faire acte d'ingratitude à l'égard de l'INSERM et de son directeur qui, depuis cinq ans, nous ont remarquablement accueillis dans leurs locaux. Mais, je le répète, il faudrait que le Comité national d'éthique devienne un organisme totalement autonome. Après tout, n'avons-nous pas été créés par décret, alors que les Comités d'éthique locaux viennent de voir reconnaître leur existence légale par une loi?

> Propos recueillis par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI.

(Lire la suite page 8.)

A L'ETRANGER; Algirie, 4,50 DA; Marco, 6 dc.; Tuninie, 700 m.; Allemagna, 2,50 DM; Aumitha, 20 sch.; Belgiqua, 40 fr.; Caretia, 1,75 \$; Armites/Réumon, 7,20 F; Côte-(Tvoire, 315 F CFA; Danemark, 10 kr.; Espagna, 175 pes.; G.-B., 60 p.; Grèca, 160 dc.; Intervis, 97 o.; Intils 2 000 L; Issue, 0 400 DL; Lucamboure, 40 fr.; Norwhoe, 13 kr.; Pers-Bes. 2 50 ff.; Portugal, 130 esc.; Sénégal, 335 F CFA; Suège, 14 cs.; Suisse, 1.80 fr.; USA, 1,50 \$; USA (West Coest), 2 S.



Dates

Il y a deux cents ans

هكذا من الأصل

Le Tiers Etat de Sievès

Pour beaucoup, Sievès est l'homme de trois mots. Le premier :

"Qu'est-ce que le Tiers Etat?

Tout "..., on le place dans les premiers temps de la Révolution; le deuxième :

"J'ai vécu ", on le situe après la Terreur; et le resistème : et le troisième : « Il me faut une épée » aurait précédé le Consulat. Chose rare pour des mots qui ont traversé l'histoire, ceux-ci sont authentiques.

Sieyès naquit à Fréjus en 1748, un an avant Mirabeau. Saint-Simon et Montes-quieu ont encore sept ans à vivre ; Voltaire a cinquante-quatre ans et Rousseau trente-six. Sievès a dix-sept ans quand Voltaire arrache la réhabilitation de Calas, vingt-quatre ans quand paraît l'Encyclopédie qui met en question les modes de pensée et d'être, qui révèle la précarité de croyances et d'institutions que l'on croyait éternelles.

Fils de bourgeois aisés, le jeune Sieyè ne va pas tarder à comprendre que la carrière ecclésiastique est la plus rapide pour accéder aux emplois importants. Licencié de théologie en 1774, il est déjà dans le monde. Tout permet de penser qu'il fréquente chez le duc d'Orléans, que Laclos sert d'intermédiaire entre le duc, futur Philippe-Egalité, et le jeune abbé. En 1775, Sievès quitte Paris pour accompagnes en quellité de secrétaire qu' de chagner, en qualité de secrétaire ou de cha-moine, M. de Lubersac, appelé à l'évêché de Tréguier. Sieyès à Tréguier : on rêve un instant. Moins de cinquante ans plus tard, dans ce petit village de Bretagne, naîtra Ernest Renan...

«Si la pensée était perdue »

Sieyès naît vraiment en 1788 - il y a deux cents ans. Sainte-Beuve qui a beaucoup lu et annoté les papiers de jeunesse de Sieyès nous le présente sous sa pre-mière forme, tel qu'il sera plus tard et jusqu'à la fin, tout d'une pièce quant à la rouse, le parfait enchaînement et l'ordre un dans tous les objets de chaque science et même dans la somme totale de nos connaissances: - Sans cela, dit-il, on n'a que des cerveaux décousus dont les connaissances ne tiennent à rien : ils ne savent rien quoiqu'il y ait beaucoup dans leur mémoire et ne sont d'aucun usage ».

Rien n'égale son mépris pour ces cerveaux décousus qui constituent malheu-reusement l'immense majorité des hommes et même des hommes distingués. Il les compare à des pièces de musique qui manquent de l'unité de mélodie : « Les gens de lettres ressemblent trop à la musique sans unité ». Pour Sieyès, et Sainte-Beuve le cite encore : « Le genre humain est un corps gangrené d'une part et dont les mouvements sont convulsifs de l'autre. Les hommes qui pensent sont la partie vive et libre qui redonnera vie à tout le corps. Si la pensée était perdue,

Sans doute sent-il, comme le cardinal de Bernis, que tout se décompose, mais il ignore comment tout se recomposera. Jusqu'à ce jour de juillet 1788 où le roi objet ou de dispenser la loi, ou de donner un droit exclusif à quelque chose qui n'est pas défendu par la loi. Ce qui consti-

rien, quelque chose

pour l'essentiel sur une architecture, sur une structure de privilèges. Tout titre de noblesse apporte des privilèges. Toute charge publique est porteuse de privilèges. Tout office ecclésiastique de quelque importance est porteur de privilèges. Les supprimer revient, ni plus, ni moins, à mettre à plat la société française. Quelques semaines après l' Essai sur les privilèges - quelques mois donc avant la réunion des Etats généraux. — Sieyès publie Qu'est-ce que le Tiers Etats? Pamphlet électoral? Quoi qu'il en soit. l'abbé Sieyès révoque en douce l'organisation des États généraux composée, selon la tradition, des trois ordres égaux en représentation. L'immense peuple qui n'est ni aristocrate ni ecclésiastique ne peut se contenter d'une représentation qui l'égalera sculement à l'un des premiers ordres. D'où l'interrogation liminaire de son essai.

2º Qu'a-i-il été jusqu'à présent dans

3º Que demande-t-il? A devenir qu'une dérision et les discours qu'on se

permet dans ces occasions rares une insulte de plus. Si cette exclusion est un crime social envers le Tlers Etat pourrait-on dire au moins qu'elle est utile à la chose publique? Eh! ne connaît-on pas les effets du monopole? S'il décourage u'ii ecarte. inhabile ceux qu'il favorise? Ne sait-on pas que tout ouvrage dont on éloigne la libre concurrence sera fait plus chèrement et plus mal ? »

Le roi a accepté que la représentation du Tiers soit égale à celle des deux pre-miers ordres réunis. Les Etats vont donc se réunir à Versailles en mai 1789. Sieyès sera un des trois députés à n'être pas élu par son ordre : il n'est pas député du

délibérer séparément. Sieyès est de ceux qui s'opposent à cette séparation. Il demande la réunion des Etats et le vote par tête, non par ordre. Le Tiers décide de siéger en permanence. Bientôt viennent le rejoindre une bonne partie des élus du clergé et plus tard, quelques nobles libéraux. Cette assemblée, révolutionnaire par sa composition, se cherche un titre. Sievès lui propose Assemblée nationale.

concerne les Droits de l'homme, qu'il pose en préalables à la Constitution que l'Assemblée s'est engagée à donner à la France. Sievès, père de nos Droits de l'homme : seules les Américains l'avaient précédé dans cette voie. Il intervient lors du débat sur la dîme, impôt prélevé par l'Eglise sur les paysans. Les constituants éconisaient son abrogation pure et simple : Sieyès, plus raisonnable, préconisait son rachat : il fallait, selon lui, que l'Eglise sions hospitalières ou éducatives qu'elle assumait seule dans le royaume. L'Assemblée ne le suit pas, et Sieyès, désabusé, savent pas être justes ».

En revanche sa position est radicale quand il s'agit de deux points essentiels des futures institutions : existerait-il une ou deux assemblées ? Le roi disposerait-il d'un droit de veto sur les textes législatifs? A ces deux questions, l'abbé répon-dait par la négative. La seconde Chambre conçue à la manière anglaise ne serait qu'une reconnaissance des privilèges de la noblesse. Selon lui, l'Assemblée devait précisément refuser cette reconnaissance. Quant au veto royal, ce serait, dit Sievès, · une lettre de cachet lancée contre la

Le regret de Mirabeau

On trouve trace des autres interventions de Sieyès à propos de la définition du corps électoral. Mais la plupart du temps, Sieyès se contentait d'écouter les débats. Mirabeau, son proche, s'en émut : « Je ne cacherai pas mon profond regret que l'homme qui a posé les bases de la Constitution et qui a le plus contribué à notre grand ouvrage, que l'homme qui a révélé au monde les véritables principes du gouvernement représentatif, se damne lui-même à un silence que je déplore, que je trouve coupable, à quelque point que ses immenses services aienz été méconnus... Je l'ai pressé, conjuré, supplié, au nom de l'amitié dont il m'honore, au nom de l'amour de la gloire, ce sentiment bien autrement énergique et sacré, de nous doter de ses idées, de ne pas laisser cette lacune dans la Constitution : il m'a refusé, je vous le dénonce. Je vous conjure à mon tour d'obtenir son avis qui ne doit pas être un secret, d'arracher enfin au découragement un homme dont je regarde le silence et l'inaction comme une calamité publi-

La Constituante se sépara en interdi sant à ses membres de se présenter à l'Assemblée suivante : la Législative, qui Convention alors réunic, Sieyès fut élu dans trois départements. Ayant choisi d'être député de la Sarthe - qu'illustra un d'erre deputs de la Sarthe – qu'inistra un siècle plus tard Joseph Caillaux – il persé-véra dans son silence, à une exception près : le 21 juin, il refusa d'être considéré comme républicain. «Je ne crierai pas contre eux à l'impiété, à l'anathème (...) mais je leur donneral mes raisons; et j'espère prouver, non pas que la monar-chie est préférable dans telle ou telle position, mais que, avant toutes les hypothèses, on y est plus libre que dans la

«Je veux une retraite »

Quelques jours plus tard, Robespierre semble lui faire écho: « Qu'est-ce que la Constitution française? C'est une République avec un monarque. Elle n'est donc point monarchie ni République; elle est l'une et l'autre. - Ces bonnes paroles n'empêchèrent point les deux conventionnels de voter sans hésitation la mort du roi. C'est sans doute peu après le 9 Thermidor (27 juillet 1794) qu'il prononça son deuxième mot : « J'ai vécu. »

Très vite, il fut choisi comme directeur. Très vite aussi, il comprit que ce régime bâti sur les décombres d'une révolution emballée, animée par d'anciens Jacobins devenus, quand ils le pouvaient,

réactionnaires, très vite donc il comprit

que ce régime ne durerait pas. «Il me faut une épée», dit Sieyès qui ensait à Joubert. Joubert, né en 1769, avait participé aux côtés de Bonaparte à la campagne d'Italie, avait commandé en chef en octobre 1798. Sievès le préférait de loin aux généraux jacobias Jourdan. Bernadotte, Angereau, qui révaient sans donte d'un conp d'Etal. Mais Joubert mourat lors du désastre de Novi (18 août 1799) : Sieyès dut se rabatire sur le général Bonaparte qui revenait d'Egypte, auréolé de gloire. Sieyès fut l'un des conjurés du 18 Brumaire (9 novembre 1799). «Consul» provisoire, il se retira après l'adoption de la Constitution de l'an VIII, disant à Bonaparte : « Je ne souhaite pas être votre aide de camp. - Bonsparte insiste, Sieyès s'obstine : « Je veux

Ici s'arrête la vie significative de Sievès. Il deviendra préfet, comte d'Empire, banni de France en 1815 comme régicide. Antre régicide exilé, David le peignit à Bruxelles – sans doute les seuls portraits ressemblants que nous possédions de Sievès. Il rentra en France en 1830, après l'accession au trône de Louis-Philippe, fils du duc d'Orléans de sa jeunesse. Mais à quatre vingt deux ans, la vie ne l'intéressait plus : « Je ne vois plus ; je n'entends plus, je ne me souviens plus ; je s'entends plus, je ne me souviens plus ; je s'ets devenu entièrement nésatif: » Il Sieyes. Il deviendra prefet, comte je suls devenu entièrement négatif. » Il mourut le 20 juin 1836 à quatre-vingt-huit

ROGER STÉPHANE. * Indications bibliographiques : d'abord Sainte-Beuve, encore Sainte-Beuve, puis la thèse de Paul Bastid de 1937 (Slatkine Reprint, Genève 1978) et bien entendre le Slepès de Jean-Denis Bredin, Fallois éd. : 1988.

5 - 1 STORY

100

Talkery' 🚙

114 4 14

Ber 1886

· *** * 398

The state of

The Park Street

C Sugar

4-2

E. F. There.

47.00

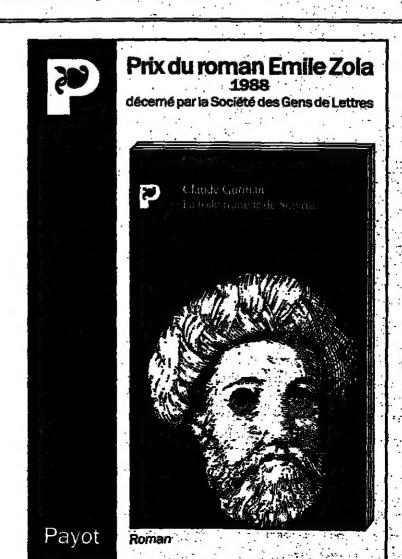
A River

-42 **72**

· -

1000 S

The 180



Le Monde Tél.: (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAR 650 572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL le Monde

abert Besve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social: -

620 000 F Société civile Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises,

IM. André Fontaine, gérant lubert Beuve-Méry, fondate Rédocteur en chef Daniel Vernet.



5, rue de Mouttessuy, 75007 PARIS Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F



ection interdite de tous articles Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

mmission peritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037 rt index du Monde au (1) 42-47-99-61.



ABONNEMENTS BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09 Tél.: (1) 42-47-98-72

Let	FRANCE	MOTO.	SIST	PATS TOTAL
3	354 F	399 F	594 F	687 F
-	672 F	762 F	972 F	1 337 F
2	954 F	1 889 F	1 404 F	1952 F
1=	1 200 F	1 390 F	1 800 F	2.530 F
	TAF	IF VA	LABL	E

JUSQU'AU 31-12-1988

ETRANGER: Par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 3615 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse définités ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE 3 mois 6 mois 9 mois

Adresse : _

Code postal:

Localité:_

Pays:

adieu le genre humain. »

Louis XVI convoqua les Etats généraux. En novembre, l'abbé Sieyès publie Essai sur les privilèges : « Tous les privilèges sans distinction ont certainement pour tue le privilège est d'être hors du droit commun (...) On ne fait pas des lois pour le plaisir d'en faire. Celles qui n'auraient pour effet que de géner mal à propos la liberté des citoyens seraient contraires à la fin de toute association (...) On ne peut donner à personne un droit exclusif à quelque chose qui n'est pas défendu par la loi, ce serait ravir aux citoyens une portion de leur liberté ».

La société du XVIIIº siècle repose

« Nous avons trois questions à nous 1º Qu'est-ce que le Tiers Etat ? Tout.

l'ordre public ? Rien. quelque chose. » Plus loin Sieyès dévoloppe: « On a dit au Tiers: « quoi que soient tes services, quoi que soient tes talents, tu iras jusque-là : tu ne passeras pas outre. Il n'est pas bon que tu sois honoré ». Quelques rares exceptions sen-ties comme elles doivent l'être ne sont

clergé, mais du Tiers Etat. En principe, après avoir entendu le discours royal, les trois ordres doivent

La première intervention de Sieyès demeurât en état de faire face aux n

Etranger

Les conséquences de la nouvelle stratégie de la centrale palestinienne

M. Yasser Arafat a été reçu par Jean-Paul II avec des égards particuliers

ROME de notre correspondent

Vingt minutes d'entretien privé; honneurs et échanges de cadeaux. C'est presque comme un chef d'Etat que M. Yasser Arafat a été reçu, vendredi 23 décembre, au Vatican par le pape Jean-Paul II. Les deux hommes s'étaient déjà rencontrés à Rome en 1982, mais M. Arafat n'était alors que le chef d'une OLP qui n'avait pas encore recomm le droit à l'existence d'Israéi. C'est maintenant chose faite et le président de la centrale palestinieme, qui avait été reçu un peu plus tôt dans la journée au palais du gouvernement italien, a tenté de conforter sa nouvelle image de « dirigeant res-

Quels que soient » les anteurs de l'éventuel sabotage du Boeing de la Pan Am au-dessus de l'Écosse, M. Arafat a, an cours d'une conférence de presse, « condamné cet acte de terrorisme inhumain et criminel ». Ayant présenté ses plus « sincères condoléances » aux familles des vic-

times – parmi lesquelles « un ami très cher », M. Bernt Carisson, commissire des Nations unies pour la Namibie, – le chef de l'OLP à « regretté », cependant, que les premiers soupcons de l'opinion internationale se soient portés, « à partir de rumeurs, sur les Palestiniens ». En réponse à une question, M. Arafat à affirmé que les hommes d'Abou Nidal ou proches de lui « ne sont pas des Palestiniens » « Ces groupes, a-t-il poursuivi, sont aux ordres de services étrangers, arabes ou aures. » Le nom du MOS-SAD israélien n'a cependant été prononcé qu'un peu plus tard, quand le numéro un de l'OLP a dit que les services secrets de Jérusalem avaient « déjà reçu de leur gouvernement l'ordre de tout faire pour saboter le

l'orre de tout jaire pour saboter le processus de paix amorcé par l'OLP.

Le chef de la centrale palestinienne a, en outre, commenté la formation du nouveau gouvernement israélien. « Je vais demander à M. Pérès », chef du Parti travailliste et ministre des finances dans le nouveau cabinet de

M. Shamir, « ce que sont devenus ses beaux discours de paix (...) Il a fait marche arrière (...) Le programme du nouveau gouvernement n'est rien d'autre que celui du Likoud et des fanatiques religieux ». Réaffirmant qu'il avait « invité les Israéliens au dialogue » et qu'il « continuerait pour la paix, qui est pour nous une question stratégique et non tactique », M. Yasser Arafat a poursuivi par une attaque. A Jérusaiem, « c'est un gouvernement de guerre qui dit toujours non, non aux Palestiniens, non à l'OLP, non à la négociation et oui aux implantations de colons dans les territoires occupés (...). » « J'ai cherché, a continué M. Arafat, en Israél un de Gaulle ou, à la rigueur, un Ian Smith » pour faire la paix.

Enfin, le président de l'OLP, qui a offert à Jean-Paul II une crèche en nacre et qui a remercié publiquement le chef de l'Eglise de lui avoir offert « l'opportunité de plaider la cause » de son peuple, a conclu en souhaitant « un joyeux Noël » à tout le monde.

PATRICE CLAUDE.

BIBLIOGRAPHIE

« Lettre d'un ami israélien à l'ami palestinien », d'Elie Barnavi

Retour de courrier

Voici cent quatorze pages au vitriol: un coup de colère, à la fois grave et passionné, peut-être un peu rapide, mais souvent décapant. L'auteur. l'Israélien Elie Barnavi, entreprend une tâche à la Sayphe: démolir quelques-uns des clichés simplistes sur lesquels se forme une vision manichéenne du conflit israélo-palestinien. Une histoire qui gomme complexités ou singularités et que l'université de Tel-Aviv) entend démythifier

Au départ, il y avait cette Lettre à un ami juif (1), publiée le printempa dernier par le Palestinien Ibrahim Souss, écrivain et représentant de l'OLP en France. Pourquoi, d'ailleura, ne pas s'être adressé à « un ami israélien? », demande Barnavi. Ibrahim Souss invitait son correspondant anonyme à parler, à partager la souffrance des Palestiniens; « Ton silence me meutrit... J'ai pleuré tes morta. Penche-toi sur les miens. »

S'extimant ainsi interpellé, « l'ami israélien », répond qu'il veut blen parler. Il ne s'est jamsis voilé les yeux

devant les souffrances des Palestiniens (pas plus, incidemment, que l'ensemble de la presse israélienne). Il dénonce avec virulence les poisons de l'occupation. Mais pas question de participer à un dialogue qui s'établirait sur le mode du procès à seas unique où, dès avant les débats, auraient été désignés les bons et les mauvais. « Israël, un Etat sans merci », disait Ibrahim Souss? Et Elle Barnavi d'émunérer les occasions ratées par les Arabes, tous ces rendez-vous mapqués avec « la politique, cet ant du possible » et qui, préférés à la guerre, aussent peut-être depuis longtemps

abouti à un partage de cette terre que revendiquent les deux nationalismes.

Ce n'est pas là pointillisme d'historien. Si Elie Barnavi s'escrime contre une réécriture de l'histoire prêné par Ibrahim Souss, o'est parce qu'illestime qu'elle participe d'une « diabolisation ou démonisation » d'Israel qui mine, à l'avance, toute tentative de dialogue. A quoi bon exhorter « l'ami juif » à parler si, dans le même temps, dans la même « lettre »

pourrait-on dire, on s'attache à le présenter comme intrinsèquement mauvais, perpétuel agresseur et porteur de toutes les responsabilités ?

Elles sont au moins multiples, dit l'auteur. Et Barnavi, que l'on peut apercevoir dans les manifestations du mouvement « La paix maintenant », wa'applique, tout aussi furieusement, à démanteler les mythes et les fantasmes de ses compatriotes partisans du Grand Israël. Impitoyablement, il dénonce cette manière « d'autisme » politique dans lequel s'enfermeraient nombre d'Israélieus.

Silencieux, « l'ami israélien » ?
Certes non, et Barnavi le prouve —
avec violence — en ouvrant à sa façon
le dialogue avec Ibrahim Souss.

ALAIN FRACHON.

relettre d'un ami teraèlien à l'ami palestinien, d'Elie Barasvi, Flammarion, 114 pages, 55 F.

(1) Lettre à un avei juif, d'Ibrahim Souss, le Scuil (le Monde du 21 mai 1988).

ponsable palestinien pro-syrien qui a Le Kenya renoue

Rompues depuis 1973, les relations diplomatiques entre le Kenya et Israèl oat été rétablies vendredi 23 décembre, a annoncé la radio officielle citant un communiqué de la présidence de la République. Sur vingt-neuf Etats d'Afrique a avoir rompu avec Israèl à la suite du conflit du Proche-Orient, le Kenya est le sixième pays africain à renouer. Le Zaîre, le Libéria, la Côte-d'Ivoire, le Cameroun et le Togo ont repris leurs liens diplomatiques avec Israèl, tandis que l'Afrique du Sud, le Lesotho, le Malawi et le Swaziland ne les avaient jamais rompus.

En dépit de la rupture des relations diplomatiques, le Kenya n'avait pas empêché des intérêts économiques israéliens d'opérer sur son territoire, la compagnie aérienne El Al assurant par exemple un vol hebdomadaire entre Nairobi et Tel-Aviv. – (AFP.)

MAROC

Le gouvernement porte plainte contre « le Monde »

Le gouvernement marocain porte plainte contre le Monde, après la publication, dans son édition du jeudi 22 décembre, d'un article intitulé « Racket d'Etat au Maroc », atom annoncé officiellement, vendredi 24 décembre, à Rabat. Cet article traitait notamment de la modalité de la souscription nationale visant à financer les travaux de la grande mosquée Hassan II de Casa-

Selon le communiqué, l'article est attentatoire à la dignité et à l'honneur de l'Etat marocain et contient par ailleurs des éléments contraires à la vérité et à la réalité de l'opération de souscription nationale relative à la grande mosquée Hassan II de Casablanca ». — (AFP.)

[On pent comprendre que le terme de « racket » ait choqué les autorités marocaines, mais les faits sont têtus, et les témoignages à l'appui de nos affirmations innombrables : la mosquée de Casablanca n'est pas constraire grâce seulement à des dons, mais surtout grâce à un impôt obligatoire et supplémentaire qui n'ose pas dire son nom.]

Des opposants veulent créer un « nouveau commandement de l'OLP »

Plusieurs groupes palestiniens, pro-syriens et hostiles à M. Yasser Arafat, cherchemt à créer une sorte d'OLP-bis », afin de » poursuivre la lutte armée contre Israël » en coopération avec les milieux islamistes palestiniens. Ces mouvements, nés de scissions au sein d'organisations membres de l'OLP et basés pour la plupart en Syrie, ont tenu une réunion à Damas en début de semaine pour dénoncer, après l'intervention de M. Arafat devant l'ONU à Genève, la « trahison » du chef de l'OLP. Ils ont, au sein d'un « comité préparatoire », entamé le processus de mise en place d'un » nouveau commandement de l'OLP ».

Selon eux, M. Arafat, qui préside la centrale palestinienne depuis 1969, en a abandonné la Charte de 1968, qui prône - la lutte armée comme seule voie pour la libération de la Palestine -, en acceptant le principe de l'existence d'Israël et en renoncant au terrorisme.

avec le Jihad islamique

Ce comité doit appeler, le

27 décembre, à la réunion d'un

· congrès populaire » qui élira ce

nouveau commandement, selon un

des participants qui a requis l'anony-

mat. A cet effet des contacts ont été

établis avec les deux mouvements

intégristes palestiniens, Hamas et le

Jihad islamique en Palestine, pour

créer un · front hostile aux solu-

Le FPLP-CG de M. Ahmad

Jibril, le Fatah-CP du colonel Abou

Moussa, la Salka, le Mouvement de

libération populaire arabe de Nagi

Allouche, le Parti communiste révo-

lutionnaire palestinien et des person-

nalités opposées à la « reconnaissance de l'ennemi sioniste » ont

participé aux travaux de ce comité.

Le Fatah-CR d'Abou Nidal devrait participer aux prochains tra-

vaux à Damas de ce « comité », a

affirmé à l'AFP à Beyrouth un res-

avec Israël

tions capitulardes =, a-t-il affirmé.

Contacts 54 % des Israéliens

favorables à des négociations avec l'OLP

54 % des Israéliens se pro-

Palestine musulmane ..

Dans le passé, d'autres tentative

de créer une . OLP-bis . ou de

détrôner M. Arafat sont restées

origine une opposition fondamentale

sur la stratégie palestinienne face à Israël : l'acceptation ou le refus

d'une solution négociée du conflit. -

Selon un sondage

vaines. Elles ont toujours en pour

noncent en faveur de l'ouverture de négociations avec l'OLP à condition que l'organisation palestinienne « tienne son engagement de casser les actions terroristes », selon les résultats d'un sondage publié, vandredi 23 décambre, par le quotidien Yedioth Aharonot. Ce sondage a été effectué, au lendemain des déclarations de M. Arafat, à Genève, la semaine demière, par l'institut Dahaf, qui avait été chargé des sondages pour la campagne électorale du Likoud de M. Shamir.

La Tunisie s'inquiète des menaces américaines contre la Libye

Le gouvernement tunisien a fait part, vendredi 23 décembre, de sa préoccupation à la suite des déclarations américaines sur une éventuelle action militaire contre la Libye, accusée par les Etats-Unis de posséder une usine de fabrication requis l'anonymat. La formation d'Abou Nidal n'a plus de bureau d'armes chimiques (le Monde du 24 décembre), indique une déclaradans la capitale syrienne depuis juin tion du ministère des affaires étrangères. Tout en soulignant son A Beyrouth, ces dirigeants di américaines envers la Libve, maleré courant maximaliste, sauf ceux de la les affirmations exprimées par ce Saika d'obédience syrienne, ont pays sur l'inexistence d'une telle usine, le gouvernement tunisien appelle à la retenue et au non-recours à la violence (...) ou à tout prôné, aux côtés de cheikhs libanais et iraniens, « le Jihad » (guerre sainte) et - la libération de toute la Palestine », au cours d'un congrès ce qui nous détourne des efforts de de soutien à « Intifada Islamique en

A Rome, l'ambassadeur de Libye, M. Abdelrahman Shalgham, a affirmé que les autorités libyennes inviteraient les ambassadeurs étrangers et les journalistes à visiter l'usine incriminée « dans trois mois, quand elle commencera à fonctionner ». Il a précisé que Tripoli fournirait des explications sur cette usine si les Nations unies on la communanté internationale le lui demandaient. Mais, a-t-il ajouté, « nous ne pouvons pas accepter qu'il y aft un gendarme du monde ». M. Shalgham a enfin indiqué que son pays participerait à la conférence internationale sur les armes chimiques qui doit se tenir en janvier à Paris, et qu'il en accepterait toutes les conclusions.

Les Etats-Unis ont fait part jeudi de leur « extrême préoccupation « au sujet de la présence en Libye d'une usine de fabrication d'armes chimiques et ont affirmé qu'ils n'excluaient pas l'option militaire pour empêcher que de telles armes soient disséminées à travers le monde. Tripoli a qualifié les accusations américaines de « campagnes diffamatoires ».

Pour sa part, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a lancé un appel aux Etats-Unis pour qu'ils « s'abstiennent de commettre un nouvel acte d'agression contre la Libre » et à la communauté internationale ainsi qu'aux alliés des Etats-Unis pour qu'ils interviennent auprès de Washington afin qu'un tel projet soit abandonné. — (AFP.)

· 14 - 1-4.

A Printer Park to the Park To

EVE- ..

See . W

· #

Car.

RWANDA: surpeuplement et SIDA

Quand l'Eglise fait de la « résistance passive »

KIGALI de notre envoyée spéciale

Le fiwenda, célèbre pour ses gorilles et, plus accessoirement, pour l'uniforme rose que portent ses prisonniers, n'a jamais comu de ces remous spectaculaires qui font la une de la presse internationale. L'élection présidentielle du 19 décembre (candidat unique, le président Habyarimana, au pouvoir depuis 1973, a été réélu et les élections générales du 25 décembre ne dérogent pes à la règle : le résultat de ces acrutins

est sens aurorisa. Si la présence inhabituelle de policiers en armes, contrôlant les automobilistes dans certaines rues de Kigali, a intrigué plus d'un habitant de la capitale, la campaque électorale ne s'en est pas moins déroulée dans le calme. On évoque bien, çà et iè, le quelques mois la vie politique rwandaise. On rappelle, en coulisse, le «choc» provoqué, en avril, par le mystérieux assassinat du colonel Mayuya, un des proches du chef de l'Etat. Et l'on suppute, bien sûr, sur les méfaits de la corruption et l'« influence néfaste » de l'entourage présiden-tiel. Mais ce ne sont là que broutilles, comparé au traumatisme qu'ont constitué, pour les Rwanperpétrés au mois d'août chez le voisin burune

La majorité hutue, qui détient les commandes au Rwanda, ne pouvait pas rester indifférente au Burundi : c'est au sud du Rwanda que les victimes des tueries tous ou presque membres de l'ethnie hutue - ont immédiatement et naturellement trouvé refuge. D'un autre côté, le gou-vernement du général Habyarimana ne ocuvait se mettre à dos eants du Burundi : la nécessité de maintenir de bonnes relations diplomatiques avec Bujumbura imposait la plus grande mesure. D'autent qu'à Kigali aussi, le question ethnique reste un sujet sensible. L'appertenance ethnique n'est-elle pas notée, au même titre que la date et le lieu de naissance, sur les

¥

papiera d'identité? Et le système officieux de quota, limitant l'accès de la minorité tutsie dens l'administration, n'est-il pas toujours en vigueur? Les dirigeemts rwendais ont des milliers de raisons pour adopter, dans cette affaire, le profii le plus bas possible.

La pilule qui rend fou...

Il est pourtant d'autres sujets qui agitent, de manière moirs visible mais tout aussi profonde, le « Pays aux mille collines ». Le péril démographique et, dans une moindre mesure, l'actension du SIDA, ont conduit le gouvernement à adopter un programme national de prévention, visant, d'une part, à limiter les naissances et, d'autre part, à faire reculer les ravages du virus parmi une population dont plus de 50 % a moins de dix-huit ans. La contraception par injection (depopovera) et la pikule ont désormais l'honneur des brochures officielles. Un million de préservatifs ont été commandés en 1988.

Cuend on sait qu'une femme rwandeise met au monde neuf erfants en moyenne et que, en 1984, chaque famille ne disposait plus déjè que de 0,8 hectare de terre cultivable, quand on sait que 28 % de la population de Kigali, àgée de vingt à quarante ans, est aujourd'hui porteuse du virus du SIDA (au lieu de 18 % fin 1984), on comprend aisément l'inquiétude des dirigeents. Mais quand on sait aussi la force et le crédit dont jouit l'Eglise catholique dans ce petit pays — è peine plus grand que la Sicile, — on devine aussi les duels feutrés que la mise en route d'une talle politique ne

peut manquer de provoquer.

Pour la hiérarchie catholique, qui prêche sans relâche pour une « parenté responsable » et considère la « méthode du calendrier » comme seule valable, il est hors de question de transiger sur les principes. L'utilisation de comma captifs et l'usage des préservatifs sont considérés comme « moralement irrecevables » : aucun des centres de santé gérés par l'Eglise (soit plus de 40 % du total national) n'est autorisé à en distribuer.

Certains évêques n'hésitent pas à effectuer des « descentes » dans les dispensaires de leur diocèse, histoire de s'assurer qu'aucun carton suspect ne traîne sur les étagères. Les rumeurs les plus insensées achèvent de semer la doute : ne chuchote-t-on pas, à l'ombre des clochers, que « la pilule rend les fernmes folles » et que « la stérilet finit par remonter et sortir par les yeux » ?

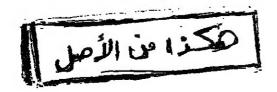
Après des mois et des années de batailles en cordisses, le ministère de la santé vient pourtant de remporter sa première victoire. Lors d'une réunion bipartite, organisée en avril demier. l'Eglise catholique s'est, en effet, engagés ∉ à promouvoir et à mettre en place un vigoureux programme de planification familiale par les méthodes naturelles, dans la tolérance et le respect des méthodes de planification familiale pronées par le gouvernement ». Ce statu mbiqué, que les milieux gouvernementaux considèrent néanmoins comme « un exemple éclatant de dialogue », risque d'aiguiser encora les contradiotions au sein de l'Eglise.

La croisade manée par la hiérarchia catholique est-elle un « combat d'arrière-garde », comme l'affirme un rédactaur de la revue chrétienne Dialogue? L'autorité des évêques, jusque-là sans faille, est-elle en passe de « se dissoudre », comme cartains a'en réjouissent déjà dans les couloirs de l'(ONAPO) Office national de la population ? A défaut de compromis.

l'Eglise risquait, non sans raison, d'être accusée d'enfreindre les textes légaux et de provoquer, par là même, un conflit avec les représentants de l'Etat. Hypothèse impensable eu Rwanda. Les évêques en sont donc réduits à faire, selon l'expression des mauvaises langues de Kigali, de la « résistance passive ». Jusqu'à quand ? L'avenir le dira : seulement 4 à 5 % des femmes rwandaises utilisent aujourd'hui un moyen contraceptif. Un taux qui devrait atteindre les 15 % d'ici à l'année 1992, espère-t-on au ouvernement.

CATHERINE SIMON.

L'événement éditorial de l'année 88 Gustave Flaubert Carnets de travail Edition critique et génétique emblie par Pierre-Marc de Bissi Balland « Il voulait tout savoir et notait tout. Repérages et pensées intimes, notations savantes ou portraits au vitriol. Un travail acharné enfin édité. » MATHIEU LINDON / LIBERATION : « Une véritable révolution dans l'approche des oeuvres ... un monument unique dans l'histoire des lettres. » ANDRE BRINCOURT / LE FIGARO LITTERAIRE ««Le» Biasi fera désormais référence. » BERTRAND POIROT-DELPECH / LE MONDE « Désormais la caverne de Flaubert est ouverte au public. »-J.P. ENTHOVEN / LE NOUVEL OBSERVATEUR BALLAND



Berlin-Est pris de vitesse par l'évolution de l'URSS

L'interdiction, fin novembre, du magazine soviétique Spoutnik, puis celle de cinq films diffusés lors de la dernière semaine du cinéma soviétique, ont relancé en Allemagne de l'Est le débat sur la perestroïka. En mettant en cause la responsabilité de Staline et des communistes allemands dans l'arrivée de Hitler au pouvoir, la magazine soviétique a heurté un point particulièrement sensible, celui de la lutte antifasciste; la brutalité de la réaction témoigne de l'inquiétude croissante d'un gouverpement pris de vitesse par l'évolution actuelle de l'Union soviétique.

BERLIN-EST de notre envoyé spécial

Diffusée à 180000 exemplaires en RDA, en allemand, la revue Spout-nik avait précisément pour clientèle

ces classes moyennes qui constituent les principaux soutiens du Parti communiste est-allemand; celles-là mêmes qui ont toujours été abreuvées de l'exemple du grand parti frère. Même s'il est difficile de mesurer exactement l'ampleur du phénomène, on ne dément pas à Berlin-Est que cette interdiction et celle de films, plus inexplicable encore, aient suscité des remous dans le parti et même provoqué des renvois de carte. Derrière un langage officiel, le jeune fonctionnaire de l'organisation de la Jeunesse communiste, rencontré au siège de la FDJ à Berlin, a du mal à cacher un certain trouble. Le drame a été évité de justesse lors du congrès de l'Union des artistes plastiques, où il s'en est failu de peu que ne soit ces interdictions, ce qui aurait été unique dans les annales de la RDA. Tout en s'élevant avec indignation minés de Spoutnik, un écrivain comme Stefan Hermlin, certes critique, mais dont la fidélité au régime ne peut être mise en cause, reconnaît ouvertement le malaise.

L'inquiétude des dirigeants s'était traduite depuis longtemps déjà par une prise de distance à l'égard de la perestroïka et de la glasnost. L'idéologue officiel du régime, M. Hurt Hager, s'était rendu célèbre des 1986 avec une petite phrase-choc sur la non-absolue nécessité pour deux amis de tapisser leur chambre avec le même papier. La perestroika

et de la Hongrie ne montre-t-il pas, souligne-t-on avec complaisance à Berlin-Est, que toute politique de réforme mai contrôlée est source d'innombrables difficultés. Si d'autres pays de l'Est, estime-t-on, penvent se permettre d'en prendre le risque, ce n'est certainement pas le cas de la RDA, située sur la ligne de front idéologique et géostratégique.

L'interdiction de Spoutnik est révélatrice du refus de se laisser imposer un réexamen critique de l'Histoire, affirme l'un des principaux idéologues du régime, M. Otto Reinhold, président de l'Académie des sciences sociales. M. Reinhold estime que si les Soviétiques ont qualques raisons de remettre en cause la terreur stalinienne chez eux, les communistes allemands ont été les seuls à avoir refusé, tant avant qu'après la guerre, de procéder aux purges réclamées par Staline, et n'ont donc rien à se reprocher. Quant à l'affirmation selon laquelle le refus des communistes allemands de s'allier aux sociauxdémocrates aurait permis l'avenement de Hitler, elle est non seulement contraire, de son point de vue, à l'Histoire, mais elle revient en ontre à donner raison aux historiens · revanchistes · quest-allemands qui voudraient dédouaner Hitler par les excès de Staline.

La prise de distance des communistes est-allemands n'avait pas paru jusqu'ici émouvoir particulièrement M. Gorbatchev. S'il s'était permis ces derniers mois quelques rappels à l'ordre à l'égard de l'encombrant roumain Ceausescu, le dirigeant soviétique avait au contraire à plusieurs reprises manifesté son soutien à M. Honecker, y compris lors de la dernière visite de ce dernier, en septembre à Moscou. Tout au plus les Soviétiques, qui souhaiteraient un meilleur fonctionnement du marché commun des pays de l'Est, le COMECON, font-ils ouvertement savoir qu'il serait bon que la RDA s'adapte, elle aussi, aux impératifs du marché mondial et améliore la qualité des produits qu'elle fournit à TURSS.

En matière de politique extérieure, les intérêts de la RDA et de l'Union soviétique n'ont jamais paru aussi concordants. La réduction des armements pronée par M. Gorbat-chev comble un régime est-allemand qui avait été le premier à souhaiter.

en Union soviétique, pourquoi pas?

A la fin de l'ère brejnévienne, que la crise des euromissiles ne dégénère pas en une nouvelle guerre froide. Il vous plaît? L'exemple de la Pologne

à la fin de l'ère brejnévienne, que la crise des euromissiles ne dégénère pas en une nouvelle guerre froide. Il y a tout lieu de penser que, aux y a tout lieu de penser que, aux prises avec les difficultés qu'on lui connaît déjà, M. Gorbatchev a tout autant intérêt que M. Honecker au maintien de la stabilité estallemande, Son message au chancelier Kohl, lors de sa visite à Moscou en octobre, sur l'impossibilité d'une réunification allemande, a été on ne

Ne pas dramatiser

Officiellement, on se satisfait à Moscou de l'appui répété de Berlin-Est aux réformes en cours en Union soviétique, sans exiger davantage,

2 décembre, M. Erich Honecker a assuré qu'il ne laisserait pas la RDA • être gagnée par l'anarchie •. Dans l'appréciation des relations entre la RDA et l'URSS, a-t-il ajouté, • personne ne doit se laisser détour par les coassements de petitsbourgeois devenus fous qui vou-draient réécrire l'histoire du Parti communiste soviétique et de l'Union soviétique dans une perspective bourgeoise. Nous entendons aujourd'hui dire par des spécia-listes de sciences sociales de pays socialistes que l'on doit voir l'évolution du capitalisme avec d'autres yeux que jusqu'ici et y puiser non seulement des idées de gestion, mais également des méthodes et des

مكذا من الأصل

modèles de la démocratie bourgeoise. Ce n'est naturellement possi-

au nom de la nouvelle doctrine de ble que si l'on refuse de voir la non-ingérence dans les affaires inté- contradiction essentielle entre rieures des pays frères. Les diplomates bien informés de Berlin-Est affirment que les Soviétiques, s'ils en ont bien éprouvé quelque agace-ment, se refusent à dramatiser l'interdiction de Spoutnik en reconnaissant eux-mêmes que les thèses qui y étaient présentées auraient mérité d'être contrebalancées.

Cette interdiction a pourtant marqué un net changement de ton à l'égard des Soviétiques. On ne se contente plus d'afficher ses distances avec ce qui se passe en URSS. Les dirigeants est-allemands manifestent désormais au grand jour leur désaccord. Lors de la dernière session du comité central du Parti communiste est-allemand, les 1e et

démocratie socialiste et démocratie bourgeoise », avait reachéri M. Otto Reinhold.

« Après tout, Spoutnik est un recueil de textes édités spécialement pour l'Allemagne de l'Est. Il était temps de mettre les points sur les i », affirme un haut fonction-naire est-allemand. Relayée par les médias audiovisuels ouest-alle qui inondent en permanence la RDA de leurs émissions, la politique gor-batchévienne, que les Soviétiques le veuillent ou non, suscite trop d'espoirs dans le pays pour être purement et simplement ignorée. « Jamais la population n'a été aussi favorable à l'Union soviétique qu'aujourd'hui », constate l'écrivain Stefan Hermlin, en regretiant une attitude trop « défensive » des auto-

Rien ne laisse prédire la direction qui sera prise. La vieille garde s'est assuré la haute main sur la préparation du congrès de 1990, dont la date vient d'être avancée d'une

La crainte des dérapages

Obsédés par la crainte des dérapages, les dirigeants essaient de maintenir le couvercle sur la marmite en làchant prudemment du lest lorsque cela se révèle nécessaire. Y compris parmi les opposants, per-sonne ne nie qu'une certaine libéralisation est intervenue au fil des années. Les gens ont de moins en moins d'appréhension à dire tout hant ce qu'ils pensent... y compris d'ailleurs sur l'âge des dirigeants

La promulgation, mercredi 14 décembre, d'une nouvelle régle-mentation sur les voyages à l'étranger est venne confirmer un assousement observé depuis deux ans. Cette année, le nombre de voyages à l'Ouest a atteint 1,5 million - sans compter les retraités, - en augmentation sur l'année précédente, qui avait déjà marqué un tournant. Cette réglementation, qui concerne essentiellement des gens ayant de la famille à l'étranger, laisse encore une large latitude à l'administration mais elle introduit dans certains cas des possibilités de recours. C'est une importante novation. Jusqu'à présent les recours contre l'admisistration ne pouvaient être reçus que par l'exécutif hui-même.

La libéralisation est très variable selon les secteurs. Si la création artistique et littéraire bénéficie vre, il n'en est pas de même dans le domaine de la presse ou de la télévision, où la langue de bois reste de riguenr. « Ce n'est pas l'envie qui nous manque de changer, mais que

La planification centrale

Depuis le début de l'année, le gouvernement a clairement indiqué à l'Eglise protestante les limites à respecter dans le domaine politique. Plusieurs paroisses abritant les activités de groupes écologistes ou de défense des droits de l'homme ont été perquisitionnées. La censure a

resserré la vis sur les publications officielles d'une Eglise devenue, au fil des ans, un vecteur essentiel pour l'expression des aspirations de la société. Un rôle qu'elle n'entend pas abandonner, tout en s'efforçant, souhaite l'évêque de Görlitz, le docteur Rogge, un modéré, d'éviter l'affron-

Les bousculades de ces deux dernières années entre jeunes amateurs de rock et forces de l'ordre, à l'occasion de concerts de musique donnés à Berlin-Ouest, ont donné à certains des idées. Des groupes d'opposants ont tenté à plusieurs reprises cette année de manifester dans la rue, sous l'œil attentif des caméras occidentales. La réaction des forces de l'ordre a été brutale et plusieurs militants de la défense des droits de l'homme ont été expulsés vers l'ouest, selon une tactique devenue très prisée pour marginaliser les

Cette stratégie des petits pas 2 été largement rendue possible par une certaine réussite économique et la satisfaction des besoins de consom-mation de la société. S'il est un domaine où les dirigeants estiment être en avance sur la perestroïka, c'est bien celui-là! M. Reinhold fait valoir que la RDA n'a pas attendu M. Gorbatchev pour ouvrir la porte à l'initiative privée dans le petit commerce ou tenter de réformer le système de planification centrale. Longtemps citée en exemple à l'Est, la RDA offre à l'Allemagne de l'Ouest l'image d'un système attentif à ce que personne ne manque de rien. M. Honecker n'a-t-il pas été jusqu'à effirmer, dans son discours du 1ª décembre, que le niveau de vie moyen en RDA était plus élevé qu'en RFA ...?

Cette importance de l'Etat providence explique l'extrême réticence des économistes de l'Est à disserter enr les bienfeits du marché. La p nification centrale reste le credo des économistes officiels. L'autorisation donnée l'année dernière à seize combinats de pointe d'expérimenter certaines formes d'autonomie financière montre, cependant, qu'on est conscient de l'impossibilité de rester figé sur de vieux concepts. Les pre-miers signes d'essoufflement de l'économie ne faissent guère de temps pour réagir si on vout éviter de graves problèmes. En ce Noël 1988, la quasi-absence, sauf à Berlin-Est, de «fruits du Sud» oranges de la Méditerranée, bananes, etc., - alimente bien des sarcasmes dans les chaumières.

HENRI DE BRESSON.

Un livre de l'ancien chef des services secrets roumains

Dans les coulisses de la «maison Ceausescu»

La prise était si grosse, le défec-teur avait tant de choses à raconter que la CIA mit quatre ans à le on limogea à cause de lui un tiers du conseil des ministres, vingt-deux ambassadeurs et tous les cadres de la direction de l'information extémain. Quant à la principale victime, le président Ceausescu, il tombu dans une profonde dépression pendant plusieurs semaines.

On le comprend. Le général Ion Pacepa, qui se présenta un matin de juillet 1978 à l'ambassade américaine de Bonn, n'était pas seulement le chef de la DIE, il était aussi l'un des très rares confidents du dictateur, son partenaire aux échecs, l'exécuteur de ses moindre caprices comme de ceux de son épouse Elena pendant plus de dix ans. Son récit nous vient un peu tard, même par rapport à sa version anglaise, liée en 1987 aux Etats-Unis. publice en 1987 aux Euro-June. Mais comme rien n'a changé là-bas, sinon en pis, il reste dévastateur pour le «Conducator» et sa « maison Ceausescu » (1).

Comment devient-on dictateur? Comment le reste-t-on? Ion Pacepa explique d'abord le côté - efficace de Nicolae Ceausescu : celui qui, des son élection au poste de secré-taire général en 1965 (l'auteur ne manque pas de noter que l'arrivée au pouvoir de ce jeune dirigeant est icillie avec la même faveur que celle de Gorbatchev à Moscou vingt ans plus tard), s'emploie à marquer - ses rivaux de la vieille généra-tion, utilisant toutes les techniques de l'espionnage - et toutes leurs fai-blesses - pour les faire chanter et les écarter de sa route.

Puis vient le côté paranoïaque : en 1978, le dictateur rêve de mettre sur écoute dix millions de Roumains (comme inspire par Orwell, il fixe in date de 1984 pour parvenir à cet objectif), il exige que chaque Rou-main fournisse un échantillon de son écriture afin d'identifier les audacieux qui écrivent à Radio Free Europe à Munich (où il a ses agents) pour dénoncer sa dictature.

Le reste, le côté anecdotique, n'est pas négligé non plus : Nicolae Ceausescu, apprenous-nous, est un maniaque de la sécurité et de l'hygiène, il renouvelle sa garde-robe complètement chaque jour et se lave les mains à l'alcool après chaque poignée de main. Il aime un certain vin jaune de Roumanie, les films de Kojak et la chasse à l'ours, il voudrait bien avoir un yacht, « comme Nixon ». Mais ses gouts sont presque modestes au regard de ceux de sa famille, seul et constant objet de son indulgence : le fils débauché Niku, dont les beuveries et les coucheries s'étalent aux yeux de tous, et surtout la redoutable Elena, numéro deux du régime, à la fois vulgaire et vindicative (chargée de surveiller la nomenklatura, elle se délecte à l'écoute des enregistrements des alcoves), exigeante et vaniteuse : une des missions de Pacepa est de l'approvisionner en bijoux - aux frais de l'Etat bien sûr - et de lui faire obtenir les diplômes - honoris causa » des universités étrangères les plus prestigieuses.

A la recherche d'« agents d'influence »

Autre leçon : les seules affaires qui marchent en pays totalitaire sont celles auxquelles le dictateur s'intéresse personnellement, et ces affaires, dans le cas de la Roumanie relèvent presque toutes de l'espion-nage. M. Ceausescu est-il reçu avec tous les honneurs aux Etats-Unis, tient-il à chaque étape le même discours sucré sur la paix et la détente? A peine a-t-il fini qu'il donne des ordres pour « recruter » tel ou tel ingénieur (d'origine roumaine) qu'il vient de rencontrer à Texas Instrument on chez Kodak.

Il entend aussi faire le siège du

(déjà très lié à son ami Kadhafi), voire le pasteur de son église bap-tiste. Et s'il rêve d'avoir à la Maison Blanche « son Brzezinski » (un conseiller d'origine roumaine comme le premier est polonais), il estime avoir déjà « dans sa poche » Nahum Goldman, le président du Congrès juif mondial, le frère du shah d'Iran et Rifat el-Assad, frère du président syrien,

Tout cela se déroule dans le cadre d'une vaste opération de « désinfor-mation » lancée en 1972 sous le nom de code - Horizon » et visant à mettre en valeur la politique « indépendante », voire « antisoviétique » de la Roumanie. Brejnev n'est pas dupe : il apprécie si bien les services de Ceaucescu, a mieux placé à Washington», qu'il le charge de voler à son profit les secrets américains de la guerre de l'espace. Déjà en 1963, c'est en apportant à Khrouchtchev les plans d'une usine ultramoderne de traitement des métaux pour missiles que Gheorghiu-Dej, le prédécesseur de Ceaucescu, avait obtenu l'évacuation des troupes soviétiques de Roumanie. Non sans empocher de sur-croît un coquer bénéfice : Moscou paya ces plans 4 millions de dollars, alors que Bucarest n'en avait payé que 64 000 à ses espions...

Cela dit, le général Pacepa en savait tellement que tout ce qu'il dit est invérifiable, et l'on se demande parfois s'il n'en rajoute pas. On veut bien croire par exemple que le colonel Kadhafi est obsédé par les armes modernes, qu'un fructueux trafic de vrais-faux passeports = se livre entre la Libye, la Roumanie et cer-tains PC occidentaux, que les relations entre la Roumanie et l'OLP de Yasser Arafat ont été actives autant qu'ambigues pendant les années 70. Mais on s'interroge en apprenant qu'Abou Nidal et son organisation auraient été inventés de toutes pièces par l'OLP, que les responsa-bles de l'organisation palestinienne

et qu'ils demandaient encore le soutien de Bucarest pour faire assassiner le roi Hussein de Jordanie. On encore que Tito . soutenait milital rement et financièrement » les Brigades rouges italiennes, dans les-quelles il aurait infiltré ses agents dès 1970. Ce qui ne l'empêcha pas d'échouer dans son intervention pour sauver la vie d'Aldo Moro, à la nande de Cezusescu, en 1978.

(1) Harizons rouges, dans les cou-lisses de la maison Ceausescu, de Ion Pacepa, Presses de la Cité, 325 pages,

Il est vrai qu'il est toujours difficile de savoir qui filoute qui au royaume de la truanderie tous azimuts décrit par Pacepa, Son livre est en tout cas un document à ne pas

MICHEL TATU.

BULGARIE: partisans de la glasnost

Plusieurs intellectuels sont persécutés par la police

Des intellectuels bulgares ont crôt un « club de discussion pour le soutien à la glasnost et àla perestrotka en Bulgarie - au cours d'une réunion à l'uni-versité de Sofia le 3 novembre dernier, t-on appris demicrement de source

Parmi les quatre-vingts membres fondateurs de cette association, qui se veut informelle et indépendante, figurent de nombreux membres du Parti communiste, de l'Académie des sciences et de l'Union des écrivains, et des personnalités de renom tels le poète Christo Radevski, le professeur de phi-losophie Jelio Jelev, l'historien Nikolat Gentchev, le caricaturiste Boris Dimovski, la poétesse Blaga Dimitrova et l'écrivain Radoi Raline.

L'objectif de ce club est de suscitor un débat sur la situation économique du pays et le niveau de vie de la population, les droits de l'homme et les libertés civiques, l'histoire contemporaine bulgare et ses « pages blanches », ainsi que les problèmes démographiques, écologiques et culturels du pays.

 L'activité du club sera strictement fondée sur le respect de la Constitution et des lais actuellement en vigueur », out déclaré ses membres fondateurs L'un d'entre eux, M. Stefan Prodev, a perdu son poste de rédacteur en chef de la revue Narodna Kultura – une publication favorable à la glasnost, – suite à la création du club. D'autres membres out été mis à la retraite anticipée on menacés de licenciement, les plus influents ont vu leurs allées el venues surveillées, leur téléphone

Le 16 décembre, le domicile de l'écrivain Gueorgi Velitchkov, à Sofia, a été perquisitionné par la sécurité d'Etat. Plusieurs membres du club, qui se trouvaient chez lui à ce moment-là. ont été interpellés, interrogés pendant quatre heures de manière brutale et contraints à signer un avertissement.

Dans des lettres de protestation envoyées à la suite de cet incident a difqu'il ne cherche « pas de confrontation avec le pouvoir, mais l'accélération du processus de démocratisation ».

La construction de six centrales nucléaires est arrêtée

Les autorités soviétiques ont ordonné l'arrêt de la construction de six centrales nucléaires en raison des conditions sismiques des terrains choisis, et aussi parce que les normes de sécurité ont changé après la catastrophe de Tchernobyl. La décision a été annoncée vendredi 23 décembre à Moscon par le minis-tre de l'énergie nucléaire, M. Niko-

M. Lukonine a indiqué, au cours d'une conférence de presse, que la perte de production - 28 millions de kWh - serait compensée par des centrales au charbon ou hydroélectriques, en attendant que des sites de

remplacement pour les centrales nucléaires soient trouvés. Le minis-tre a précisé que des recherches étaient actuellement en cours pour une localisation en Carélie, à proximité de la frontière finlandaise.

Les centrales dont la construction a été suspendue se trouvent près de Minsk (Biélorussie), près d'Odessa (Ukraine), dans le ville de Krasnodar (sud de la Russie), en Arménie, cu Géorgie et en Lituanie - où se trouve la plus grande centrale nucléaire soviétique, celle d'Ignalina, également située dans une zone sismique active - a indiqué M. Lukonino. - (AFP, Reuter.)

M. Gorbatchev devrait se rendre fin janvier

à La Havane et à Londres Le numéro un soviétique. M. Mikhail Gorbatchev, devisit effectuer fin janvier les visites qui avaient été prévues début décembre à Cuba et en Grande-Bretagne. a-t-on appris vendredi 23 décembre de sources soviétiques à La Havano

et à Londres. D'autre part, M. Gorbatchev serait, parti discrètement en vacances, le 14 décembre, deux jours après son retour d'Arménie. ont indiqué à Moscou des diplo-mates occidentaix, informés par des responsables soviétiques - (AFP. Reuter.)

The same of the sa Contact

M. Gom

Marian and the same

The second second

1 vers

10 87 6gs

Dip

Moscou et

- MACCOL 24

1 7047

Section 2

Sale Charles

42,77 Europe g

Mienx coord

Phnom-Penh s'efforce de gagner le «pari de la paix»

un an (7 riels le kilo en août 1988 contre 2,5 douze mois plus tôt). Bien sûr, tous ces résultats ne sont ni définitivement acquis ni entière-ment gratuits. M. Hun Sen et son équipe occupent le terrain. Ils font administration, pour faire aboutir leurs reformes avant l'éventuel iour J. celui du retour du prince Sihanouk aux termes d'un accord Ils font vite, sachant que les troupes vietnamiennes, quoi qu'il advienne, seront parties à la fin de 1990 au plus tard. Il reste donc deux ans au mieux pour ancrer le régime, prouver qu'on peut tenir les Khmers rouges à distance, organiser la vie urbaine et relancer une économie de subsistance. Tous les efforts et toutes les entorses aux règles vont Les gens d'ici sont conscients que l'intervention d'un règlement politi-que faciliterait le retour rapide

d'une aide internationale. Ils souhaitent donc qu'un terrain d'entente soit trouvé avec le prince, et sont prêts à lui concéder une partie du pouvoir. Mais ils s'apprêtent chaque our davantage à encaisser le choc. Ils banalisent la négociation avec l'ancien monarque, et tentent de vider de tout sens une participation des Khmers rouges à un règlement. Ces derniers ne sont visiblement plus dans leur champ d'optique. il s'agit de les réduire - dit-on à Phnom-Penh - à la condition de bandes errantes dans des montagnes éloignées. Et, ajoute-t-on aussitôt, pour peu que les Chinois leur suppriment toute assistance, le pari est possible. Pour le reste, en redoublant d'efforts, le régime de M. Hun Sen veut consolider suffisamment ses positions pour couper l'herbe sous es pieds de ses éventuels partenaires cambodgiens de demain qui sont. aujourd'hui encore, en exil Le pari est pris. Il reste à le gagner.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Amériques

SALVADOR

ses attaques dans la capitale

dix blessés, selon le ministre de la défense, le général Eugenio Vides Сачапоча. L'attaque a eu lieu dans la partie

de l'armée de terre et le ministère de touches de dynamite sur la façade. juridique de l'armée, ont été tués, et sept autres qui passaient devant réfugiés et dans l'aide à la

C'est la deuxième fois, cette

inconnus alors qu'il venait de sortir de chez lui dans la ville de Xapuri, à Branco, la capitale de l'Etat d'Acre.

Asie

CAMBODGE: la préparation du dixième anniversaire du régime

GRÈCE: l'enquête sur l'attentat du « City-of-Poros »

Europe

Un nouveau rapport officiel met toujours en cause un touriste français

ATHÈNES

tion de l'URS

15 ap -

100 E

And the second

474 ---

والمعارة المجاولة

in a second

"Shake a second

The second of the second

enganistic de la constant

A 8 30

25.78

277 March 8

S. Myllynnes S.

Section 1981

المد يعمو الرميس ال

Spirit Marin

اعو يبطعوا

3000

A Sec

4

Superior of the second

رته مرمني

- 190° / - 120°

Page 3

----33. " 10 Total -- 11 444

ARTON CO.

Age of the s

de notre correspondant

L'instruction préliminaire, sur le sanglant attennat du 11 juillet det-nier, contre le navire de croisière City-of-Poros, à une trentaine de kilomètres au large d'Athènes, est close. Contrairement à ce qui avait été annoncé, le dossier remis, vendredi 23 décembre, au procureur du Pirée ne contient pas de conclusions formelles. Il s'efforce de décrire, en trois pages, les événements qui se sont produits à bord du bateau. Selon ce rapport, l'auteur de la fusillade, qui a fait neuf morts et une cinquantaine de blessés, serait Mohamed Adnan Sojand, né en 1967 et porteur d'un passeport libanais. Une explosion, dont l'origine n'est pas clairement établie, a causé sa mort.

Le document n'écarte toujours pas la culpabilité du jeune Français Laurent Vigueron. Le rapport lait état en effet d'un second individu - qui se trouvait sur le pont et tirait contre les passagers - et qui a été identifié comme étant Laurent Vigneron. « Néannoins, est-il dit, il n'y a pas d'indice de sa participa-tion (au massacre) autre que les témoignages recueillis. ». Sans récu-

sept passagers du City-of-Poros, qui auraient recomm le jeune Français comme étant l'un des deux tireurs, les auteurs du rapport de la capitainerie du Pirée, prennent quelque dis-tance par rapport à ces témoignages. Selon certaines informations parues dans la presse d'Athènes, le ministère de la marine marchande, qui supervise la police des ports, laquelle avait mis en cause Laurent Vigneron an lendemain de la tuerie, ne pouvait pas complètement igno-rer ces témoignages. Ses plus hauts responsables auraient cependant, après plusieurs réunions, choisi d'utiliser des termes « plus diplo-matiques » dant le rapport Suel PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Portes et fenêtres, grilles de

magasias, jusqu'aux tenues des conducteurs de cyclo-pousse, la capitale du Cambodge s'est faite toute bleue à l'approche du dixième anniversaire du régime, le 7 janvier

1989. Chacun y va de son coup de pinceau. « Auparavant on badigeon-

nait, maintenant on peint », constate un coopérant occcidental.

sée, au départ, par des paysans, voilà donc qu'on s'installe. Des restau-rants ont été refaits. D'anciennes

maisons d'hôtes se transforment naï-vement en hôtels. Voitures et moby-

vement en Bôtels. Voitures et moby-lettes neuves, importées en fraude de Thaffande ou de Singapour, se faufilent déjà dans la foule des bicy-clettes. De petits investissements, certes, mais qui soulignent un regain de confiance, à défaut d'effacer d'un trait l'incertitude de l'avenir.

Dix ans déjà. Le jour de Noël 1978, les troupes vietnamiennes pénétraient officiellement au Cam-

bodge. Deux semaines plus tard, elles faisaient leur entrée dans la

capitale. Trente mille habitants à l'époque, entre sept et neuf cent mille aujourd'hui, dont une vaste majorité de Cambodgiens, les

Chinois reprenant pied dans le com-

merce et les Vietnamiens, dans les

petits métiers. Dix ans pour se remettre à vivre, commencer à retourner les ruines, à retrouver son

chemin, à remettre en état les cir-cuits d'eau et d'électricité. On en est

maintenant à retapisser de goudron

les grandes artères et à retaper les pagodes. Sur la route d'Oudong, à la

sortie ouest de la ville, la commu-

nauté musulmane des Chams s'est regroupée, sans toutes ses mosquées, mais avec déjà des constructions en

Depuis trois ans, comme la plu-part des autres villes du Cambodge,

Phnom-Penh vit en paix. Sans roquettes ni attentat. A tout hasard, mais sans doute aussi pour des rai-

sons d'ordre, le couvre-feu nocturne

n'y a été reporté que de 9 à 10 houres du soir. Une boure de

gagnée, mais dont les gens n'abusent guère : les Phnompenhois sont des provinciaux, tôt debout, dans un

beau tintamarre, et tôt couchés. On commence donc à y oublier le bruit des balles et la vie s'organise, tant bien que mal, avec ses riches et ses pauvres, ses écoles et ses hôpitaux

encore en piteux état, ses lêtes et les

Il y a, bien entendu, comme par-

tout ailleurs, un « comité d'émula-tion » en charge du dixième anniver-

sgire. Lycéens et lycéennes apprennent à marcher au pas. Tout ce petit monde défilers, mal, le

7 janvier. Les cyclos ont payé leur nouvelle tenue 320 riels - environ

13 F. Il y a aussi ses milliers de dra-

peaux - les cinq tours du temple

Après avoir consacré les pre-

mières semaines de son proconsu-

lat à une laborieuse reprise en

main de l'armée et du Parti com-

muniste - toujours profondément

divisé par les luttes de clan, ~ il a

pris langue avec les mouvements

de la résistance afghane à Djed-

dah, en Arabie saoudite, au début

de décembre. Ce premier contact

n'a pas produit de grands résul-

tats, mais un dialogue est

amorcé; il devralt se poursuivre

non seulement avec les mouve-

ments de la résistance installés au

Pakistan, mais aussi avec ceux

dont les bases arrière sont en Iran.

Le différend majeur porte sur la

place à réserver, dans l'Afghanis-

tan de demain, au Parti commu-

niste : les Soviétiques voudraient

qu'il puisse participer à un gou-

pesanteurs du système.

bois aux couleurs vives.

Même dans cette ville squattéri-

matiques - dans le rapport final. Mais cette prudence n'est pas par-tagée par tout le monde. Le journal Dimokratikos Logos, par exemple, qui est très proche du gouvernement grec, continue d'accréditer l'hypo-thèse d'une complicité entre Lau-rent Vigneron et le Libanais Moha-med Adnan Sojand. Il ne met pas bors de cause non plus la francée du hors de cause non plus la francée du jeune Français, Annie Audejean, ainsi qu'Isabelle Bismuth, une autre touriste qui, selon ce quotidien, était fiancée au Libanais.

THÉODORE MARANGOS.

Me Gilbert Collard: «Ignoble»

A Paris, M. Gilbert Collard, l'avocat de la famille de Laurent Vigneron, s'est élevé contre le rapport de la capitainerie du port du Pirée. Interrogé sur Europe 1, ven-dredi 23 décembre, il a affirmé que la victime ne pouvait en aucun cas être le terroriste que les autorités grecques décrivent. Cette théorie, selon lui, « est démenti complètement par le simple fait qu'il a été tué d'une rafale de mitraillette ».

 Que la capitainerle du port, qui sait la responsabilité qu'elle a jouée dans cette dramatique affaire, ver la douleur de la famille avant Noël, est encore plus ignoble », a ajouté l'avocat. Pour Mª Collard. « les autorités grecques, et plus par-ticulièrement les autorités de la capitainerie du port du Pirée, sont directement impliquées, par une forme de complicité, dans l'attentat du City-of-Porcs. Il est trop tard maintenant pour elles de revenir sur les premières déclarations qui ont été faites ».

Selon certains enquêteurs grecs, qui ont collaboré avec la police francaise, les auteurs de cet attentat seraient liés an groupe palestinien Abou Nidal (le Monde du 16 novembre).

ESPAGNE

M. Gonzalez va rencontrer les dirigeants syndicaux

espagnol, M. Felipe Gonzalez, a invité les dirigeants des deux syndicats organisateurs de la prève du 14 décembre à le rencontrer lundi 26. MM. Antonio Gutierrez, secrétaire général des Commissions ouvrières (CCOO, communiste) et Nicolas Redondo, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs (UGT, socialiste) avaient refusé de répondre jeudi à une première invi-

• Un mort et cinq blessés

dans des attentata. - Trois atten-

tats, attribués à l'organisation sépa-

ratiste basque ETA, ont été commis

en moins de vingt-quatre heures

dans le nord de l'Espagne, faisant un mort et cinq blessés, dont trois griè-

vernent. Le propriétaire d'un bar de

été assassiné dans la soirée du jeudi 22 décembre, atteint de deux balles

dans la tête par un inconnu. D'autre

inconnus ont attaqué à la granade, •

tandis qu'à Arreta (Pays besque) un

part, à Alasua (Navarre), des

dent de l'organisation patronale, M. Jose Maria Cuevas, était également convié. Mercredi, dans un dis cours devant les Cortes, le chef du gouvernement s'était déclaré prêt à faire certaines concessions aux syndicats, notamment an sujet du plan d'emploi pour les jeunes qui avait servi de détonateur an mouvement de protestation (le Monde du 23 décembre).

tation de M. Gonzalez, car le prési-

angin explosait au passage d'une patrouille blessant un gendarme et un civil - (AFP.)

 Un putschiste gracié. – Le gouvernement socialiste espagnol a gració l'ex-général Alfonso Armada Comin, qui avait été condamné à vingt-six ans at huit mois da prison Sébastien (Pays basque espagnol), a pour sa participation à la tentative de coup d'Etat du 23 février 1981. La décision a été annoncée officiellement après le conseil des ministres vendredi 23 décembre à Madrid. L'ex-général Armada Comin, interné vendredi matin, la caserne de la dans un hôpital militaire, est atteint garde civile, faisant trois blessés, d'une grave maladie cardiaque. —

Diplomatie

La fin de la visite de M. Chevardnadze en Corée du Nord

Moscou et Pyongyang veulent mieux coordonner leurs politiques

Chevardnadze, a quitté, samedi 24 décembre, Pyongyang pour rega-gner Moscou, à l'issue d'une visite de trois jours en Corée du Nord. Il a remis un message personnel de M. Gorbatchev an président nordcoréen Kim Il-sung.

Le ministre soviétique des affaires étrangères et son homologue nord-coréen se sont déclarés, selon l'agence Tass, « satisfaits de la concordance de leurs positions de principe concernant les problèmes » de la région Asie-Pacifique. Ils ont souligné « la nécessité de rechercher, à cet égard, un degré plus élevé de coordination, de mener des consultations régulières sur les développements de la situation en Asie-Pacifique, sur les contacts avec

les autres pays de la région ». D'autre part le gouvernement sud-coréen à décidé, samedi 24 décembre, d'accepter la proposi-

avancée le mois dernier par Pyong yang, a annoncé la presse locale. La décision a été prise au cours d'une réunion de cabinet à laquelle étaient présents les ministres des affaires étrangères et de l'unification natio-

Le ministre soviétique des tion nord-coréenne de pourparlers affaires étrangères, M. Edouard politiques et militaires à haut niveau nale, a indiqué la radio gouverne-

vernement de transition ; la résis-

tance s'y oppose toujours. L'ex-roi Zaher Shah peut-il permettre de surmonter l'obstacle? C'est toute la question qui est abordée à Rome, dans la villa isolée et très protégée où réside l'ancien souverain. Jusqu'à présent, Zaher Shah avait refusé tout contact avec les Soviétiques, pour

AUTOMOBILISTES

Assurez-vous, rassurez-vous

Code ASSUR

36.15 LEMONDE

tous les dérapages.

était la propriété de celui qui la cultivait. On y revient. On rouvre même les rizeries privées. Le budget des paysans demeure malgré tout très maigre. Ils ont tendance, comme avant la guerre, à s'endetter pour une fête, un mariage ou un don aux bonzes, pour reconstruire la pagode, l'école ou le dispensaire. Les usuriers - Chinois le plus souvent font leur réapparition, avec leurs taux prohibitifs. L'Etat a du mai à contrôler ces pratiques. Il tente de le

Pour ravitailler les marchés et redonner le goût de vivre, le régime

importée, des gens qui consomment et investissent dans le secteur spécu-latif. L'incertitude sur l'avenir est encore bien présente. La vie reprend cependant, même dans les villes de six mois, a retrouvé son animation,

d'Angkor, en or sur fond rouge – accrochés aux fenêtres ou aux balus-trades. Et puis, tous ces efforts de dernière ruinute pour présenter une ville propre et un peu moins triste, histoire de cacher les stigmates le plus voyants de la guerre et l'aban-don de la ville pendant les quatre années de domination khmère rouge. Le régime du jeune M. Hun Sen qui n'a pas la quarentaine – entend s'accrocher et prouver, chaque jour davantage, qu'il peut gérer un Cam-bodge d'environ huit millions d'habi-

La « nouvelle économie »

Cette volonté de prouver qu'on existe – et qu'on peut durer – est partout présente. Tandis que les troupes victnamiennes se retirent, M. Hun Sen sillonne le pays pour faire avancer les choses, rappeler qu'il y a un gouvernement, avec son armée et son administration. Sur la frontière thailandaise à la veille de Noël, il sera le lendemain dans le Nord. Le Cambodge de M. Hun Sen, materné par les Vietnamiens, demeure isolé sur la scène internationale. Mais il tente de mettre les bouchées doubles pour s'organiser, occuper la place, quitte à faire de sérieuses entorses au dogme socialiste prôné par le parti unique, le PRPK, Parti révolutionnaire populaire du Kampuchea, Ici, le compromis s'appelle la - nouvelle économie », une conduite bien pragmatique dont le principal souci est d'éviter, autant que faire se peut,

Au Cambodge, traditionnelle-ment, la terre, abondante, appartenait au dieu-roi. Dans les faits, elle faire en octroyant aux paysans des prêts pour les engrais et les

tolère, en outre, une importante contrebande, par le port de Kompong-Som et, surtout, à travers la frontière thallandaise. Une partie de la population de Phnom-Penh a ainsi tendance à vivre au-dessus de ses moyens. On profite encore de tout ce dont on a été privé sous le joug des Khmers rouges, et même pendant les quelques années qui ont suivi. A côté des enfants qui font les poubelles, sac au dos, il y a aussi le petit monde des buveurs de bière

Moscou dépêche un émissaire

auprès de l'ex-roi d'Afghanistan

résistance dont certaines compo-

santes ultra-religiouses lui sont

d'ailleurs opposées. Des contacts

n'en existaient pas moins par

l'intermédiaire de l'Italie - il

semble bien que l'entrevue de

samedi ait été organisée par

M. Andreotti, le ministre italien

des affaires étrangères. - mais

aussi grâce à l'ancien médecin du

monarque détrôné, le docteur

Fatah Najam, qui vit toujours à

Vers une

« Loya Jirgah »

affirme-t-on de bonne source,

serait de proposer à Zaher Shah

de revenir très vite en Afghanis-

tan pour présider une Loya Jir-

gah, c'est-à-dire une assemblée

traditionnelle des chefs de clans

et de factions, qui serait chargée

de former un gouvernement de

transition. Grande inconnue:

M. Vorontsov demandera que le

Parti communiste participe à

cette Loya Jirgah, mais rien

n'indique que l'ancien roi accep-

tera. Il s'est toujours déclaré

opposé à l'idée de partager le pou-

voir avec le Parti communiste.

Une formule de compromis est-

elle possible? Certains le pensent,

et il est sûr qu'à Moscou on a

beaucoup travaillé sur l'idée

d'une implication des Nations

Or, il y a quelques jours à peine, Zaher Shah déclarait à une

télévision britannique que les

Nations unies - pourraient avoir

un rôle important à jouer, que ce

unies dans la phase transitoire.

L'idée de M. Vorontsov,

Kaboul.

province. Takeo, encore morte il y a Pour rétablir la confiance et faire

rentrer les devises, la diaspora cam-bodgienne – un demi-million de personnes, sans compter les trois cent mille réfugiés sur la frontière thailandaise – est autorisée non seule-ment à revenir, mais à envoyer de l'argent aux parents demeurés sur place, à un taux pratiquement libre. Du coup, le marché noir est quasi inexistant, et des millions de dollars sont injectés dans l'économie. En outre, les investissements étrangers sont encouragés. Des Japonais lor-gnent déjà l'exploitation de l'immense réserve forestière, éveil-lant les craintes d'écologistes qui redoutent le pillage. Des Singapou-riens s'intéressent aux anciennes plantations françaises d'hévéas, qui sont une source substantielle de devises. Comme le Victnam, le Cambodge compte également, avec des investissements étrangers, se lancer dans l'exportation des crevettes et crustacés surgeles.

Marginaliser les Khmers rouges

La plupart de ces mesures de libé-ralisation sont intervenues cette année, ce qui explique sans doute que le Cambodge ait perdu, surtout depuis trois mois, un peu de sa tris-tesse. « C'est une société qui marche à quatre vitesses : il y a les riches de la capitale, les paysans des zones agricoles favorisées, les pauvres de Phnom-Penh et, en dernière place, les ruraux des zones pauvres ., estime un expert occidental. . Les Cambodgiens ont évité nos propres erreurs », juge, pour sa part, un Vietnamien. Progressivement, sur les berges du Mékong, les paillotes maisaines, aménagées à même le sol, cèdent la place aux plus classiques et confortables maisons en bois sur pilotis. Le Cambodge a visiblement amorcé sa reconstruction, pour la première fois depuis 1970, quand, avec la chute du prince Sihanouk, il avait été avalé par la guerre.

En outre, après la pénurie alimen-taire de 1987, due à la sécheresse, la récolte de cette année s'annonce bonne. Certes, les crues n'ont pas été assez élevées pour assurer une mois-son correcte de riz flottant. Mais la récolte devrait tourner autour de 1,5 million de tonnes, soit un déficit de 100000 tonnes qui sera compensé par les récoltes des cultures subsidiaires. En d'autres termes, après un déficit alimentaire de 200000 tonnes en 1987, durement ressenti dans certaines provinces en dépit de l'importation d'environ 70000 tonnes de grains, le Cambodge renoue presque, cette année, avec l'autosuffisance. Pour encoura-

vernement de transition, accepta-

ble pour la majorité des Afghans,

ou dans le retour des millions de

reconstruction du pays ». Et

l'ancien souverain de profiter de

l'occasion pour rappeler qu'il est

service - dans n'importe quelle

fonction pour restaurer un Etat

afghan indépendant et non aligné,

à condition qu'il soit réellement

indépendant, que son intégrité

territoriale soit maintenue ainsi

que son droit à l'autodétermina-

L'équation que M. Vorontsov

doit résoudre pour s'acquitter de

sa mission n'est pas facile.

d'autant que les résistants inté-

gristes sont hostiles à un recours à

Zaher Shah, et raisonnent en

termes maximalistes. Mais les

options dont disposent les Soviéti-

ques sont maigres et s'amenuisent

Zaber Shah, qui est âgé de

[Zaber Shah, qui est age de soixante-quatorze ans, est monté sur le trône en 1933, après l'assassimat de son père, Mohammed Nadir. Partisan de la neutralité de son pays, il s'est toujours déclaré ami des Soviétiques, « mais pas au point qu'ils occupent [son] pays ». Il a été renversé en 1973 par son cousin qui était alors premier ministre.

qui était alors premier ministre, Mohammed Daoud, et vit depuis cette date dans un discret exil italien. Après

avoir aboli sa monarchie et s'être pro-clamé président de la République,

Daoud a été renversé à son tout en 1978 par des militaires soutenus par

Moscou. C'est ce régime qui déclencha la rébellion des tribus, qui devait conduire l'Union soviétique à envahir l'Afghanistan en décembre 1979, après toute une série de « cours » sanclants

toute une série de « coups » sanglan entre factions du Parti communiste.]

JACQUES AMALRIC.

chaque jour.

La guérilla intensifie

La guérilla salvadorienne a attaqué, vendredi 23 décembre, l'étatmajor général de l'armée de terre à San Salvador, faisant deux morts et

ouest de San Salvador. Le com-mando a fait exploser une voiture piégée devant l'entrée principale de l'immeuble qui abrite l'état-major la défense, tout en lançant des car-(Suite de la première page.) ne pas perdre la confiance de la soit dans l'installation d'un gou-

l'immeuble ont été blessés, ainsi qu'un médecin et deux employés qui se trouvaient à l'intérieur.

l'occasion pour rappeler qu'il est semaine, que la guérilla mène une toujours disposé à reprendre du opération à San Salvador, mardi dernier, trois voitures piégées avaient explosé devant le quartier général de l'armée de l'air, faisant

Mercredi, le ministre de la défense avait annoncé le rejet par les forces armées d'une proposition de trève, entre le 23 décembre et le 1= janvier, présentée par les guérilleros du Front Farabundo Marti pour la libération nationale (FMLN) = (AFP.)

 BRÉSIL : assassinat de l'un des militants écologistes les plus célèbres de la cause amazonienne. - Figure de proue de la lutte contre le dégradation des forêts d'Amazonie, Francisco Mendes, qui était âgé de quarante-quatre ans, a été tué, jeudi 22 décembre, par des 190 kilomètres au sud de Rio-

La victime se savait menacée depuis longtemps en raison de ses accrochages fréquents avec les grands propriétaires terriens. Selon la pects du meurtre de Mendes seraient deux éleveurs de bétail.

M. Mendes avait bénéficié ces dernières semaines d'une escorte policière, mais il était apparemment seul au moment de sa mort. Son action en faveur de l'environnement lui a valu plusieurs distinctions internationales, dont le Prix Global 500 du programme des Nations unies pour l'environnement en 1987. - (Reuter.)

هكذا من الأصل

La bataille pour la mairie de Saint-Denis (cent vingt mille habitants) a été lancée avec l'annonce de la troisième candidature du maire sortant, M. Auguste Legros (app.

M. Legros a procédé à la mise en place d'un comité de soutien dont plusieurs membres pourraient être ses colistiers en mars prochain. Comme il l'avait fait pour les dernières élections législatives, le maire de Saint-Denis a choisi de brusquer les choses pour tenter de mettre en difficulté, non seulement son princi-pal adversaire socialiste, M. Gilbert Annette, mais aussi ses propres amis de la majorité qui ont poussé le président du conseil général de la Réunion, M. Eric Boyer (div. dr.), à constituer, lui aussi, une liste

En fait, depuis un an au moins, M. Boyer songe à détroner

de notre correspondant

M. Georges Lombard (UDF),

sénateur, ancien maire de Brest, pré-

sident de la communauté urbaine, a

annoucé, jeudi 22 décembre, son

intention de constituer une liste.

M. Lombard invite M. Yannick

Marzin, adioint au maire de Brest.

conseiller général UDF et président

du Syndicat national des pharma-

ciens, à en prendre la direction. Il

- contrecarre ainsi les projets du RPR et d'une partie de l'UDF du départe-

ment de faire conduire une liste par

M. Lombard déclare que « le

· l'actuel maire, M. Georges Kerbrat

- Brestois [qu'il est] ne peut admettre

que l'avenir de Brest dépende des décisions parisiennes . Il reconnaît

M. Legros dont il est l'un des princi-paux adjoints. Homme de dialogue et d'ouverture profondément atta-ché à l'identité et à la culture rénnionnaises, M. Bover avait tu. in extremis, ses prétentions aux dernières législatives en échange du soutien du maire de Saint-Denis à sa candidature à la présidence du conseil général.

La gauche aussi

Au sein même de la majorité du conseil municipal, de plus en plus de voix s'élèvent pour réclamer un renouvellement des hommes et surtout l'abandon d'une « politique de clan » qui a contribué à l'émergence d'un courant socialiste non négligeable à Saint-Denis. Une politique qui s'est encore manifestée au cours des dernières élections cantonales lorsque M. Legros a tenté d'imposer, dans différents cantons de Saint-Denis, des hommes et des femmes súrs contre ses propres adjoints.

Ces derniers font bloc derrière M. Boyer, qui est également rejoint

deux listes à droite en mars. Mais il

en renvoie la responsabilité au RPR.

Cette compétition pour reprendre la tête d'une liste de droite à Brest a

pour conséquence d'accentuer les

divisions au sein de l'UDF du dépar-

tement, déjà secouée par l'élection à

la présidence du conseil régional en

octobre, et dont les deux leaders

sont M. Jean-Yves Cozan (CDS),

député, élu à la première vice-

présidence de l'assemblée départe-

mentale avec l'appui du RPR, et

M. Ambroise Guellec (CDS),

mer, disciple de M. Raymond Barre.

M. Cozan soutient la candidature de

M. Kerbrat. De son côté, M. Guel-

lec estime que la tête de liste revient à Brest à un UDF, en l'occurrence

par des jeunes du RPR et de l'UDF. M. Louis Virapoullé, le sénateur UDF-CDS, qui n'est . pas indifférent » à ce qui se passe à Saint-Denis, pourrait, lui aussi, soutenir M. Boyer et même prendre place sur sa liste. Si le président du conseil général concrétise sa candidature, il mettrait M. Legros en sérieuse difficulté. A gauche, M. Gilbert Annette peut, lui aussi, fonder des espoirs de conquérir la mairie, compte tenu de la division de la droite. Mais M. Annette devra convaincre les communistes de le

soutenir, ce qui est loin d'être

Alors que la fédération socialiste et le PCR avaient fait des listes d'union en mars 1983, les deux formations partiront en ordre dispersé l'an prochain, et n'ont toujours pas mis fin à la polémique qui les oppose depuis l'échec de M. Paul Vergès contre M. Jean-Paul Virapoullé (CDS) dans la circonscription de l'est de l'île, un échec que le PCR attribue à la « trahison » des socialistes. Lors de la désignation du pré-sident du conseil général, en octobre dernier, le PCR avait voté, pour le RPR et l'UDF contre les socialistes et les barristes. Il n'est pas impossibie qu'en mars prochain, les communistes de Saint-Denis, qui sont très minoritaires dans la commune. appellent une nouvelle fois à voter pour M. Boyer.

ALIX DIJOUX.

Rouen : M. Michel Bérégovoy, candidat du PS. - M. Michel Bérégovoy, frère du ministre de l'économie et des finances, et député socialiste de la première circonscription de Seine-Maritime, a annoncé sa candidature à Rouen face à M. Lecaagent commercial à la SNCF, avait été élu député lors des élections législatives de juin dernier. Il avait 1981 et 1986. M. Michel Bérégovoy est en outre conseiller municipal de Rouen, et conseiller régional de Haute-Normandie.

Le cœur de M. Lang continue de balancer entre Paris et Blois

هكذا من الأصل

Les socialistes parisiens préparent eux aussi leur campagne pour les élections municipales de mars prochain. Le 19 décembre, les principales têtes de liste désignées par le PS dans les différents arrondissements de la capitale se sont réunies avec le premier secrétaire fédéral, M. Jean-Marie Le Guen, et le publicitaire Jacques Séguéla, pour étu-dier l'orientation et le matériel de la campagne. Participaient notamment à cette réunion MM. Pierre Joxe (tête de liste dans le 12° arrondisse-ment). Paul Quilès (13°), Georges Sarre (11°) et Jack Lang (3°).

La présence du ministre de la culture est apparue comme le signe qu'il aurait choisi de se présenter dans la capitale où il avait déposé sa candidature - à titre conservatoire », dans le troisième arrondisse ment, et dont il est conseiller sortant. Dans l'entourage de M. Lang, on maintient, toutefois, que celui-ci n'a pas encore décidé s'il se présentera à Paris ou bien à Blois, dans le Loir-et-Cher, département dont il est l'élu depuis trois ans à l'Assemblée nationale.

La commission exécutive fédérale du PS, à Paris, s'est réunie également le 19 décembre pour avaliser les listes de candidatures adoptées par les militants. Toutes les fistes ont été approuvées, sauf celles des dixième et dix-neuvième arrondisse-ments. Dans le dixième, où la tête de liste est une militante rocardienne, les responsables fédéraux souhaitent pouvoir désigner un chef de file ayant une plus grande notoriété... Dans le dix-neuvième, la nonadoption de la liste formée par M. Roger Madec, qui avait été désiconflit entre, d'une part, le courant Socialisme et République, dont M. Fadec fait partie, et M. Alain Billon, soutenu par les proches de M. Laurent Fabius, et, d'autre part, les responsables fédéraux proches de M. Lionel Jospin.

M. Michel Charasse est heu-

reux. Le ministre du budget peut

savourer, en connaisseur, une grande première : depuis 1974, c'est la première fois que l'oppo-

sition ne dépose pas un recours devant le Conseil constitutionnel

Quand il était permanent du

groupe socialiste de l'Assemblés

nationale, M. Charasse n'avait pas son pareil pour dénicher dans

susceptibles de tomber sous le

« sages ». Cette année l'opposi-

tion est restée muette. Peut-être

est-ce le résultat d'une certaine

lassitude (l'adoption définitive du budget 1989 à l'Assemblée s'est

faite devant un maigre parterre),

ou peut-être celui d'un accord

tacite entre la majorité et l'oppo-

sition également soucieuses de ne pas voir la ligne budgétaire consacrée au financement des

formations politiques (qui s'est

coup des décisions des neuf

à propos de la loi de finances.

La fin de la session parlementaire

Un budget sans recours en annulation

POINT DE VUE

La pensée du PCF reste stalinienne

par Lilly Marcou chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques

GEORGES MARCHAIS est accordé au Monde du 7 décembre nous rassure à ce sujet. Lui et son parti, sous sa direction, n'ont amais fait d'erreur, de faux pas ni de mauvaise appréciation. Donc point de déchirement, de révision et d'autocritique. Quant à la perestroika, il souligne que, « depuis des années et des années », le PCF l'appelle de ses voux. Quelle belle lecon d'escamotage et d'occultation de la vérité à l'heure où l'URSS est en pleine refonte et où le peuple soviétique retrouve, enfin, sa mémoire ! La PCF, lui, selon son secrétaire général, n'en a guère besoin.

Passons sur la vingtaine d'années qui ont été nécess aux dirigeants du PCF pour condamner la stalinisme. Passona sur la réhabilitation », pour les besoins de le cause, de Jean Kanapa. Passons sur l'hommage tardif rendu à l'ouvrage collectif, l'URSS et nous. cautionné par le bureau politique avant d'être rapidement mis au ran-

Appelons un chat un chat I Le PCF, après avoir couvert les pires excès et les immenses erreurs du brejnevisme (Afghanistan, Cambodge, Angola, Pologne, etc.), passe allègrement du soutien de Breinev à calui de Gorbatchev. Mais ce soutien à la perestroika est de surface, et la PCF est loin d'acceptar, encore moins d'intégrer et d'assimiler, « la nouveile mentalité politique », qui constitue, aulourd'hui. L'acquis du gorbatchevisme.

Georges Marchais a précisé récemment, à Lisbonne, que la perestroïka n'était pas un modèle à suivre. Il s'agit simplement, pour lui, d'une série de réformes propres au système soviétique. Mais la « nou-

ou é erétaioirs, ou b. eacemora

autre durant la discussion) faire

éventuellement les frais d'une

remise en cause. A moins que

cela ne soit le produit du savoir-

faire du nouveau ministre du

Toujours est-il que le Conseil

constitutionnel, qui, dans sa sagesse, avait réservé le

29 décembre pour examiner un

va pouvoir disposer d'une jour-

née de repos supplémentaire. Il

en aura besoin car le mois de jan-

vier sera chargé : devront êtr

examinés les recours sur le

Conseil supérieur de l'audiovi-

suel, le projet de loi sur diverses

mesures d'ordre social (DMOS) et l'application dans les DOM-

TOM d'une convention sur

l'organisation internationale du

P. S.

velle pensée» s'adresse à tout le monde : les Etats et les partis, les mouvements et les dirigeants. Les grandes mutations de l'idéologie soviétique et feur impact sur la diplomatie sont passés sous silence dans l'Humanité et dans le discours des principaux chefs du PCF. Où sont l'humanisme, la reconnaissance des erreurs du passé, l'ouverture vers la social-démocratie et la rapprochement avec l'Etat d'Israel ? Le PCF ignore tous ces apports.

Concessions, dialogues, nouvelle diplomatie, équilibre des intérêts. principe du libre choix : ces valeurs et ces normes ne sont guère prises en considération. Fidèle à une lecture stalinienne de l'histoire ou de l'actualité, on passe sous silence ca qui dérange. D'où un « oui » à Gorbatchev en peroles et un « non » dans les faits.

Une certaine conception dz ponveir

Michel Rocard a raison d'évoques cette « vision stalinienne de l'avenir » à laquelle le PCF reste attaché. Doit-on apprendre à Georges Marchais que le stalinisme est un phénomène qui dépassa largement sa dimension meurtrière ? Personne. et Michel Rocard, me semble-t-il, pas plus que les autres, n'appréhende les dirigeants du PCF comme des ssassins en ouissance. Le stallnisme est aussi une certaine conception du pouvoir, de la direction du parti, de la lecture du marxisme. En clair, une certaine manipulation de l'Histoire.

222.75

SACAR

The same of the sa

COOK CONSTRUCTION

Settiscilian .

de certaines

Catholica Catholica

2424

7 7 75 5

TERRITOR

A 1.5.48

10.00

1

- 20 64

-

THE PARTY OF THE P

THE REAL PROPERTY.

FIT BERN

Parisar Sangar

4

G. Bride

Or la fonctionnement du PCF avec l'exclusion des hommes et des idées, les fondements de se politique étrangère, les thèmes qu'il défend dans la société, sa politique face à la gauche européenne en 'général, et à la gauche française en particulier, tout ceia relève des mœurs léguées par le sixième congrès du Komintern (1). Ce dernier considérait, riotamment, les socialistes comme des ennemis plus dangereux que la droite. D'où le déserroi, la déroute, l'incompréhension des militants sur ce qui se passe en URSS, Les informations et ies analyses que leur offre la lecture des Nouvelles de Moscou n'ont rien à voir avec ce qu'ils trouvent dans l'Humanité. Force est de constater que le PCF - ou ce qu'il en reste collectionne les rendez-vous manqués : la déstalinisation, l'eurocommunisme et la « nouvelle pensée ».

(1) La troisième Internationale créée par Léanne et utilisée par Staline jusqu'en 1943.

Remue-ménage au CDS

M. Monory demande d'« urgence » une « réunion d'explication » UDF-RPR

M. René Monory, sénateur UDF de la Vienne, membre du bureau politique du CDS, ancien ministre de l'économie et des finances, a demandé, vendredi 23 décembre, que « se tienne d'urgence une réu-nion élargie d'explication de tous les partenaires de l'UDF, comme ceux du RPR, afin de clarifier une situation qui apparaît très préjudi-

Estimant que le CDS est visé par une e tentative de déstabilisation (...) dont la presse se fait l'écho depuis quelques jours», M. Monory « tient à mestre en garde tous ceux qui en sont à l'origine contre les effets désastreux de telles attaques : l'affaiblissement de l'opposition tout entière et un faux départ dans sa reconquète du pou-

Cette demande de l'ancien minis-tre a été exprimée après l'annonce de la démission du CDS de de la demission du CDS de M^{me} Louise Morean, député UDF, maire de Mandelieu (Alpes-Maritimes), qui déclarait le même jour, dans le Figaro, que sa décision devait être perçue comme « un signal » et « un appel à la clarification ». Critiquant la stratégie des autres di rigeants de CDS. M^{me} Moreau indiquait notamment : M= Moreau indiquait notamment : "Je n'aime pas les valses hésita-tions. Dans la V- République, il faut choisir son camp. Moi, je l'ai choisi depuis longtemps et ce juin ja reçu mandat de mes étecteurs pour être un député d'opposition au gouverne-ment actuel. Pour moi, être sont à la fois au centre et dans l'opposition, c'est rester à l'UDF, mais quit-ter le CDS. Je ne me reconnais plus du tout dans la démarche politique de mes amis, Pierre Méhaignerie et

-- que cette décision risque d'entraine : Création d'un « pôle économique et culturel »

Brest: un challenger UDF

pour le maire RPR

Trois villes du Cher se regroupent

BOURGES

de notre correspondant

Les maires des trois plus grandes villes du département du Cher, en signant mardi 20 décembre, un protocole d'accord visant à une coopé ration économique, ont réduit au silence les ricanements des pessi-mistes, MM. Jacques Rimbault, député, maire communiste de Bourges, Fernand Micourand, maire communiste de Vierzon, et Serge Vincon, maire RPR de Saint-Amand-Montrond, en se retrouvant assis autour de la même table, en terrain . neutre ., à Bigny-Vallenay, à quelques kilomètres du centre géo-graphique de la France, ont fait oler les étiquettes politiques, à deux mois des municipales.

Rien de très précis pour l'heure n'est inscrit à la suite de cet accord nord-sud. L'ouverture de l'autoroute A 71, prevue pour la fin de l'année 1989, a prévalu. Ayant long temps souffert d'un enclavement du en bonne partie, à certaines erreurs du passé, le département découvre là une voie royale, qu'il lui serait fatal de rater. Son tracé traversant longitudinalement le Cher, chacun a vu l'occasion de l'élargir jusqu'à une

Sous le regard impassible (et sous verre) du chef de l'Etat (· le seul socialiste présent - n'a pas manque de lancer le maire de Bourges), les trois maires ont écarté toute velléité politique, déclarant haut et sort que ce protocole ne tendait qu'à servir l'intérêt général du département pour un développement global.

M. Rimbault a souligné que « l'on peut développer l'autonomie des communes sans pour autant y voir des dessous politiciens -, insistant sur un appel en grace : « Que l'on nous laisse un fonds de sincérité. »

 Nord : annulation d'une cantonale. - Le tribunal administratif de Lille a annulé, le vendredi dans le canton de Dunkerque-Ouest où avait été élu, le 2 octobre dernier, M. Gaston Tirmarche (PS), maire de Saint-Pol-sur-Mer, conseiller sortant Cette annulation est intervenue à la suite d'une requête de deux anciens adjoints de M. Tirmarche qui leur avais retiré leur mandat d'adjoint à Saint-Pol puis ne leur avait pas confié de présidence de bureau de vote lors des consultations récentes, ce qui est contraire à l'epplication de l'arti-cle R 43 du code électoral.

M. Micouraud a recount que « l'on parle beaucoup tourisme en oubliant un peu trop l'industrie . tandis que M. Vincon se félicitait de l'éclatement du triangle économique (sous-entendu communiste) Bourges-Vierzon-Saint-Florent.

Le nouveau-né s'appelle « Pôle économique technique et culturel du Centre ». D'ores et déjà des demandes de subventions ont été déposées auprès du département, le but étant de développer le réseau de communication, qu'il soit routier ou ferroviaire, afin de brancher directement le Cher et ses villes sur les régions voisines.

Le ville de Montluçon (Allier) pourrait prochainement rejoindre les trois villes. On remarquera que le maire de cette ville, M. Goldberg, est également communiste. Quel département en France a déroulé un tel tapis rouge pour accueillir les industriels?

PATRICK MARTINAT.

M[™] Geneviève Yavchitz nommée directeur de cabinet du secrétariat d'Etat chargé des handicapés

M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés et des accidentés de la vie, a définitivement constitué son cabinet.

Directeur de cabinet : M= Geneviève Yavchitz: chef de cabinet chargé des relations avec le Parle-ment: Mn: Michèle Zwang-Graillot: charges de mission: MM. Jean-Louis Segura (emploi). Henry Lafay (éducation), et Mar-cel Piton (sourds): conseillers tech-niques: Mrs Catherine Scholdsti-que et Andrée-Emilie Le Guen, MM. Philippe Didier-Courbin, Patrick Sansoy, Philippe Saint-Martin et Alain Monteagle; presse: M™ Valérie Sanders.

Mer Valèrie Sanders.

[Diplômée de sciences économiques, mariée et mère de trois enfants, Mer Yavchitz, quarante et un ans, a été successivement, de 1976 à 1985, au ministère des affaires sociales, chargèe de mission, chef de service, puis conseiller technique auprès du ministre. Sa carrière s'est poursuivie à la Banque centrale des coopératives et mutuelles puis à la Caisse des dépôts.]

EN BREF

● CORSE : un nouveau maire à Calvi. - M. François Zanotti, qui était seul candidat, a été étu vendredi 23 décembre maire de Calvi avec 12 voix pour contre 10 votes blancs (ceux de la gauche) et une abstention. M. Zanotti, libéral modéré succède au maire démissionnaire M. Xavier Colonna, étiqueté divers gauche.

· Quatre cantonales validées, - Le tribunal administratif de Bastia a valide, jeudi 22 décembre, quatre élections cantonales contre lesquelles des recours avaient été déposés. Il s'agit des cantons de Bastia 2, Bas-tia 4, Moita-Verde et Vescovato. La juridiction administrative a rejeté tous les recours en annulation déposés par des candidats battus ou des tiers électeurs et mis en garde les éventuels plaignants contre des recours abusifs. - (Corresp.)

Les nationalistes dressent un bilan négatif du gouvernement. — M. Léo Sattesti, l'un des élus, à l'assemblée régionale corse du groupe A Cunculta Naziunalista, a estimé, lundi 19 décembre, à Bastia, que son groupe « ne peut que dresser un bilan négatif de la politique du nouveau pouvoir ». « En l'espace de sept mois, a continué M. Battesti, nen de fondamental n'a changé en Corse. Le couvernement s'est réfugié dans la politique de l'apparence. Au-delà de quelques réformettes habilement présentées comme gages d'une atten-

tion particulière pour la Corse, tout est au point mort. » A propos des « prisonniers politiques » corses, les élus nationalistes jugent que « l'Etat semble vouloir entretenir une politique des otages pour exercer un channational corse ».

· Renforcement des délégations parlementaires pour les Communautés européennes. M. Jacques Genton, sénateur cen-triste du Loir-et-Cher, vient de déposer une proposition de loi visant à augmenter de dix-huit à trente-six le nombre des membres élus au sein de chaque Assemblée (Assemblée nationale et Sénat) pour faire partie des délécations parlementaires pour les Communautés européennes. M. Genton justifie cette demande par la nécessité de « permettre là ces délégations) de désigner en leur sein des rapporteurs spécialisés chargés de fournir aux commissions permanentes les éléments d'information et men correct de tous les projets de loi de transposition du droit communau-

port d'information sur les activités des institutions des Communautés européennes (comme la prévoit la loi du 6 juillet 1979), mais qu'elles y sions sur des e thèmes précis, adaptés à l'actualité de l'achèvement du marché unique ».

M. René Garrec (UDF) choisit son mandat de député, - M. René Garrec, député UDF-PR de la sixième circonscription du Calvados, vient de décider de conserver son mandat de député. Le Conseil constitutionnel, dans sa décision du 6 décembre, avait déclaré incompatible le cumul de son siège de député avec la présidence du conseil d'administration de l'Association technique de l'importation charbonnière (ATIC). M. Garrec avait quinze jours pour régulariser sa situa-

 Nomination d'un « Monsieur Strasbourg ». - M. Claude Villain a été officiellement nommé, vendredi 23 décembre, par M. Michel Rocard, chargé de mission auprès de Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes. La mission de M. Villain, inspecteur général des finances, vise à « renforcer durablement le rôle européen de Strasbourg a (le Monde du 16 décembre).

M. Villain devra remettre ses propositions au premier ministre d'ici le 31 mars. Il aura aussi une fonction « d'animation et de coordination » des différentes actions que le gouvernement pourrait entamer afin de défendre le maintien du Parlement européen à Strasbourg, « en étroite liaison » avec les collectivités locales.

• SENAT : convocation de la commission de contrôle. — Le pré-sident du Sénat, M. Alain Poher, a convoqué pour le jeudi 5 janvier les vingt et un membres de la commission de contrôle de l'action des orga-nismes publics dans les opérations financières sur le capital des sociétés privatisées (le Monde du 24 décem-bre). Ils désigneront ce jour-là leurs président, vice-présidents et rappor-teur. Avant que le Sénat ne décide de la création d'une commission de contrôle sur l'action des organismes publics sur le capital des sociétés pritisées (le Monde du 22 décembre) M. Paul Loridant (PS, Essonne) avait expliqué, au nom de son groupe, qu'une telle initiative était « sans objet » et « gravement inopportune ». Il jugeait que ceux qui e trouvent anor-male la présence de la Caisse des depôts et consignations a dans le capital de Marcesu investissement (qui a participé à l'achat de titres de la Société générale) faisaient ¿un curieux procès ». M. Lorident avait rappelé que c'est M. Balladur qui avait décidé de faire entrer la CDC dans le noyau dur de la Société générale, de lui demander de soutenir le cours de cette demière, de l'autoriser à entrer, cette demiere, de l'auroriser à entrer, en 1987, dans le capital de Marceau Investissement, qu'il a fait entrer ensuité dans le noyau dur de la Société générale. Pour M. Loridant, le Sénat n'avait pes à se substituer, en outre, à la COB, « indépendante et efficace », à qui il revient de saisir la

taire dans le droit interne ». M. Genton souhaite également que les délégations ne se contentent pas de déposer tous les six mois leur rap-

Société

L'Etat et les siens

Police : le lamento des « plantes vertes »

Après avoir passé en revue les agents des transports publics, les postiers, les employés de la Sécurité sociale et les profes-seurs (le Monde des 21, 22, 23 et 24 décembre), nous évoque-rons, pour achever l'enquête sur « l'Etat et les siens », le sort des gardiens de la paix qui, notam-ment à Paris, souffrent du contraste entre l'idée qu'ils se faisaient de leur métier, quand ils l'out choisi, et la terne réalité

The second second

and the second

The state of the s

many we you

and the same and a same

- There is ...

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

· ·

والمناوي المناوية

A STORE WATER A STORE ST

The state of the s

of and Marie Anthers on the

 $\frac{\lambda_{n-1}}{2} (\lambda_n \nabla \lambda_n) = \lambda_n = \lambda_{n-1} = \lambda_{n-1}$

Mark .

Statement Statement

Property of the Con-

12.

14**3** - 450-

Contract to the second

Samuel .

Registration of the

م جاتب المتؤسسين.

Supplement of the second

Professional Commence

148 8 May 18

海丘西海

Action and the

المستجهد

Records in

Marie gares -

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

Section 18

The second second

The same

The state of the s

2.

*

3

-3---

The state of the

- 4 feet 2....

Being ...

AND THE REAL PROPERTY.

155 C. . . .

- Windle .

A entendre leurs syndicats, et surtout le principal d'entre eux, le Syn-dicat générai de la police (SGP), membre de la Fédération autonome (FASP), les gardiens de la paix parisiens sont unanimes : ils se soucient moins de leur paie que de leur service, moins du « bifteck » que du contenu de leurs missions qui les laissent profondément insatisfaits. Ils avaient rèvé de défendre la veuve et l'orphelin, de se rendre utiles à la société, de rassurer leurs concitoyens par leur présence permanente dans la rue. Présents, il le sont, mais comme plantons - ce que dans le jargon de la préfecture de police on nomme les « plantes vertes » —
devant les édifices publics ou les
palais nationaux, chauffeurs de
commissaires, détachés à diverses
tâches administratives, surveillant
des prisonniers dans les locaux d'autres services ou devant la porte des hôpitaux, les accompagnant d'un bâtiment à l'autre tout au long de leur périple judiciaire.

Rien d'exaltant. Une fois ces tâches accomplies et réservés les effectifs pour les missions priori-taires que sont police-secours et l'accueil du public, les gardiens de la paix peuvent seulement alors se consacrer à leurs autres missions, celles que, seules, ils considèrent comme l'expression de leur métier : la lutte contre la délinquance.

Depuis des amées, les théoriciens de la sécurité publique donnent pour acquis que l'ilotage est la méthode la plus appropriée pour lutter contre la petite délinquance dans les grandes métropoles. Seule cette méthode, en multipliant les contacts du gardien avec la population dans laquelle il évolue et, si possible, vir, serait en mesure de prévenir les petits délits répétés qui constituent la principale cause du sentiment écurité en milieu urbain. C'est d'ailleurs sur cet aspect des choses qu'après les calamiteuses affiches vantant, à la fin des années 70, le « métier d'homme », les campagnes

cause la - très grave rébellion -

dont se seraient rendus counables.

selon l'organe officiel du Vatican,

vitro », y compris entre deux conjoints stériles désirant un enfant.

Bien qu'elles ne soient jamais citées dans l'article, les universités catholiques de Lille, de Nimègue

(Pays-Bas), de Louvain (Belgique) sont visées par ce vigoureux rappel à la discipline. Déjà leurs recteurs avaient été convoqués, le 9 janvier 1988 au Vatican. Les fécondations

« in vitro » effectuées dans ces éta-blissements le sont à des conditions

très strictes (au profit d'un couple

marié et stable ; sens manipulation d'embryons). « Leurs responsables,

ècrit l'Osservatore romano, ont qua-lifié de licites sous certaines condi-

tions des pratiques que, sous les mêmes conditions, le magistère de

l'Eglise a qualifiés d'illicites. Un tel

aux bonnes règles de la communion

« On ne voit pas comment on peut refuser à l'instruction « Donum

vitae » l'obéissance, pour ce qui est du jugement et de la pratique, que les fidèles sont tenus d'assurer à

Faut-il désormais s'attendre à des

sanctions? Déjà, au début de 1988,

l'équipe médicale du docteur Char-tier avait été contrainte de démis-

sionner de l'hôpital catholique Notre-Dame de Bon-Secours à

Paris, sous la pression de l'archevê-ché de Paris. Elle était à la pointe des techniques de fécondation artifi-

l'autorité légitime de l'Eglise ».

RELIGIONS

de recrutement de la préfecture de police ont mis l'accent ces dernières

Or la réalité du jeune gardien parisien est assez différente. Plus instruit que ses camarades des géné-rations précédentes — le bac, voire plus, est désormais commun dans les brigades, — le gardien de la paix novice vit une réalité faite de servitudes frustrantes, sans commune mesure avec l'idéal complaisamment dépeint lors de son incorporation. On lui avait promis un métier de contact et une activité utile, il subit un service routinier dont il per-coit peu l'intérêt et qui ne mobilise aucun savoir-faire.

Une étude poste par poste faite récemment par le SGP dans tous les commissariats parisiens indique l'ampleur du mai. Tous les arrondissements parisiens ne sont pas sont touchés. Selon cette étude, dans les 64, 70, 8º et 16º arrondissements de Paris, la présence en grand nom-bre de ministères, bâtiments officiels ou appartements privés de ministres impose une surcharge de gardes statiques au détriment des autres missions, police-secours excepté.

l'hôpital de la Pitié qui impose sa loi : dans cet établissement où sont toi : dans cer expossement ou sont soignés les détenus de la région pari-sienne dont l'état nécessite des soins que l'hôpital des prisons ne peut assurer, la majorité des effectils sont utilisés à surveiller les malades devant la porte de leur chambre. Le

Témoin de la susceptibilité oui

4 arrondissement fait face au même problème avec l'Hôtel-Dieu, où une zone à l'intérieur de l'hôpital, la salle Cuzco, est réservée aux détenus.

Dans le 14 arrondissement, les policiers ont l'œil fixé sur la prison de la Santé, dont il faut impérieuse-ment surveiller les abords. Si, dans le 1st arrondissement, le Forum des Halles mobilise de gros bataillons d'ilotage, nombreux sont les gar-diens affectés à la garde des gardés à vue de la brigade des stupéliants et du proxénétisme (BSP) qui, débordée, se trouve dans l'impo lité de surveiller elle-même ses pri-

Quant aux 17, 18, 19 et 20 arrondissements dont la taille justifie la présence de troupes plus seuls à pouvoir fournir les renforts que les aléas de la vie parisienne exigent. Qu'un prince britannique honore Paris de sa visite et c'est là que seront prélevés les gardiens pour renforcer le service d'ordre et accroître le nombre de patrouilles sur le trajet du cortège officiel. Lors de Jean Monnet au Panthéon, cérémonie à laquelle assistaient onze chess d'Etat des pays membres de la Communanté, des renforts ont été mobilisés dix jours à l'avance pour reconnaître le terrain et préparer le

ialonnement. Autant de servitudes que les jeunes gardiens vivent moins bien que leurs aînés. Mieux formés et professionnellement plus exigeants, DESŒUVRÉS COMME ON EST ON POURRAIT SOMBRER



métier pouvait, aussi, être fait de tâches ingrates, à l'utilité douteuse n'exigeant aucune compétence. Motivés pour lutter contre la criminalité, ils vivent trop souvent leur situation comme celles de pions prisonniers d'une routine administrative inchangée depuis des lustres. Les rapports des missions d'inspection dénonçant le gaspillage des effectifs ont eu le temps de s'accumuler sur les bureaux des ministres ou des préfets de police, mais rieu, ils ne se doutaient guère que leur ou peu, n'y fait : l'inertie demeure

Deux réponses sont proposées

pour rendre compte du style de

commandement : « En avant 1 (je reste derrière) » et « Suivez-moi !

(je suis devant) ». L'usage des véhicules de service est ventilé entre « familial/tourisme », « per-

nel s. Quant à l'utilisation des

fonds publics de gestion, les réponses proposées s'étagent de

« après concertation » à « sans

« surprenante ».

sonnel/courses » et « profession

forte, reportant sur la police pari-sienne, en bout de course, le poids des taches qu'ancune autre administration ne veut ou n'est en mesure de prendre en charge.

Dans la police parisienne, l'enri-chissement des taches n'est qu'un idéal apparemment inaccessible. Provinciaux transplantés dans la capitale, les gardiens parisiens ne s'y trompent d'ailleurs pas : sur les quel-que 23 000 gardiens affectés dans Paris et les trois départements de sa perite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne), ils étaient, en 1986, 8 700 à demander leur mutation en province; deux ans plus tard, ils sont 9 500, attendant, selon les départe-ments demandés, de cinq à dix ans avant que leur candidature puisse

Le blues des inspecteurs

Les policiers en civil que sont les inspecteurs poussent, eux, une tout autre complainte : le lamento des carrières. Dans les années de la précédente décade, ils se plaignaient du manque de moyens pour travailler, trouvaient obsolètes leurs armes et leurs véhicules et jugeaient déri-soires leurs frais de mission. S'ils n'out pas abandonné certaines de ces qui concernent les frais de mission, leur carrière bloquée concentre depuis les années 80 toute leur

Le mal remonte à 1977, lorsqu'à la demande des syndicats, tous les

inspecteurs sont devenus, de droit, officiers de police judiciaire. Or cette qualification, qui s'obtenuit jusque-là par concours, était le sésame ouvrant la porte de la promo-tion. Ne pouvaient devenir inspecteurs principaux, puis inspecteurs divisionnaires, que les officiers de police judiciaire. Depuis la réforme de 1977, sous la pression alternée des inspecteurs, des commissaires et des ministres, sept différents sys-tèmes de remplacement ont décide de l'avancement des policiers en civil, témoignant du caractère particulièrement sensible de la question. Ancienneté, mérite, combinaison des deux, notations, tableaux d'avancement : toutes les méthodes ont été utilisées dans un parfait désordre et sans prévoir les conséquences à plus long terme sur la ges-tion des effectifs.

Les conséquences sont là : avec une structure hiérarchique totaleteurs offre désormais à la promotion un nombre dérisoire de posses par rapport aux ayants droit. Sur un effectif de quinze mille inspecteurs de tous grades, ils sont cinq mille six cents inspecteurs qui, en entrant dans la carrière, n'ont anjourd'hui qu'une chance infime de devenir inspecteurs principaux. Ces derniers, au nombre de trois mille cinq cents, ont tout aussi peu de chances de rejoindre le groupe des quelques six mille inspecteurs divisionnaires qui coiffent la pyramide. Compte tenu de la jeuneuse actuelle des inspec-teurs divisionnaires, émanant pour la piupart des grosses promotions des années 70, les départs à la retraite des prochaines années ne libéreront que peu de postes. Or le grade commande à la fois la rémunération et le fonction, c'est-à-dire le type de travail demandé. Conséquence : un jeune inspecteur sait des le départ que son avenir est, sinon bouché, du moins sérieusement

En période de pénurie, toute pro-motion qui bénéficie à l'un est vécue par l'autre, souvent à juste titre, s'explique que plus de mille inspecteurs, chiffre encore jamais vu, ont protesté contre leur non-inscription au tableau d'avancement en déposant un recours devant les tribunaux administratifs! Apparemment non sans raisons: le tableau d'avancement de 1984 a été cassé; ceux de 1985 et 1986 ont de bonnes chances de l'être bientôt ; les derniers, ceux de 1987 et 1988, font déjà l'objet de nombreux recours contentieux.

GEORGES MARION.

Vos notes!

« patrons » et doit être remplie par la section syndicale.

gouverne les rapports hiérarchiques entre commissaires et inspecteurs, le syndicat national utonome des policiers en civil (SNAPC), principale organisation de la corporation, lance une campagne sur la notation dont les intpecteurs, comme tous les fonctionnaires, sont l'objet par leurs SUDÉCIOUS. Le syndicet a ainsi fait distri-

buer parmi ses adhérents une feuille de notation. Apparent décatque de calle que remplissent les commissaires de police forsqu'ils doivent apprécier les qualités humaines et professionnelles de leurs subordonnés, cetta fauille s'applique cette fois aux

règner par le « mandarinat ». Une rubrique « homme de main des élus locaux » et une autre « utili-Dans la catégorie e éléments sation des bons d'essence » est également à l'appréciation des inspacteurs.

d'appréciation », les rubriques (moyens physiques, courage, jugament, initiative, connai sance, etc.) sont identiques à celles des véritables feuilles de notation. En revanche la catégorie « aptitudes manifestées dans les fonctions » décline les principaux reproches que les commissaires endurent de leurs inspecteurs, invités à évaluer l'empressement que montrent leurs patrons à pratiquer « l'assistance à huissiers » et les « vacations funéraires », à nouer dans leurs fonctions des « relations mondaines », à pratiquer le « tourisme régional » ou à

concertation a en passent par...

Mineurs en prison

Une campagne contre l'incarcération des moins de dix-huit ans

Le mouvement Riposte, qui s'est donné pour but de « lutter contre l'axclusion des jounes les plus en difficulté », vient de lancer un appel en faveur de l'abolition de l'incarcération des mineurs, qui se termine per ces mots : « Agissons pour qu'au pays des droits de l'homme il n'y eit plus, le 14 juillet 1989, un seul mineur en prison. » En 1987. près de 4 000 jeunes de moins de dix-huit ans ont été mis en détention provisoire, et en 1986 (derniers chiffres connus) 6 000 mineurs ont été condamnés à des peines

Cette année, comme tous les ans, environ 900 mineurs passeront les fêtes de Noël en prison. Et cela, non dans des « prisons dorées », souligne le mouvement Riposte, mais dans celles de leurs aînés, celles « de la promiscuité, de la violence et de la détresse ». solution, a souligné le président du mouvement Riposte, M. Dominique Tricaud. Les jeunes qui ont raté leur intégration n'ont aucune chance de mieux la réussir après leur sortie de prison. Nous ne pensons pes que ca soit là une façon de régler le problème de la marginalité. » Et de rappeler l'objectif de cette campagne : obtanir par la loi l'interdiction de toute incarcération de mineur.

de prison ferme.

Dans de domaine, le mouvement Riposte n'en est pes à son coup d'assai. L'association a lancé une première campagne dès 1987, année de sa créa s'agissait alors d'obtenir - avec d'autres - un amendement de d'interdire l'incarcération des mineurs de treize ans et de limiter à la procédure criminelle la possibilité d'incarcérer préventivement

les mineurs de seize ans. Une pétition avait alors réuni trois remis à chacun des députés at sénateurs un appel aux parlementaires accompagné d'un dossier. Inventer

de « nouvelles réponses »

L'amendement devait être voté au cours du débat parlementaire décembre 1987, mais l'objectif demeure aujourd'hui l'abolition pure et simple de l'incarcération des mineurs. Les timides avancées proposées par le texte sur la Arpaillange ne suffisent pas aux membres de Riposte, tant s'en décevent » pour M. Dominique Tricaud, qui ne semble pas regretter le report de l'examen du projet à la session de printemps. Toutefois, la présidente du Syndicat des avocats de France (SAF), Mr Sylviane Mercier, signataire de l'appel, s'est montrée moins sévère pour le texte du garde des sceaux : un projet « modeste »

certes, mais qui a le mérite d'être un peu plus strict qu'auparavant : « Il faut remarquer que la courbe des peines de prison ferme coincide avec celle des détentions provisoires, a-t-elle noté. Les neines fermes servent pariois à couvrir » la détention provisoire. Une loi sur la détention préventive a donc son utilité. » Riposte ne renonce pas pour

autant au principe de la « sanca nouvelles réponses ». Pourquoi ne pas explorer plus sérieusement la piste de la « réparation », a suggéré M. Yves Douchin, chargé de mission à la délégation interministérielle pour l'insertion des eunes, ou s'appuyer plus largement sur le réseau des missions locales qui offrent à ces jeunes des dispositifs d'insertion? M. Maurice Pourriot, viceprésident du mouvement, ains intermédiaire baptisée Ergal (galère en verian), installée à Choisy-le-Roi dans le Val-de-Mame, cette entreprise de bâtiment, mais aussi de transport ~ des ieunes en difficulté. « Il n'y a pas de miracle, explique- t-il : quand on peut les faire travailler, les salarier et les loger, les pro-bièmes s'effacent. On n'a pas forcement besoin de la prison. » ANNE CHEMIN

★ Riposte, 108-110, rue Saint-Maur, 75011 Paris, Tél.: 48-22-82-05.

JUSTICE

Interdisant la fécondation L'affaire Tangorre « in vitro »

L'empreinte génétique n'a pas pu être réalisée Le Vatican condamne

L'empreinte génétique qui devait permettre de dire si Luc Tangorre, actuellement inculpé dans une affaire de viol dont furent victimes, la « rébellion » de certaines universités catholiques en mai dernier, deux étudiantes américaines, est bien l'auteur de ces L'Osservatore romano a public en faits, n'a pas pu être réalisée. première page, vendredi 23 décem-bre, un article non signé mettant en

Luc Tangorre avait lui-même demandé cette recherche scientifique et accepté de se soumettre à l'expertise. Selon son défenseur, M' François Vidal-Naquet, les prélèvements n'auraient pas été correctedes universités catholiques qui ne respectent pas les dispositions de l'instruction « Donum vitae » du ment effectués et ensuite conservés dans de mauvaises conditions, ce qui 10 mars 1987. Celle-ci interdisait toute forme de fécondation « in a rendu tout examen impossible.

L'avocat, qui apparente cette impossibilité de dire scientifique-ment si son client fut l'auteur des viols, comme une « preuve négo-tive » de son innocence, a annoncé qu'il demandait dans ces conditions la mise en liberté de Luc Tangorre. Ce dernier, âgé de vingt-acuf ans, avait été arrêté, inculpé et écroué le 24 octobre. Au mois de février pré-cédent, il avair bénéficié d'une grâce présidentielle qui lui avait permis de quitter la prison où il purgeait la condamnation à quinze ans de réclusion prononcée pour viol par les assises des Bouches-du-Rhône.

 Nominations de magistrata Par décret publié au Journal officiel du 23 décembre, sont nommés conseillers à la Cour de cassation : MM. Jean-Claude Laplace, Pierre Mabilat, Olivier Renard-Payen, Michel Edin, présidents de chambre à la cour d'appel de Paris et M. Pierre Blin, président de chambre à la cour d'appel d'Amiens. Sont nommés premier président de la cour d'appel de Bordeaux : M. Michel Vigneron, président du tribunal de grande instance de Marseille ; premier président de la cour d'appel de Toulouse : M. Raymond Exertier, directeur de l'école nationale de la magistrature; premier président de la cour d'appel de Reims : Mme Madeleine Sabstini, vice président au tribunal de grande

M. Jean Comet perd son référé contre Henri Amouroux

M= Huguette Le Foyer de Costi premier vice-président au tribunal de grande instance de Paris, a rejeté, vendredi 23 décembre, la requête en référé présentée par M. Jean Comet qui souhaitait obtenir la censure de plusieurs passages du tome VIII de la Grande Histoire des Français sous l'Occupation d'Henri Amouroux, publié au mois d'octobre sous le titre Joies et douleurs du peuple

Ancien magistrat, actuellement nembre de la commission justice du Front national, M. Comet a été le greffier de la cour martiale qui sié gea au Grand-Bornand (Haute-Savoie), les 23 et 24 août 1944, et prononça la condamnation à mort de soixante-seize miliciens. Il contestait la manière dont Henri Amouroux a raconté cet épisode mais dans son ordonnance le magistrat observe que le récit de l'historien - correspo en tous points aux éléments mis par Jean Comet lui-même à la disposition d'Henri Amouroux - avant de déclarer : « L'imputation selon laquelle Jean Comet aurait participé à une œuvre de justice jugée d'avance ressortit au pouvoir de l'historien qui est en droit de porter sur de tels faits l'appréciation qui est la sienne.

e Pétition pour Jean-Louis Casabonne. - La section académi que toulousaine du Syndicat nationa de l'enseignement secondaire (SNES) a adressé, vandredi 23 décembre, un a auresse, valures de la Répu-télégramme au président de la Répu-blique pour lui demander d'intervenir en faveur de Jean-Louis Casabonne, condamné à six ans de prison par la justice espagnole le Monde du 23 décembre). Celle ci l'a déclaré coupable d'aide et d'assistance à l'ETA. Pour le SNES-Toulouse, « scandalisé par ce jugement », le gouvernement français doit « rout mettre en œuvre auprès des autorités espagnoles afin d'obtenir la libération immédiate de Jean-Louis Casa-

 Un avocat de Montpellier inculpé de proxenétisme. — Avocat au barreau de Montpellier, Mr Louis Niang, vingt-huit ans, vient d'être inculpé de proxénétisme pour avoir eu des intérêts dans un établissement de massage de la ville, dont il était le conseiller juridique et finan-cier. Il a été laissé en liberté.

VOUS ETES ATTIRE PAR CE QUI SORT DE L'ORDINAIRE! DEVENE! Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la selection de personnel pratique environ 1980 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance tres individuelle. Informations gratuites à. MSI, LM

هكذا من الأصل

instance de Paris.

Il y a quelques jours, au Sénat, une centaine de personnes, cheveux argentés ou crânes dégarnis, suivaient d'austères exposés sur les embarras financiers des pays du tiers-monde. Un colloque sénatorial ? Un cours de l'université du troisième âge ? Pas du tout. Pour le 5º anniversaire de leur mouvement, les membres de l'Association générale des inter-venants retraités (1) s'offraient une session de mise à jour. L'AGIR : ce sigle en clin d'œil dit tout leur programme. En cinq ans, ces Français et Françaises exclus du monde des actifs par la limite d'âge ont été donner bénévolement 20 000 journées de trayail et des trésors de compétence dans 35 pays en

Leur association est née d'une frustration. En 1983, alors que déferiait la vague des mises à la retraite anticipée, quelques cadres, soudain condamnés à l'aisiveté, eurent l'idée de se grouper pour proposer leurs capacités désormais inemployées aux pays en difficulté. D'anciens dirigeants de société, de hauta fonctionnaires avaient déjà accompli la même démarche. Cette fois, il s'agissait plutôt d'envoyer outre-mer des hommes de terrain : artisans, techniciens, administrateurs, nants. Des professionnels capables de remettre en marche ces équipements et organismes dont les nations pauvres ont tant de mai à assurer la maintenance.

2 400 volontaires

Aujourd'hui, dans les bureaux de l'AGIR - quelques mansardes dans le vieux Paris entre les Folies Bergère et une synagogue. on a mis en fiches 2 400 volontaires (dont 25 % de femmes) qui attendent qu'on fasse appel à leurs services.

Les opérations d'assistance sont rarement simples. Par exemple des autocars livrés par la France sont en panne en Birmanie. Comme l'AGIR n'a pratiquement pas de fonds propres son budget total est de 1 million de francs par an), il faut obtenir que les affaires étrangères payent le voyage et l'entretien sur place d'un ancien mécanicier de Berliet. Djibouti a besoin d'un agronome et d'un potier pour former des nomades récemment sédentarisés. Bien entendu, il n'y Pyrénéens ferait l'affaire. Pour financer l'opération, il doit organiser au préalable une kermessa

dans sa ville. Comme les retraités piaffent d'impatience, ADIR à mis sur pied depuis peu un service d'assistance aux organismes français impécunieux. loi comme ailleurs elle prend le plus grand soin de ne pas supplanter les firmes privées. « Travailler gratuitement pour des gens qui peumage serait une politique de aribouille s. fait remarquer Madeeine Faucher-Hébrail, la viceprésidente. « Mais les petits boulots, parfois de quelques heures, sonne, sont nombreux. Là une enquête sur les étrangers, pour un organisme social, là une expertise de comptabilité pour d'entreorise pour des écoles. >

Bien sür, ce dont revent les retraités, qui ont du dynamisme à revendre, c'est de partir au loin pour une mission d'importance. Si elles ne sont pas quotidiennes, les occasions ne manquent pas. Une coopérative scolaire d'Abidian appelle au secours. Robert de Buhan, soixante-six ans, ancien fonctionnaire des finances, est désigné pour partir. Il se retrouve dans une méchante case, au

Des astronomes français du labo-

ratoire de radioastropomie millimé-

trique de l'Observatoire de Paris et

de l'Ecole normale supérieure vien-nent de moutrer que la forme très

tourmentée d'une galaxie — ensemble d'étoiles — de l'amas de la Vierge (NGC 4438) pourrait être

le résultat d'une rencontre gravita-

tionnelle entre deux galaxies. A l'appui de cette thèse, l'observation

grâce à la grande antenne de 30 m de l'Institut de radiostronomie milli-

ASTRONOMIE

cœur d'un quartier populaire et devant une immense pagai Deux mois de remise en ordre. En fait, il devra faire encore deux « campagnes » au cours des la coopération sur les rails.

Un ancien architecte a repris ses crayons pendant de longs mois au Nigéria pour achever une cathédrale en panne. Même lorsqu'elles paraissent simples, les missions connaissent parfois des prolongements inattendus. Un pilitissier tunisien demande qu'on lui apprenne à filer le cho-colat. Un pâtissier retraité d'Ilede France prend l'avion. Puis il fait venir son épouse pour montrer au commerçant comment tenir ses livres. Les voisins de Tunis accourant, Ils ont beaoin d'un bon verrier et d'un spécialiste de la confection. Deux sionnels partent de autres profes

Même enchaînement pour ce Père blanc du Bénin qui ne saveit pas par qui faire construire une morgue convenable. AGIR lui expédie un retraité du bâtiment qui s'envole avec sa femme. Celle-ci, una fois sur place. s'emploie au dispensaire et Bientôt partent à sa suite un diéseliste, une ex-infirmière, un vieux médecin... Consigne à de votre dépannage mais profitez-en pour former sur place le maximum de gens. >

Rester utile

Expédier ainsi des hommes et des femmes de plus de soixante ans, dans des pays au climat difficile, pour des aides d'urgence et le plus souvent dans l'inconfort ne va pas sans risque. Les volontaires le savent. L'association souscrit toujours pour aux une assurance rapatriement... et les fait accompagner par leur épouxise) si la mission dépasse quelques semaines. L'an dernier. un avion est allé chercher au Tchad un agronome terrassé par une hépatite virale. Le retraité courageux a été sauvé in extremis par l'hôpital de Tou-louse, et son rempleçant est parti sur-le-champ. Mais Gilbert Foumier, un retraité des Deux-Sèvres qui était allé remettre en route des machines textiles à l'île Maurice, a payé de sa vie son dévouement. Accablé par le climat et le travail intensif, il a succombé en 1985 à une crise cardiaque. Il en faut davantage pour arrêter les militants d'AGIR. Comme dit ce retraité : « Rester utile jusqu'au bout, que souhaiter de mieux ? Notre récompense. c'est d'entendre nos petitsenfants dire à leurs copains : « Grand-père, je te garantis que c'est pas un croulant. » MARC AMBROISE-RENDU.

(1) AGIR: 8, rue Ambroise-Thomas, 75009 Paris.

métrique du pico Veleta (Espagne)

du . chauffard galactique ., une petite galaxie, NGC 4435, qui est

aujourd'hui située à une distance de

85 000 années-lumière de sa victime

centre voici cent millions d'années.

Tout cela a pu être démontré à l'aide

d'un modèle de simulation numéri-

que mis au point par les deux

équipes après une série d'observa-

tions menées en avril de cette année.

Collision entre deux galaxies

(Suite de la première page.)

Ils vendent et ils revendent tout ce qui s'achète et se vole, à l'unité. Ils balaient, à sept ans, les toilettes publiques de la Plaza Mayor. Ils sont à trois dans un carton devant un étal de bougies. Ils chament aux arrêts de bus de la 18º Rue. Le maire, M. Alvaro Arzu, qui ne vou-lait plus voir des cracheurs de feu de douze ans aux carrefours de sa ville, en a entraîné quelques-uns comme surveillants de voitures dans les parkings. Mais on peut voir encore place Bolivar une gamine en robe courte s'allonger sur un tapis de verre brisé pendant que son frère lui pèse des deux pieds sur l'estomac et que la foule applaudit...

Ces enfants disent qu'ils voudraient aller à l'école, puisque les gringos s'étonnent toujours qu'ils n'y soient pas. Mais la rue, déjà, les a happés. Ils finiront peut-être délinquants, comme les grands de dix-huit ans qui arrachent les colliers des femmes dans un bond de jaguar en laissant à la place l'empreinte de leurs doigts sales

A la veille de Noël, les enfants sont moins nombreux dans les rues que d'habitude, selon Mark Connolly, un Américain de vingthuit ans qui passe des soirées avec eux depuis 1983, muni d'un sac de pansements et de désinfectant pour faciliter les contacts. La police est passée par là, comme avant le voyage du pape, comme avant cha-que fin d'année, avec ses autobus, ses camions, pour «nettoyer» la ville et rassurer les acheteurs de Noël. Nombre d'enfants ont été placés en centres d'éducation suréchappés, d'autres y resteront, parce qu'ils aiment jouer au football.

Angel . et le « Damphin »

Il arrive aussi, selon l'éducateur américain, qui est également l'un des coordinateurs de Childhope, que la police emmène les enfants pour avertissement, et qu'elle les lâche à cinq heures de route de Guatemala. Quand elle ne les brutalise pas. Mais les enfants s'incrustent. Il n'est qu'à monter au premier étage de la gale-rie marchande de Centro Capitol, pour en croiser une trentaine, fascinés par les machines électroniques à 10 centavos la partie, des deux salles de ieux vidéo. Mario, le petit chaperon agité, est là, avec une grande de dix-sept ans, qui a déjà eu deux enfants de pères qui furent aussi ses clients, et un garçon lunaire, dont personne ne sait rien. On pense qu'il est muet. A nouveau, il en arrive tous les jours.

Il y a aussi Angel, le Salvadorien ttes. Quatorze ans, dont cinq dans la rue ; ses parents ont été tués

Noël orphelin au Guatemala

مكذا من الأصل

vador. Il a ensuite été confié, avec sa jeune sœur, à un frère, soldat dans l'armée régulière, et il a vécu dans une base militaire. Un jour, ce frère n'est pas rentré d'une opération antiguérilla, et les militaires ont conduit Angel, selon ce qu'il a affirmé, à la frontière du Guatemala. Il dormait dans un parc de la capitale, mais un matin, sa sœur a disparu. Il ne l'a jamais revue. Il a été longtempa accroché au dissolvant, mais il sem-bie qu'il ait arrêté la drogue. Il a rejoint, il y a six mois, le centre édu-catif de la Novena. Il sera peut-être

Trois avenues plus loin, dans la 9°, un bruit de bagarre s'échappe de l'hôtel Central. Un orchestre joue dans les bars ouverts toute la nuit, et l'accordéoniste est coiffé d'un panama. Le «Dauphin», vingt am, vient de passer vingt-quatre jours en prison pour vol. Il a eu la jambe broyée par l'un de ces autobus qui portent de jolies peintures de vol-cans sur l'arrière, mais qui foncent dans une fumée d'enfer. Et puis, on l'a surnommé le « Dauphin » à cause de sa démarche. De son tecshirt.dépasse un sac plastique rempli de colle, de colle à respirer, et ce soir la démarche du «Dauphin» est encore plus louvoyante. Entre l'hôtel Hernani et la cafétéria du Nouveau-Monde, une mère de dix-sept ans a la joue balafrée : les filles se battent aussi à la lame de rasoir.

Une Jeep de l'armée stationne devant le restaurant chinois. C'est là que Mark Connolly a fêté Noël l'an dernier, avec une quinzaine d'enfants. Ils ont été si contents qu'ils sont allés féliciter le cuisinier et qu'ils ont invité la serveuse à manger avec eux. Mais quand l'addition de 80 quetzales est arrivée, ils out voulu partir sans payer. Et même un soir de Noël, justement un soir de Noël, ils ont volé des feux d'artifice pour terminer la fête. Des rapines.

mais les enfants ne sont pas impliqués dans des crimes, comme en Colombie, selon le jeune Américain qui y a aussi travaillé.

e prima de la compansión de la compansió

"明 政治" 化甲基苯

1. 1. Step 18 18

14:17億

- 1 M

. - Jest

1 600 職。1

1 46 8

10000

41 APA

分執者 🖥

5 A. E.

4.50

"PXW.slette

日本 里

17 th -200

· Wille

1 32 A COM

Francis (#

> 1300 C

-

South French

Passonia can

-

The same

The state of the s

A STATE OF THE STA

The second

Fine

(Section

THE PARTY NAMED IN

A A CONTRACTOR

English The

The same of the same of

a screen, Tax

2 4 Sty.

Con Sentimen

211 456s in

THE STREET ALE STATE AND LAND

the state of the

See Section Property

Con the Party

The supported the

140 STEC 220 50 may the for the Car-

-

1

42: 42

100

1.000

.t 74,500

4

· · · · · ***

-- 2 24 福藤賞

Une fille est aliongée à l'entrée de la cathédrale, une timbale à la main. A côté d'elle, un flacon de dissolvant, la drogue de la rue, dure pour la tête et pour les poumons. Les enfants l'appellent « Tinner », selon une traduction libre de l'anglais. Julio, son frère, paraît avoir sept ans, mais îl en a onze, et il parle comme un adulte déprimé. Il parle, et on ne peut plus l'arrêter, il parle des larmes qui lui coulent souvent et ses yeux en portent les traces, -d'une maladie de peau qu'il a cue, de ce Noël qui sera triste. Il veut qu'on lui tienne la main. Et quand on essaie de le calmer, de le tranquilliser, il croit qu'on ne veut rien entendre de son malheur, et il se remet à pleurer.

CORUNE LESNES.

Les pensionnaires de la jungle

EL NARANJO (Etat du Peten) de notre envoyée spéciale

Les soldets ont planté leurs miradors sur d'anciens sites mayas recouverts d'arbustes. Perdu dans le nord du Guatemala, El Naranjo est le dernier village avant la frontière mexicaine. La garnison compte cent cinquante hommes, ca qui n'a pas empêché, la semaine demière encore, la guérilla d'attaquer sept camions desservant les compagnies pétrolières qui forent la jungle à mètres de là. Et de tuer un chauffeur.

Dans cette partie occidentale de l'Etat du Peten — un tiers de la superficie du pays. - où tout arrivant est reconnu propriétaire de la terre qu'il défriche, on se déplace en bateau sur le rio San-Pedro. Un petit ferry transporte quelques véhicules vers la pista ouverte forage. Deux hommes pagalent dans leur embarcation, creusée dans un tronc d'arbre. L'eau est lisse et les bruits sourds.

Sur cette terre de mission, où il faut sa lever à 2 heures du matin, faire un quart d'heure de bateau et huit heures de bus pour aller acheter, par exemple, une paire de ciseaux, Florès et Vincent, Zuléna et Pescatore, couples américano-quatémaltèques, ont fondé un orphelinat il y a un an et demi : la Ferme de l'enfance. Deux maisons au toit de palmes séchées, une école octogonale avec douze bancs en bois et une cioche au-dessus du tableau. Et puis un potager. Et, depuis peu, un générateur qui fournit quelques heures d'électricité par jour.

Dix-sept enfants vivent là, orphelins de guerre, enfants aban-donnés, perdus, ballottés. Il y a les deux jumeaux, Luis et Rudy. treize ens tout juste, que l'on distingue parce que Rudy a eu le nez cassé par une belle-mère alcoolique. Luis, à son arrivée, a reconté pertout qu'il était séquestré. Il court maintenant 21 kilomètres en 2 h 15. Yan, six ans, fils d'une prostituée de Belize, enfant rêveur, parle-au-petit singe- araignée qui ne veut pas descendre

Le plus jeune pensionneire a un an et demi. la plus êgée salze ans. et la plus calme est posé sur une racine avec sa boîte à musique. Quatre-vingts enfants d'El-Naranio (cinq mille habitants) viendront suivre la clesse avec les orphelins, dès la rentrée de février, pusque l'école du village ne compte que trois instituteurs et cent cinquante élèves pour six cents en âge scolaire dans les

La Finca del Nino vit un combat permanent contre les serpents, la malaria et les habitudes locales, qui ne s'effraient pes de ca que les cochons partagent les jeux des enfants, qui veulent que l'on consulte Ebarista, la sorcière, avant d'accepter un médicament contre la dysenterie. Le premie mariage dans le village a eu lieu l'an demier.

proviennent à 80 % du Gustemais, ce qui est exceptionn dans un pays où, maigré les appels émouvants de la presse et de la télévision à l'approche de Noël, la solidarité compte peu dans les préoccupations des conducteurs de Mercedes de la capitale. Le terrain a été offert per le propriétaire d'une agence de voyage, Refael Segastume, cui ne voyait pes pourquoi it ne donnerait pas un peu « après evoir besuccup reçu ». Quinze soldats ont aidé à nettoyer la forêt vierge pendant un mois. L'armée continue d'assurer gratuitement le transport des produits de pre-Enrique Vinicio Carezo Arevalo a apporté une petite contribution à la construction d'une clinique. 20 % des fonds viennent de l'étranger, notamment du New-Jersey dont est originaire Vincent Pescatore, ancien comptable à Washington, et aussi de France, par l'intermédiaire du voyagiste Carrefour du Mesaque.

Deux enfants attendent une piace à la Ferme de l'enfance : feur père est mort, et leur mère les a quittés pour Beliza. Pour les accueillir il faut trouver un troisième couple qui accepte de vivre au milieu des moustiques du Rio. Les parents doivent savoir lire, s'engager à élever huit enfants jusqu'à leur majorité, et avoir la foi. Car il faut en avoir pour défier la jungle du Peten.

CL

MÉDECINE

Un entretien avec le professeur Jean Bernard

(Suite de la première page.)

- La composition da Comité d'éthique vous paraît-elle satisfaisante? Certains out critiqué le trop grand nombre de médecins qui en font partie.

- Le décret de création du Comité d'éthique prévoyait que la proportion de médecins et biologistes ne devait pas dépasser la moi-tie du nombre total de membres du Comité. Mais un certain nombre d'organismes se sont trompés dans la désignation de leurs représentants. Ainsi, les deux assemblées ont-elles cru bon de désigner deux médecins pour les représenter. Si éminents soient-ils, la désignation de deux non-médecins aurait été selon moi préférable. Autre exemple : la communauté israélite est représentée par un médecin très remarquable, le professeur Henri Atlan. Peut-être aurait-il mieux valu qu'elle désigne un théologien rabbin. Cela dit je pense que le vrai déséquilibre et qu'elle aurait percutée en plein concernant la composition de notre comité se situe ailleurs : il y a deux tiers d'hommes pour un tiers de femmes et cela est dommage.

- Comment jugez-vous la loi relative à la protection des persomes se prétant à des recherches biomédicales qui vient d'être adop-

tée par le Parlement ? - Avant tout, je dirai que l'existence de cette loi est une très bonne chose. Nous la demandions depuis longtemps. Cela dit-elle me paraît moins bonne qu'elle aurait pu l'être. Sur ce sujet, nos avions élaboré un rapport et rendu un avis. Le Conseil d'Etat avait effectué un remarqua-ble travail et le Sénat de son côté avait procédé à une assez large consultation.

- En revanche, il me semble que le travail de l'Assemblée nationale a été bacié en quelques jours. Davan-tage de consultations n'aurait pas été inutile. On aurait peut-être évité

d'intégrer deux points critiquables dans le texte de loi : l'un, le plus important, concerne cette idée incroyable d'avoir recours au tirage de ce qui tient lieu de comité d'éthique local. Remarquons que les députés ont craint d'employer le mot «éthique» comme auparavant on craignait le mot « morale ». D'autre part, nous avions clairement pris position concernant les essais effectués sur les personnes en état végétatif chronique. Sur ce point, la loi n'est pas tout à fait aussi claire qu'il aurait fallu. Mais enfin, ce n'est tout de même pas trop mal. L'un de nos membres, le Père Patrick Verspieren, nous a dit que ce texte convenait Alors...

- Vous n'avez donc pas le sentiment d'avoir été désavonés ?

- Absolument pas. Au contraire. - Concernant cette fois l'avis qui vous était demandé par le gou-vernement à propos du dépistage de la contamination par le virus du SIDA chez les femmes enceintes, comment expliquer que vous n'ayez pu vous mettre d'accord ?

- Sur cette question, je crois qu'on nous a demandé d'aller trop vite. Quatre ou cinq mois supplé mentaires auraient été nécessai C'est vrai qu'il s'est dégagé deux tendances à part égale entre les membres du Comité d'éthique, les uns étant partisans du dépistage systématiquement imposé, les autres du dépistage systématiquement pro-posé. Pour autant, il n'y avait pas de vraie dissension parmi nous. Au fond, sur ce problème, c'est chacun d'entre nous qui est partagé entre les deux positions. J'ajouterai que le ministre de la santé a parfaitement

compris notre position. » Ce n'est pas la première fois d'ailleurs que nous nous voyons embarrassés. L'an dernier, le pro-

blème de savoir ce qu'il convient de faire des embryons congelés surnuméraires nous semblait lui aussi sans solution. Heureusement c'est très elle-même qui apporte une solution aux problèmes qu'elle a posés. Dans ce cas précis dans quatre ou cinq ans la possibilité de congeler les ovules devrait permettre de résoudre la

 La réflexion sur le bioéth vous semble-t-elle en France suffi-samment avancée ?

 Il existe dans notre pays des éments de force et des éléments de faiblesse. Notre force c'est l'existence du Comité national d'éthique. Il y a dix-huit mois, le profess Pletcher, l'un des grands spécialistes américains de la bioéthique, nous a rendu visite.

» Aux Etats-Unis, il n'existe pas de Comité national d'éthique, Labas on crée des comités ad hoc qui travaillent un an on un an et demi sur un problème donné et qui ensuite disparaissent. Scion Fletcher, le système français est meilleur que le système américain. Cela dit, compte tenu du caractère fédéral des États-Unis, il leur est diffi-cile d'envisager la création d'un Comité national d'éthique semblabie au nôtre. Savez-vous qu'il y a làbas des Etats où l'on n'a pas le droit d'enseigner le darwinisme si l'onn'enseigne pas en même temps le « créationisme » ? La France joue donc un rôle pilote sur le pian international. Le Danemark et le Canada s'inspirent actuellement de notre

- En revanche, nous sommes er retard concernant l'éducation et l'enseignement. Il n'existe pas dans nos facultés de médecine d'enseignement de bioéthique. An Canada, j'ai ssisté à des expériences remarquebles. Ainsi au Québec ce: cours: auquel participaient un prêtre, un

philosophe et deux biologistes et où les étudiants devaient réfléchir à deux problèmes concrets « classiques » : Deux femmes lesbiennes veulent avoir un enfant : comment cela se présente ? Un homme aliéné est atteint de maiadie de Hodgkin qui prend la décision de le soumettre e radiothérapie, une chimiothé-

rapie, etc. ? » L'étape snivante c'est l'enseiement secondaire. Nous y travaillons. Je crois profondément que la bioéthique teile que nous la considénelle. Un jour les citoyens seront an courant de ces problèmes. Et on n'aura plus besoin de comité tel que celui que je préside. C'est à l'école que tout se joue. Nous avons créé un groupe de travail chargé de préparer introduction de la bio-éthique dans l'enseignement secondaire. Si nous y arrivons, ce sera la première fois au monde qu'un tel enseignement sera délivré à des lycéens.

> Propos recueillis par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI,

• Les médecins japonais seront tenus de révéler le nom de leurs patients atteints du SIDA. -Les Parlement Japonais a voté, vendredi 23 décembre, une loi de pré-vention du SIDA qui obligere les médecins à révéler aux gouverneurs locaux les noms, âge et sexe de leurs patients atteints du virus. Cette loi, qui prendra effet des l'an prochain, autorisera également ces gouver-neurs à infliger une amende de 4800 franca au maximum à toute personne qui réfusera de se soumet-tre à un test de dépistage du SIDA. Elle prévoit enfin des peines s l'encontre des médecins qui disvi-gueraient des informations au sujet du SIDA de certains patients à d'autres personnes que les gouver neurs locaux. — (AP.)



CRÉATEURS **D'ENTREPRISES** VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS

A PARTIR DE 180 HT PAR MOIS Réception et réexpédition du courrier

Permanence téléphonique Permanence télex Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris The state of the s

The state of the s

April 1997 April 1997

Salar Again and Asian and

The state of the s

lesseur Jean Bernard

The state of the s

The same of the sa

A STATE OF THE STA

And the second second

CONTRACT IN MINISTER ...

TERROPES LALL.

Branch Carles Acres 11.

Tagging of the Court of the Court

- يى جون يېچهدفې

Marie Santo Barrello Company

graduate and the

200

Se special transfer

Total

The state of the s

Maria Carlos Car

alleger transfer over the second

المراجع والمتاجع والمتاج والمتاج والمتاع والمتاع والمتاج والمتاجع والمتاج والمتاع والمتاع والمتاع والمتاع والمت

Andrew St.

Barto general and the control

Marie Marie - 1

A STATE OF THE STA

A CONTRACTOR OF THE PROPERTY O

And the second

A STATE OF THE STA

The state of

80 3/4 Visit --

Agenty and any

المرابع المتعالية المتعالية

A. Angerran

A STATE OF THE STA

A STATE OF THE STA

Mer 37-1-

The second of the second

*** *****

A STATE OF

A Maria Company 300 F 300 a calculation of the calculation the designation of the second

Constitution of the second

and Target 1970 and

. د اداغهم اليوني

Sandard Commission of the second

Mary Company

Communication

La concentration des serveurs télématiques

« Les groupes Havas et Nou-vel Observateur s'associent dans dépassant 200 000 heures de Laser Télématique, société déte-me à parité qui mènera des activités communes de conception, réalisation et hébergement d'applications télématiques ».

Par ce communiqué laconique, Havas tire un trait sur l'expérience Laser Communication Plus. Cette société, qui devait être le fer de societé, qui nevair erre le rer de lance du groupe en télématique et imagerie électronique, va perdre en 1988 presque la moitié de son chif-fre d'affaires de 30 millions de francs, bien éloigné des 60 millions

Le secteur imagerie électronique et vidéodisque va donc réintégrer le giron de l'Office d'annouces, le très rentable régisseur d'anmaires du groupe Havas, qu'il avait quitté au début de l'année. Quant au secteur télématique, responsable de l'essentiel du dérapage, il va se rapprocher du groupe Nouvel Observateur.

Comment s'explique cette retraite peu glorieuse d'Havas? Au début de 1988, Havas porte Laser Communi-cation Pius sur les fonts baptismaux, rachète le serveur CRAC à sa fon-datrice, M= Cécile Alvergnat, et lance avec G7, Casino et la Compa-gnie bancaire le centre commercial télématique Les Grands Boulevards (LGB).

Pour faire face à ces perspectives radicuses. Laser gonfle ses effectifs et ses équipes. Mais le trafic n'est pas au rendez-vous. LGB, parti avec l'ambition de vendre à distance une vaste gamme de produits, se heurte à des concurrents déjà installés, et constate que la vente par minitel sort difficilement des produits d'alimentation et d'entretien courant. Les messageries et services pratiques de CRAC subissent de plein fouet l'érosion qui affecte l'ensemble de la télématique grand public. En septembre, le directeur général de Laser Communication Plus, M. Jean-Claude Guillet, démissionne, et son adjointe et actionnaire, M= Alvergnat, est licenciée. Les nouveaux contrats espérés ne se concrétisent pas, et seules subsistent les « valeurs sûres » que sont les services télématiques de Canal Plus, de la Comareg (journaux gratuits du groupe Havas) ou l'Action automo-bile (groupe Excelsior) : moins de cinquante mille houres de trafic par mois, avec une baisse en fin d'année.

C'est trop peu pour tenir le choc sur un marché devenu surcapacitaire, et où le dumping des serveurs fait rage. En se portant au secours d'Havas. Nouvel Observateur peut espérer trouver plusieurs synergies; publicitaire, entre les titres du groupe Perdriel et les journaux gratuits de la Comareg, pour attirer les télémateurs ; commerciale, grâce à la position centrale de Havas sur le marché de la communication : technique enfin, en harmonisant leurs développements et... en procédant aux licenclements qui accompagnent ce genre d'opération.

Au-delà des conflits de dirigeants, des responsabilités dont chacun s'accuse dans les mésaventures de Laser - les tribunaux auront sans dout à en juger - Havas recherche facile, qui ont étouffé les bonnes l'effet de taille, tout en gardant un idées, est maintenant sécule.

quelques années, est devenu, avec sa filiale Pressinvest, un des plus gros éditeurs et serveurs en télématique.

M. Jean-René Fourtou présentera

ses vœux aux Soviétiques

Le 31 décembre, à 21 heures, les téléspectateurs soviétiques recevrant les vasux de bonne année de M. Jean-René Fourtou. PDG de Rhône-Poulenc. Ils auront droit en prime à un petit spot sur les activités du groupe chimique français, qui sera rediffusé pendant plusieurs jours sur les trois chaînes publiques de la télévision. Rhône-Poulenc est en effet le premier annonceur francais à faire de la publicité sur les écrans soviétiques. Il a signé pour cela un contrat avec M. Silvio Berlusconi qui a obtenu, l'an dernier, la régie exclusive des antennes en URSS pour la diffusion des publicités occidentales. D'autres spots occidentaux devraient être diffusés le 31 décembre, dont un émanant de la Communauté européenne.

1 (44)

. . .

Rhöne-Poulenc est un partenaire économique important de l'Union soviétique avec un volume d'échanges de 12 milfiards de francs sur les six dernieres années.

Alliance entre Nouvel Observateur et Havas

connexion mensuelles, selon le clas-sement de la lettre spécialisée Videotex, aux côtés de la SEGIN, de CTL, d'AGL, et de Sytem-Sligos. Ces grands du marché— auxquels il convient d'ajouter des serveurs-éditeurs, non classés, tels que Parisien libéré, Politel ou IB-Télématic – se livrent une bataille féroce pour attirer les fournisseurs

Trop d'acteurs sur ma marché stagnant

Car nombre d'observateurs s'accordent pour situer toujours plus haut - an-delà de 100 000 heures mensuelles de connexion, par exem-ples, la taille minimale qui permet de rentabiliser un serveur grand public. Non que des sociétés spécia-lisées ne puissent tirer leur épingle du jeu sur des créneaux plus étroits. Mais pour serrer au maximum les collis tout en suivant constamment les innovations techniques, il faut une base solide. Or, la proliferation des serveurs a éparpillé le trafic : même s'ils ont conservé leur position absolue avec 1,6 million d'heures par mois, les dix premiers serveurs d'héhernement se techlissieur also d'hébergement ne totalisaient plus que 30 % du trafic Télétel en juin 1988, contre 46 % à la fin 1986, selon l'enquête de Videotex. Les quelques 2 400 serveurs français, estimés par la même enquête, ont une capacité d'hébergement bien supérieure à un marché grand public qui ne progresse plus guère.

La mise en fonction, en 1989, du « reroutage », procédure qui permet d'orienter un utilisateur d'un serveur à un autre sans avoir à recomposer de numéro, devrait accelérer encore la tendance au regroupement, ou, en tout cas, aux accords commercianx entre serveurs. Et, conséquence ultime de cette concentration en marche, les entreprises du secteur consolident leurs capitaux en faisants entrer banques et institutionnels. La Caisse des dépôts et la Midland-Bank viennent par exemple d'acquérir respectivement 20,1 % et 13,4 % d'IB Finance, société contrôlant deux branches, IB-Communication (audiovisuel, télévi-sion) et IB Télématic. En deux ans, cette dernière a fait une véritable razzia dans la télématique, en ache-tant ESI, Maxitel, Funitel, Astratel, FMC, MC 2, etc. L'ensemble n'a pas conservé, loin de là, le total du trafic de ses composantes, et n'affiche plus que 120 000 heures mensuelles, preuve que le marché est très sensible à la conjoncture en pôles fonctionnels (serveur, développement, édition, centre commer-cial...) IB Télematic bénéficie toujours d'un cash-flow conséquent, et d'un fonds de commerce qui lui per-mettent de rechercher des alliances, avec CTL par exemple.

Pour le PDG de ce dernier serveur, Jean-Louis Fourtanier, les mutations en cours ont du bon : · Beaucoup d'éditeurs échaudés par les faillites du secteur recherchent la sécurité de grands serveurs. Le temps des messageries et de l'argent pied sur un marché dont cette opéra-tion symbolise les tendances.

Le groupe de Claude Perdriel, en aucloues améet est desenu avec so

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

A la faveur d'une importante augmentation de capital

Le groupe Expansion accroît sa part dans « la Tribune »

La société éditrice du quotidien la Tribune de l'Expansion, la Tri-bune de l'économie SA, vient d'aug-menter son capital de 6250000 F. Elle porte son capital à 13 790 000 F, ce qui traduit une augmentation de 83,9 %.

Le groupe Expansion, propriétaire depuis mars 1987 de *la Tribune*, a participé pour 70 % à cette augmentation de capital. La société Lyonnaise de banque a souscrit à hauteur de 20 %, et la Compagnie générale des eaux pour 10 %. Le capital de la Tribune de l'Expansion se répartit désormais ainsi groupe Expansion, 69,82 % (67,5 % auparavant); Lyonnaise de banque, 15,52 % (au lieu de 12,75 %); Compagnie générale des eaux, 10,70 % (soit 0,50 % de plus). Le groupe Louis Vuitton-Moët Hennessy, actionnaire depuis l'été 1987, mais qui n'a pas participé à cette récente augmentation de capital, passe de 10 % à 5.47 %.

the state of the s

Informations « services »

MOTS CROISÉS

breases filles. On

pour faire un gros lot. Peut faire ve-

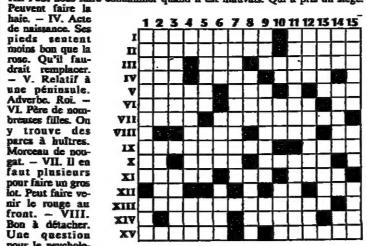
nir le rouge au front. - VIII.

Bon à détacher.

Une question

PROBLÈME Nº 4903 HORIZONTALEMENT

I. En employant un langage coloré. Mineur pour le lecteur. — II. Un homme prêt à tous les renoncements. Doit descendre pour être payé. — III. Peut nous faire condamner quand il est mauvais. Qui a pris un siège.



pour le psycholo-gue. Réfléchi. – IX. Qui n'ont pas été baptisées. Détruisit entièrement. – X. Conjonction. Bricole quand il 9. Fêté à l'étranger. Ne recule pas Un peu d'avoine. - 10. N'est pas navigable. Imite un héros de roman. est petit. Le dessous des cartes. -XI. Comme la place après un grand nettoyage. Passa du roman mondain Souvent suffisants quand ils sont grands. - 11. Permet d'y voir clair dans le vestibule. Parfois d'or. –
12. Un grand mouvement. Un
homme qui risqua souvent de perdre au roman populaire. Les vieux jours.

– XII. Colle. Un point sur la carte.

D'un auxiliaire. – XIII. N'aiment sa piace. Roue. — 13. Pas léger. Charges pour des bêtes. — 14. On peut en dire qu'elle est non avenue. Peut former des poupées. Qui a donc circulé. Agrément. — 15. Point de fixation de l'aviron. Etait payée au porteur. Où il va na rice. pas qu'on leur rende des services. -XIV. Fournit une certaine teinture. Neuve, pour un chien. Evoque un bel age. — XV. Pas épaisses. Tenante quand on ne perd pas de au porteur. Où il y a un vice.

VERTICALEMENT

1. Peut se faire d'un trait de plume. Il y en a pour tous les goûts quand il est pourri. – 2. Faire en sorte qu'il n'y ait plus de bavures. Comme Leon, au Mexique. – 3. Une fille qu'on ne voyait jamais courir. Truffe qui sent. - 4, Pas dit. Peut se contenter de boudin. Endroit Peut se contenter de boudin. Endroit où l'on peut sauter. — 5. Qui est donc à la hauteur. Petite, peut finir par faire une moitié. Dans les Pays-Bas. — 6. Mesure. Bienheureux. Quand il y en a beaucoup, on a un bean trousseau. — 7. Des gens à qui un peu de sucre fait toujours plaisir. — 8. Qui n'a rien passé. Coule en Afrique. Un ensemble d'hommes. —

Solution du problème nº 4902 Horizontalement

I. Pédicurie. - IL Evénement. -III. Sec. Stase. - IV. Sion. PS. -V. Illettré. - VI. La. Auch. -VII. Irène. Tu. - VIII. Sottisier. - IX. Tue. Déçue. - X. Et. Désirs. -XL Semur. Verticalement

 Pessimistes. - 2. Éveil. Route.
 3. Décolleté. - 4. In. Néant. Dû. - 5. Ces. Eider. - 6. Umtata. Ses. - 7. Réa. Ru. Ici. - 8. Inspecteurs. - 9. Etes. Hures.

GUY BROUTY.

Le Carnet du Monde

 M∞ Jean Blandin. Ses cufants, Petites-filles, Et toute la famille, font part du décès de

M. Jean BLANDIN,

surveau le 23 décembre 1988, à Andilly (Val-d'Oise).

lundi 26 décembre, à 14 h 15, an l'église

7. rne Paul-Doumer.

- M. et M^{as} Jean-Claude Ferrand-

M= Suzanne Renaud, ont la douleur de faire part du décès de M= veuve Irénée MAUGET,

née Huguette Renaud.

survenu le 23 décembre 1988, à l'âge de quatro-vingts ans.

La cérémonie religiouse sera célébrée e mardi 27 décembre 1988, à 11 heures, au temple de La Celle-Saint-Cloud, suivie de l'inhumation au cime-tière parc de La Celle-Saint-Cloud.

1 ter, rue Edmond-Blanc, 78170 La Celle-Saint-Cloud.

 M= Bernard Paquin,
 M. et M= Serge Paquin M. et m et leurs enfants, Ma Orlane Paquin, M. Dorian Paquin, M. et M= Renaud Paquin

M. Bernard PAQUIN.

survenu le 18 décembre 1988, dans sa

ont la douleur de faire part du décès de

soixanto-quinzième année. L'inhumation a en lieu dans la plus stricte intimité.

Répondant à ses dernières volontés, ils sonhaitent que les témoignages de ses amis revêtent la forme de dons qui seront répartis au profit des recherches sur le cancer et le SIDA.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

- Decines.

M= Henri Radix. son épouse, Les familles parentes, alliées et

ont la douleur de faire part du décès de

directeur départemental du travail, chevalier dans l'ordre national du Mérite,

survenu le 22 décembre 1988.

Ses obsèques auront lieu à Lyon (cimetière de la Guillotière-Nouveau), le lundi 26 décembre, à 15 h 45.

Condoléances sur registre.

Anniversaires

Louis GÈZE

qui nous a quittés il y a vingt ans, le 25 décembre 1968,

et de ses fils Yves,

disparu le 11 décembre 1960, et

Olivier,

disparu le 31 mars 1976.

Thérèse Gèze Et ses enfants.

45, rue de Bel-Air,

- Le 25 décembre 1986 disparaissait Tobias GOTTESFELD.

Son épouse, Ses enfants et petits-enfants, vous prient de vous associer à son souve-

- Le 25 décembre 1983,

Pierre LE GOFF,

disparaissait en mer près de Nouméa.

Se famille, Ses amis ne l'oublient pas.

- Il y a un an, le 26 décembre 1987, Anatoli MASLOV,

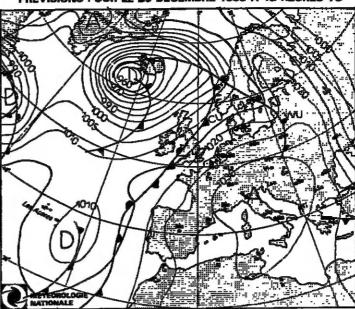
disparaissait subitement, à l'âge de

trente-six ans. Catherine, sa femme. demande à tous ceux qui l'ont comm et aimé d'avoir une pensée pour lui.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 24 DÉCEMBRE 1988 À 0 HEURE TU

PRÉVISIONS POUR LE 26 DÉCEMBRE 1988 A 12 HEURES TU



entre le samedi 24 décembre à 0 heure et le dimanche 25 décembre à

Toujours de très hautes pressie la France. Elles rejettent au nord les perturbations. Les conditions restent donc anticycloniques avec un vent faible et des brouillards le matin.

Dimanche : du solell un peu partout,

Dimanche: du solell na peu partent, des températures agréables.

Des frontières du Nord à celles du Nord-Est, la journée débutera sous un ciel couvert. Cependant, les nuages s'effliocheront un peu et on pourra voir quelques rayons de soleil dans l'aprèsmidi.

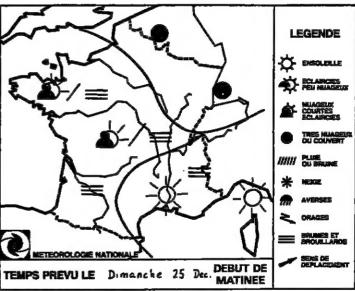
Des Alpes à la Côte d'Azur et sur le Languedoc-Roussillon, la journée sera bien ensoleillée. En début de journée, il peut y avoir, très localement, un peu de bouillard. tera sous les nuages avec parfois du brouillard. Le soleil se montrera ensuite et se partagera l'après-midi avec les

Ailleurs, les brouillards seront nombreux au lever du jour. Ils se dissiperont doucement dans la matinée et il fera cau ensuite.

à 6 degrés.

Côte températures, elles restent très agréables. Les gelées très faibles : - I à agranues. Les geices ires fatoles: - 1 à
-2 degrés, persistent seulement par
endroit dans le Sud-Ouest, près du Mas-sif Central et en Provence. Sur la moitié
nord, il y aura de 6 à 8 degrés, au sud, 0
à degrés.

L'après-midi, le thermomètre variera de 14 à 17 degrés du Sud-Ouest à la Côte d'Azur et à la Corse. Des frostières du Nord au Nord-Est, il sera près de 9 degrés. Ailleurs, les températures iront de 11 à 13 degrés.



TEM	PÉR/			_	maxim ss relevões			hi	10	et ter	nps 24 -1:			5
le 2312	-1988	à 6	heuse	s TU	et le 24°-1	12-1986	116	heur	≋ TU					
F	RAN	ICE			TOURS		11		D	LOS ANGE		15	8	
ALACCIO		10	6	N	TOULOUSE		11	6	Č	LUXENBO		6	6	
MARRITZ	-444	16	8	N	POINTEA	THE	25	19	D	MADRID .		13	-4	
BORDEAUX		13	8	ĉ	È	TRAN	ICE	B		MARRAKE		19	6	
BOURGES		10	9	č	_				_	MEXICO		24	7	
REST		13	11	č	ALGER			3	D	MILAN		- 5	4	
AEN		12	10	č	AMSTERDA		11		P	MONTREA	1	3	-11	
THE ROLL OF	2	12	10	č	ATRÈNES .		13		C	MOSCOU .		2	1	
T FRMONT		12	7	č	BANGEOK		33	23	N	NAIRON		25	16	
NUON		6	ź	P	BARCELON		15	4	N	NEW-YOR		6	-1	
REMORE.	S.M.D	Š	-2	B	BELGRADE		7	-1	P	0SL0		7	-3	
BLE		ű	- 5	ĉ	BERLEN		9	7	P	PALMADE			_	
IMOGES	*****	6	6	P	RUXELLE	\$	10	9	P			l6	1	
YON	*****	6	5	ć	LE CARE .		19	12	P	PÉKIN		5	-4	
JAPSFILL.	MAD	12	3	Ď	COPENHAG		6	5	N	RIO-DEJA		27	21	
NANCY		6	ź	č	DAKAR		23	16	D	ROME		13	9	
WALL	42444	13	é	B	DELED		23	11	B	SINGAPOL	R	31	24	
NANTES	*****	12	6	Ď	DIERBA		15	11	Ď	STOCKHO	M	4	-7	
HEE MARIE		11	10	Č	GENEVE		10	4	P	SYDNEY .		25	22	
		15	7	č	BONGKONE		22	17	Ď	TOXYO		10	3	
W				Ď	STANBIL		7	5	N	TUNIS		16	6	
		16	9		FRISAL FA		12	7	P	VARSOVIE		7	4	
ENES	*****	12	9	D	LISBONNE		12	10	č	VENISE		3	-3	
TETENE		11	2	C								_		
TRASPOUR	ÿ	ŧU	8	U	LONDRES .		14	9	C	VIENNE		11	5	
A	В	П	•	;	D	N		C		P	T		*	:
			ci	-	ciel	cie				-	•			
averse	bruz	200	200		dégagé	DUARE		Ol'a	De.	pluic	tempi	te	nei	Ė

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été; heure légala moins 1 heure en hiver.

[Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.]

هكذا من الأصل

Etoiles

Décors, costumes, lumières, n'ont pas tellement d'importance. Pour Merce Cunningham, qui présente quatre programmes à Paris. ne compte plus, souveraine et maîtrisée.

que la chorégraphie.

Au soir de sa vie, l'art de Merce Cumingham s'épure de plus en plus et quitte la dimension temporelle pour atteindre une évidente dimension spirituelle. On songe au Mozart de la Flute enchantée, au Matisse des papiers découpés. Ses ballets n'ont pratiquement plus de décors, les costumes y sont élémentaires et les lumières sommaires (il est d'ailleurs permis de le déplorer); en revanche, l'invention chorégraphique est de plus en plus éblouissante, maîtrisée,

Il présente actuellement quatre programmes au Théâtre de la Ville, dans le cadre du Festival d'autonne. Le premier était celui même du Festival d'Avignon (le Monde du 2 août). Le second? C'est simple : trois ballets, trois chefs-d'œuvre – un score rarissimement atteint dans les soirées de danse comme ailleurs.

Doubles (1984), Eleven (1988) et Pictures (1984) sont de climats voisins et laissent un égal sentiment de perfection. Pas une seconde à retrancher ni à ajouter. Une paix, une sérénité contagieuses. On est peut-être un tout petit peu meilleur en sortant,

Comme toujours, aucune narra-tion, pas de support musical propre-ment dit. - L'emotion doit venir du mouvement, seulement du mouve-ment », répête Merce Cunningham. L'émotion est bien au rendez-vous, dessins, des images, des parcours. Comment Cunningham réussit-il à concilier ainsi extrême rigueur et extrême liberté? On sent une main ment, et pourtant rien ne semble plus capricieux, plus imprévisible, que ces

Une danseuse seule, debout, sur fond de grand ciel rose vil, et déjà nous sommes captivés par Doubles. Une musique qui pépie dans l'espace,



Duets (1980): Catherine Kerr et Robert Swi

puis roucoule, siffle à roulette, tintinpuis roucoule, stille a roulette, tintin-nabule et grince — assez années 70. Sept danseurs, mais jamais tous les sept ensemble. Des mouvements sou-vent lents, très contrôlés. Les dan-seurs de Cunningham sont toujours impassibles — pas froids ou insolents, non, simplement tranquilles, concen-trés, et attentifs les uns aux autres seulement s'ils ont à danser en duo. sculement s'ils ont à danser en duo,

Pendant Eleven, on entend le dia-

logue de deux hommes, vif ou peal-modié : cela s'appelle Problems in the Flying Saucer, c'est tiré d'un opéra de Bob Ashley, et cela n'a aucun rapport avec ce qui se passe en scène. Costumes pas très jolis, migris mi-bariolés (des faux Sam Francis). Rideaux noirs, fond noir. Les danseurs tournent sur eux-mêmes comme des planètes, filent comme des étoiles. En principe, chacun exécute des mouvements diffé-

impassibles

هكذا من الأصل

pas les synchronismes.

Il aime de plus en plus, aujourd'hui, jouer avec ces immobilités qui sont les silences de la danse. C'est déjà frappant dans Eleven, plus encore dans Pictures, où il se plaît à suspendre en ombres chinoises des groupes superbement composés. On dit toujours que le public de Cunningham a bien évolué, qu'il est passé en vingt ans du lancer de tomates aux acciamations, c'est vrai; mais lui aussi a changé. Plus de « provocations », une recherche croissante de tions =, une recherche croi

Des regrets? Allons-y, chipotons, On sait que Merce Cunningham uti-lise des procédés aléatoires de composition ; on nous les expose très brid-vement, c'est excitant pour l'esprit mais on aimerait mieux saisir, de visu, l'application de ces procédés à la chorégraphie. Par exemple, pour Elever, le plateau a été divisé en huit zones, et des calculs aléatoires ont déterminé quels danseurs exécuteraient chaque section dans chacune

Pour Pictures, le matériau de départ fut soixante quatre dessins de personnages, composés de bâtonnets en positions variées on sous forme de tableaux, et un nombre égal de mouvements qui pourraient passer d'un tableau à l'autre; l'ordre des tableaux et des transitions a été lui aussi déterminé par des opérations aléatoires. On nous rétorquera qu'il n'est pas besoin de passer par les cuisines pour déguster un menu; mais on est incurablement curieux, on aimerait que de temps à autre Cunningham nous fasse une démonstration-découpage avant que le ballet ne se déroule.

Dans Pictures, le gourou presque

Dans Pictures, le gourou presque septuagénaire se mêle à ses danseurs. Il tend la main à une danseuse pour assurer son equilibre, ou bien il contemple un groupe, démiurge méditatif. Sa marche est devenue pathétique, ses mouvements de bras, de buste, de tête, sont toujours saisissants. A queiqu'un qui lui demandait s'il comptait abandonner la scène, il a répondu : « Arrêter de danser ? Dieu du cle!, ca vient tout juste de commencer ! »

SYLVIE DE MUSSAC. * Théâtre de la Ville, jusqu'an

EXPOSITIONS

L'élégance à la ville et au cinéma du Pavillon de Marsan au Musée Galliéra

Ainsi vont les chiffons

Une magnifique tunique mandchoue signée Paul Poiret au milieu de trois cents toilettes acquises par le Musée des arts de la mode depuis 1986, et la robe en vichy à carreaux de Brigitte Bardot à Galliera : la mode se survit au musée.

« 1993 sera la date sacrée pour tout le monde », annance Pierre Provoyeur, conservateur en chef du Musée des arts de la mode. C'est en 1984 que aris de la mode. C'est en 1984 que Jack Lang, ministre de la culture, entreprenait de rénover le pevillon de Marsan, bâtiment situé à l'extrémité du Musée des arts décoratifs, car, reconnue par le président de la République comme un art à part entière, la mode méritait d'être installée au cour de la ville et dans lée au cœur de la ville et dans l'enceinte du plus grand musée du

60 millions de francs de crédits d'investissement furent débloqués. Passée la fièvre des podiums, de l'effet créateurs » du début des années 80, «créateurs» du début des années 80, la tendance, comme en mode, n'est plus au lyrisme, mais à la sagesse... concertée. Thierry Bondoux, nommé en janvier dernier «délégué à la coordination» entre le Grand Louvre et les Arts décoratifs, préfère citer Pline: «Les choses sont impossibles jusqu'au moment où elles sont faites. » On est loin des projets annoncés dans l'enthousiasme (salle de documentation, salles de conférences). Presque trois ans après l'insuguration, un quart de la superficie du musée est accessible au public.

Prochaine étape, annoncée pour 1989 : l'aménagement d'un vestibule couça comme un «lieu d'information» expliquant l'avenir, Prévue dans le cadre du Grand Louvre, la «seconde tranche des travaux » devrait permet-tre de réaliser en sous-aol des réserves réunissant enfin les deux collections du Musée, celle de l'UFAC (Union francaise des arts du costume), riche de 9 000 tennes complètes, de 32 000 accessoires du dix-huitième siècle à nos jours, et celle de l'UAD (Union des arts décoratifs), constituée de 15 000 grands échantillors du cinquième au quinzième siècle, 2 000 toiles imprimées, 1 500 costumes, 7 000 accessores... Mais ni la superficie ni le budget ne sont encore

th

6 m

1

12 / 2 4

"Lir i Mink

San San

and the same of the same of 115 Ja 😹

Taylar.

E TENE

-4

The Park

\$1.5

The same of the sa £1916

THE THE

En guise d'orange de Noël, le musée présente « Histoires de mode, d'hier et d'aujourd'hui », plus de 300 toilettes et accessoires. Il y a là une robe à la fran-caise, un habit de velours qui aurait appartem an savant Pierre Samon de Laplace, des modèles de Bourniche, Ney Sœurs, Lucien Marlet, Business Ney Scens, Lucien Mariet, Business and Co et d'autres signés Paul Poiret (une magnifique tunique mand-choue en lamé or, ornée d'un idéo-gramme fictif...), Lanvin, Schiaparelli, Jacques Fath, Dior, Sain-Lauren, Cardin, Lagerfeld, Ungaro, Nina-Rioci, L'histoire suit son cours, interrempue par des attendrissements (un gros gateau rose pour mettre en valeur les vétements d'enfants) et les rires très jaunes, très noirs, au passage des amées 70 et 80. Les modèles des créa-teurs, comme Castelbajac, Kenzo, Alaia, Guy Paulin, Chantal Thomass, Marc Andibet, Claude Montana, etc., sont juste mis là comme une foule qui se disperse. L'absence de mise en soène semble donner raison à ceux qui pensent que, chic ou sport, la mode n'est qu'une affaire de chiffons.

L'exposition du Musée Galliera «Elégance au cinéma » a le charme de sa générosité : évoquer quelques illus-trations de la «qualité française», de Jean Renoir à Max Ophills, dont les souvenirs sont ces robes dégoulinantes de broteries, de rubans, de chichis. Restant les tennes-cultes, celles qui iancèrent des modes (le viciny de Brigitte Berdot) ou firent du spectate un fétichiste : la robe en crèpe nou décolletée jusqu'au creux de Vénus par Guy Laroche pour Mireille Darc, la guépière d'Anouk Aimée dans *Lola*... On a accroché des photos Harcourt, inclus des vidéos, filmé des acteurs et des metteurs en scène. On ressort avec des images en tête.

LAURENCE BENAIM. * «Histoires de mode», Musée des arts de la mode, jusqu'au 19 février. * «L'Elégance française au cinéma», palais Gelliera, jusqu'au 8 janvier.

CINÉMA

Dix-septième Festival d'Avoriaz

Sait-on jamais

La dix-septième édition du Festival d'Avoriaz se prépare. Il y aura d'avantage d'étrange, d'avantage d'Europe. Et un chien assassin qui parle français...

Le dix-septième Festival d'Avoriaz se tient du 14 au 22 janvier. Après dix-sept ans, il n'est plus besoin de préciser qu'il s'agit de fan-tastique et de science fiction, avec, depuis peu, une section «peur», c'est-à-dire «gore», ou plus simplement «grand guignol». Un sondage, réalisé par la SOFRES entre le 18 et le 21 octobre 1988 sur un échantillon de mille personnes, indique que chez les sondés, le Festival vient en seconde position, en termes de notoriété, après celui de Cannes.

Pour 49 % des sondés, le fantastique se définit par la science fiction et pour 43 % par l'horreur. Les «ama-teurs éclairés» associent le mot à l'imaginaire (57 %) avec là encore une préférence marquée pour la science fiction — mais le *They Live* ou les Envahisseurs, vus par John Carpenter, feront peut-être baisser la statistique - alors que d'une façon générale, le rêve recueille 12% des suffrages, le fécrique et la poésie 10%, le merveilleux 5%.

Les responsables du Festival ont cette année voulu diversifier les films, privilégier le suspense et les équivoques du rêve. Moins de vio-lence, davantage de films européens : les pays de l'Est arrivent en tête. L'Europe centrale a une tradition très forte, que soutient l'obligation de s'exprimer par métaphores – par exemple le très beau King size du Polonais Juliusz Machulski, qui se passe entre humains et farfadets (rien à voir avec Willow) dans un extraordinaire décor à tiroirs... Les Italiens ont perdu les inoubliables délires de Mario Bava et Dario Argento, ils sont là seulement avec un suspense, Mambo, de Mario Orfini, synchronisé en anglais. Mais c'est encore la production américaine qui domine, par la force des choses. comme si les autres pays renonçaient à investir des ambitions, de l'argent et de l'énergie dans ce genre de cinéma qui n'a pas forcément besoin de coûteux effets spéciaux.

Pour la nostalgie, et peut-être l'encouragement, le Festival offre un panorama européen, inédit ou non, plus un hommage à la vénérable compagnie Hammer, mère des plus.

beaux Dracula et des brumes de Whitechapel les plus photogéniques. Aujourd'hui, l'Angleterre se cache derrière l'auto-ironie, ainsi avec High Spirit, de Neil Jordan, où l'on voit Peter O'Toole en lord fauché, plus mince, plus chic que jamais, réveiller les fantômes assoupis dans les murs de son château deglingué, dans le but d'ébahir les touristes américains à mounaie forte.

américains à mounaie forte.

Depuis que le fantastique existe, les enfants y sont omniprésents, victimes bouleversantes, ou démons à visages d'ange, émotion assurée. Le garçonnet au regard triste de Parents (Bob Balaban, Etats-Unis) est les deux à la fois. Ce qui tourne dans sa tête — et allez savoir si ce n'est pas réel, — rendrait jaloux Gilles de Rais et Erzebeth Bathory. Le film en tout cas donne un avertissement : cas donne un avertissement :
- Parents, ne forcez pas vos enfants à manger de la viande -...

Ce n'est pas une nouveauté, les acquis de la psychanalyse sont le pain bénit du fantastique. On navigue dans les méandres d'inconscients très glauques, sans trop distinguer la part du rève: Heart of the Midnight de Matthew Chempan (Cente Vinis) Matthew Champan (Etats-Unis), avec Peter Coyotte et une blonde hantée par des fantasmes de viol et fuyant une mère abusive dans un

ancien bordel reçu en héritage... Jounes filles, enfants, animaux, enon jalouse (Monkey Shines., de Georges Romero, où l'on voit qu'il est possible à un homme de faire l'amour, malgré sa colonne verté-brale paralysée), le chien Baxter qui parle en français, tue et se cherche un maître... Par ses excès, et parce qu'il ignore les barrières de la raison, le cinéma fantastique peut poser des questions génantes, d'autant plus génantes qu'elles se nichent dans les génantes qu'elles se nichent dans les recoins des peurs, passent par le soidisant impossible (mais suit-on jamais?) et n'apportent pas de réponse, seulement des explications qui sont d'évidents mensonges. C'est un peu le cas de Baxter, de Jérôme Boivin, c'est surtout celui du grand film de ce dissentième Festival. film de ce dix-septième Festival. Dead Ringer, de David Cronenberg, avec Jeremy Irons dans le double personnage de jumeaux gynécolo-gues et Geneviève Bujold, star nymmane de télévision... L'a grand film, certes, mais attention !

Il y aura d'autres raisons d'avoir peur à Avoriaz et même un colloque « Le cinéma sait-il communiquer ? .. Question entre toutes, terri-

COLETTE GODARD.

THÉATRE

« Harcamone », de Jean Genet, chez Renaud-Barrault

La mise à mort du prince

Le temps du théâtre, disait Genet. échappe à l'ère chrétienne comme à l'ère révolutionnaire. » Et de l'exécution d'un condamné décrite

dans Miracle de la rose. il fait une tragédie. Jean Genet a dit, dans Miracle de

la rose, que le théâtre partage, avec la prison et avec le rêve, des phéno-mènes particuliers : « Chutes, fièvres, apparitions, bruits inexpli-cables, chants, présences soupçonnées ».

Il ne l'aurait pas dit, sans doute, s'il avait été d'habitude détenu dans l'une de ces nouvelles architectures - froides », style Fleury-Mérogis. Mais Genet écrivait cela à la Santé, cn 1943.

La Santé avait alors quelque chose d'un château tragique, hanté. La vétusté des murs et des canalisations métamorphosait les parois de pierre meulière en un grand gâteau praliné entièrement truffé de canaux auditifs : par les trous des cuvettes hygiéniques arrivaient sou-dain la voix du directeur s'entretenant au téléphone avec un officier de la Kommandantur, ou bien même la voix douce d'une religieuse qui calmait l'angoisse d'un mourant dans l'une des cliniques d'alentour.

Les murs des cellules, pas repeints depuis des lustres, n'éta qu'un fouillis de graffitis, gravés dans un enduit brun avec les ongles des ponces. Revenait sur tous les murs, comme une antienne, en grosses capitales, ces mots; MON CŒUR A MA MÊRE

MATÊTE A DEIBLER. Le décalage des heures, l'irréalité de l'espace, l'immatérialité des nuits, aussi bien que des choses triviales comme Podeur indéfinissable. immonde, de la soupe, tout concourait à susciter une vie imaginaire qui n'avait qu'une seule référence : le théâtre. Seule idée réelle, idée fixe : c'était sur le boulevard, le long du mur de la prison, qu'avaient lieu les exécutions, sur la «machine à Dei-

Il n'est pas surprenant que Jean Genet, à la Santé comme dans

d'autres bâtiments du même style, ait écrit, d'une part des œuvres de théâtre, comme Don Juan on Heliogabale, d'autre part des poèmes ou récits dont un condamné à mort est le protagoniste axial, comme le damné à mort ou Miracle de la

Au Théâtre Renaud-Barrault, Claude Cyriaque joue les pages de Miracle de la rose qui touchent particulièrement à la détention et à l'exécution d'Harcamone, le damné à mort que Genet raconte avoir côtoyé à Fontevranit, et même, auparavant, à la colonie de Mettray.

En novembre 1943, de la Santé, Genet écrivait à son éditeur Marc Barbezat: « Dans un mois et demi peut-être j'aurai fini Miracle de la 1010. C'est l'aventure merveilleuse des quarame-cinq derniers jours d'un condamné à mort. Merveilleuse, vous comprenez, »

« Merveillense », non, le mot n'est pas facile à comprendre, ne va pas de soi. « Merveilleux, disait Bescherelle dans son Dictionnaire national (celui qu'avaient chaque jour en main Baudelaire, Rimbaud, Raymond Roussel, entre autres), ce qui, dans un événement, s'éloigne de l'ordre naturel et du cours ordinaire des choses. Et Bescherelle cite voltaire : « Les tragiques grees ont erré en prenant souvent l'horreur pour la terreur, et le dégoûtant et l'incropable pour le tragique et le

Il n'y a chez Genet pas la moindre trace de fascination pour la peine de mort, de célébration du condamné. Mais, dans cette prison de Fonte-vrault que Genet décrit dans ce roman, il se trouve que le condamné à mort Harcamone était, ces jours-là, le détenu le plus « tragique », le plus « théâtral » si l'on ose dire, le plus « illuminé ». Et déjà Genet nous dit qu'Harcamone « était aussi terne dans la vie libre qu'ébloids sant dans les pénitenciers ».

Genet nous dit d'autre part qu'Harcamone, s'étant vu condam-ner à vingt aunées de réclusion, « en vint à la mort comme au seul moyen d'abréger sa captivité », « Vaut mieux crever », lui disaient ses copains. Et Harcamone, « dans un moment de caime », assassina un

De son ami Maurice Pilorge, qui avait été exécuté le 4 février 1939 à

· Saint-Brieuc, Genet a dit : «Sa mort n'a pas fini d'empoisonner ma vie. » Et à la fin du poème le Condamné à mort, Genet dit que le corps et le visage de Maurice Pilorge « hantent ses nuits sans sommeil ». Les pages par lesquelles Jean Genet a raconté, dans Miracle de la rose, les derniers moments d'Harcamone, avec la vision «mer-veilleuse» des hommes en costume noir qui avancent à tâtons dans les artères du supplicié, qui fracturent pour finir la chambre du cœur et se mettent à déchirer comme des déments les pétales d'-une rose rouge monstrueuse de taille et de beauté», puis qui perdent l'équilibre et tombent, pages d'une inagination créatrice sublime, juste à la suite desquelles Genet va à la ligne, se retrouve dans sa cellule, écrivant, le matin de l'exécution, et dit : « J'emendis le pas des chevaux qui ramenaient le fourgon paye ramenaient le sourgon pour conduire le suppliclé dans le petit cimetière », ou, ces pages sont parmi les plus hautes de notre

Il y a un demi-siècle, Genet pouvait écrire encore que les «durs» comme Harcamone trouvaient dans les pénitenciers d'alors un écho de « la liberté que procure la scène et son éclairage fabuleux », un écho de « la situation hors du monde physique des princes de Racine ».

théltre .

Anjourd'hui, le béton, l'électroni-que, la télévision dans les cellules, ont inversé les données sensibles de la vie immédiate dans les maisons d'arrêt parce que le temps des pri-sons est devenn le temps du monde réel, alors que - le temps du théatre, dit Genet, n'appartient à aucun calendrier réperiorié, il échappe à l'ère chrétienne comme à l'àre révo-

Grand, noir, pas dégrossi dans un manteau de ratine noire, Claude Cyriaque, planté un peu comme un menhir dans un point du jour qui ne blanchit pas, fair passer hors du temps les paroles d'Harcamone et de Genet, d'une voix un peu rauque de fauve égorgé, et, en un sens, sans

MICHEL COURNOT.

* Harcamone, Théatre Renaud-Barraud, 21 heures (reliche : 24 et 31 décembre).

Yvonne Sassinot de Nesies

Vingt-cinq ans de métier, un curriculum vitas en forme de procuritains et de tréatre, de cinéma, d'opéra. En 1983, Yvorme Sessinot de Neslez obtenait le césar des meilleurs costumes pur Un amour de Swan de Volker Schlontiori. Rançon de la récompense un an de chômage.

Formée à la télévision, du temps de la « grande époque » (Stellio Lorenzi, Marcel Bluwel, Jean-Paul Carrère, Claude San-telli), Yvonne Sassinot est venue au costume par l'histoire de l'art... Elle travaille avec des ateliers parisiens (« Trao », l'école de la rue Blanche) ou plus spécialisés dans les reconstitutions : Tirelli à Rome, Bernam à Londres. « En France, les stocks sont insuffisants dès qu'on dépasse cinquents costumes... »

C'est à la galeria Proscanium, fidèle à Erte, Bérard, Yvas Saint Laurent, qu'eile expose trentecinq maguettes, gouaches réalisées pour Chouans de De Broca, le Danton de Wajda, ou Monsieur de Pourceaugnac. Une découverte : la robe en velours noir et satin durbesse de Eagne. Actané. satin duchesse de Fanny Ardant dans Australie que tourne actuellement Jacques Andrieu en Belgique, « Elle joue la femme d'un notable – j'avais prévu des robes blanches, légères, un peu endi-manchées. On a tout recommence parce qu'on a changé de saison au cours du film. » Tout commence par le dessin, la recherche du tissu, de la teinture exacte en harmonie avec l'époque et celle ou celui qui le porte... « J'aime habiller un caractère, des proportions, un carecture, des proportions, une démarche... Un conselet de toile et une che-mise de lin pour Sophie Marceau, et pour Sabine Azéma tout un plissé qui lui parmetant de irre, de bourner en récunérant se inile ellplisse qui lui permettart de rira, de bouger en récupérant se jolie sil-houette (Un dimanche à la camhouette juit dumanche a la cam-pagne). Yvonne Sassinot de Nesles a connu au cours de sa carrière quelques chocs : la campa-trice Valentini Terani, « une Car-men de 1,80 mètre, blonde, refu-sant de se teindre les cheveux... Il a fallu trouver un compromis. Une robe en blais avec des choses qui se troussaient dans un coin...» Ennemie du nylon (« on n'est pes crimenta du nylon (« on n'est pas seul sur le plateau, il y a les ingé-nieurs du son ») et des tissus trop lourda (« j'ai fait souffir Noiret svec un costume en velours de lin »). Le plus merveilleux des souvenirs? Dalida rencontrée à l'occasion d'Adieu Bonaparte, de Yousself Chabins. Youssef Chahine.

★ Galerie Processium, 35, rue de Seine, 75006 Paris, Tél.: 43-54-92-01-Jusqu'au 31 décembre.

1

THE PERSON

Andrew Services 一年 大学 جيمهان رود بهو The state of the state of the المعمر فق المدارد الوا Company of the Park Print -THE WAY THE WAY AND A PARTY AND A The state of the s -HAR THE THE PARTY OF CARLES ... Se . Select All THE BUILDING The state of the state of THE STATE OF LINE ASSESSMENT Mining Done of Mary The same of the last The second of the law -THE A STATE OF Marie of the law of the law of

A STATE OF THE STA There was a sure of the second

- 1800 A

the second of

Alexander - Married - Andrew - Andrews

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

QUANT AU DIABLE, NºEN PAB-LONS PAS. Lucernaire Forum (45-44-57-34), Théâtre rouge, 21 fi 30. RENAUD ET ARMIDE Lacernaire Forum (45-44-57-34). Théirre soir, 20 h. JANGO EDWARDS. Palais sies ilaces, grande selle (46-07-49-93).

LA GUERRE DE TROIE N'AURA PAR LIGII. Comédie-Française (40-15-00-15) dim. à 14 h NINA, C'EST AUTRE CHOSE La Fonderic (43-56-64-37), 21 h.

Les autres salles

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Avanti : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

ARCANE (43-38-19-70). Bandelaire : 20 i. 30. ARTS-HEBERTOT (43-87-23-23). Les Enfants du Soleil : 20 h 30. ATELIER (46-06-49-24). Baby Boom 15 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Une absence: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Théodore: 20 h 30. D Dim. Les Deux Jumeaux vénitiens: 16 h. CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04). Aux foux!: 20 b 30, dim. 16 b 30.

LEIL (43-74-24-08). Thermider-Terminus d'après la mort de Robes-piere : 20 h 30, dim. 15 h. CAVEAU DE LA RÉPURISONE (42-78. 44-45). Ah! Ca riza, ça riza, ça riza !...: 21 h, dim. 15 h 30.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-42-19), Dim. Cost dimanche: 16 h. CHAPTTEAU CHAUFFÉ (CIRQUE AR-CHAOS) (43-67-56-56). Le Chapiteau de cordes : 20 h 30.

CINQ DIAMANTS (45-80-31-31). Lo violos du temps qui passe : 15 h 30, mer. 14 h 30 et 18 h, dim. 15 h 30, ves., mar.

CIRQUE D'HIVER (48-78-75-00). Asséris: 14 h, 17 h 30 et 21 h, mer., dim. 14 h et 17 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Votaire's Folics: 19 h et 21 h, dim. 15 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Une femme sans histoire : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices de baiser : 20 h 30, dim. COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richellen, La Cagnotte : 20 h 30, lun. 14 h, dim. 20 h 30. Dim. La

erre de Troie n'aura pas lieu : 14 h. DAUNOU (42-61-69-14), Monstear Ma-sure: 21 h, dim. 15 h 30.

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Coût de père Prençois : 15 h 30 st 21 h, diss. 15 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babes-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 23 h.

ELDORADO (42-49-60-27). Rêve de Vienne: 20 h 30, dim. 15 h. ESPACE ACNAV (SALLE DU PUTES

QUI PARLE) (43-36-68-56). Tout est comédie : 20-h 30, dim. 14 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Selle L La Rive d'en face : 16 h 30 et 21 h. Les Anciennes Odeurs : 19 h. Selle Il. Parcien d'or : 18 h 30. L'Annonce de Marthiah : 21 h. FONTAINE (48-74-74-40). Quelle Famille 1: 17 h et 21 h, dim. 15 h 30.

GAITE MONTPARNASSE (43-22-16-15), Noctures: 20 h 45, dim. 15 h. GALERIE S-THE ENGLISH THEA-TRE OF PARES (43-26-63-51), Signal Man's Apprentice (les Aignilleurs): CYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). L'Ange pardien : 20 h 30. L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68).

Adjeu Mantieur Tobékhov : 15 h et 22 h 15. La Face cachée d'Orion : 18 h et 20 h 30, dim. 17 h. LA BRUYERE (48-74-76-99). Les Ar-

1 8%

 $\{_{i_m}^{(n)},\dots,_{i_m}^{(n)}\}$

10000

LA FONDERIE (43-56-64-37). Nins, c'est autre chosa : 21 h. LE BOURVIL (43-73-47-84). Co soir, ex

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09).
Existe on trois railes: 18 h et 20 h 15.
Bien dépagé autour des oreilles, s'il vous
plaît: 22 h. LE PROLOGUE (45-75-33-15). Et si cu faisait le noir juste une minute ?: 18 h 45 et 21 h, mar. 18 h 45.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).
Thèine soir. Le Petit Prince: 18 h 45.
Contes érotiques arabes du XIVe siècle:
20 h. Renaud et Armide: 20 h. Mort à

LUNDI 26 DÉCEMBRE La civilisation de l'Indus ».

11 heures, Musée Guimet, entrée (P.-Y. Jasiet,

"Une heure au Père-Lachaise". 11 heures et 15 heures, boulevard de Ménilmontant, face à la rue de la

« Exposition Seicento au Grand Palais -, 13 h 30, métro Champs-Elysées-Clemencum, sortie (Paris et

«L'Opéra», 13 h 45, hall d'entrée (M.-C. Lasnier).

« Picasso et l'hôtel Salé», 14 h 10, dans la cour (C. Merle).

Vieux Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (Mª Cazes).

Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie surrection du passé).

Les salons de l'Hôtel de Ville»,
 14 h 30. Hôtel-de-Ville, entrée sue Lobau, carte d'identité (D. Fleuriot).

De la franc-maconnerie et des rites

du Grand Orient de France », 14 h 45, 16, rue Cadet (M. Banassat).

« Cours et ruelles méconnues du

Roquette (V. de Langlade).

PARIS EN VISITES

crédit : 21 h 30. Théisre rouge. Quant au diable, n'en parions pan : 21, h 30. MADELEINE (42-65-07-09). La Foire d'empoigne : 18 h et 21 h, disc. 15 h 30.

d'empoigne: 18-h et 21 h, dien. 15 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). Une vie bouleversée: 14 h 30.

MARIGNY (42-56-04-41). Lecocq fait
l'esuf à Marigny: 21 h, dien. 15 h.

MATHURINS (42-65-90-00). La Femena
à contre-jour: 18 h et 21 h, dien. 15 h.

MICHEL (42-65-35-02). Pyjama pour six:
18 h 30 et 21 h 30, dien. 15 h 30.

MBCHODIÈRE (47-42-95-23). Me consince de Varsovie: 21 h.
MGOGADOR (48-78-75-00). Le Récit de la servante Zerline Festival d'antonne à Paris 1988: 20 h 30, dim. 16 h.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Vraie Vie: 17 h et 21 h, dim. 15 h 30. MONTPARNASSE (PETTY) (43-22-77-74). Voyage an bout de la muit: 18 h et 20 h, dim. 15 h 30. Paroles: 21 h 15, dim. 17 h dim. 17 h.

MUSRE DE CIRE (HISTORIAL DE MONTMARTRE) (46-06-78-92).

Après midi au Chat mair : 14 h 30, 16 h et 17 h 30, dim., hun, mar. 14 h 30 et

NOUVEAU THÉAT HE MOUFFET AND (43-31-11-99). Le Prince de Hombourg : 20 h 30, dim. 15 h 30. NOUVEAUTES (47-70-52-76). Le Grand Standing: 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h. ODÉON (43-25-70-32). Tên d'or : 19 h 30, dim. 14 h 30.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). Les Mois amouroux : 18 h, diss, (destpière)

GEUVEE (48-74-42-52). Je no seis pes Rappaport: 20 h 45, dim, 15 h. OPÉRA - PALAIS GARNIER (47-42-53-71). Orphée anx enfers: 19 h 30. PALAIS DES CONGRÉS (48-28-40-90). La Liberté ou la Mort d'après Danton et Robenpierre : 20 h 30, dim. 16 h. PALAIS DES GLACES (PETIT PA-LAIS) (48-03-11-36). Las Vamps : 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (46-07-49-93). Jungo Edwards:

PALAIS BOYAL (42-97-59-81). Et le speciacle continue? Raymond Devos : 20 h 30, dim. 15 h 30. POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle J. Le Plus Heureux des irois: 21 h, dim. 15 h 30. PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53).

Tenor: 17 b 30 et 21 h, dim. 15 h. POTINIERE (42-61-44-16), La Prouse : 20 h 45, dim. 15 h.

BANELAGH (42-88-64-44), L'Eirange Mister Knight : 21 h.

Master Knight: 21 h.

RENAISSANCE (42-08-18-50). A ta
santá, Derothée: 20 h 45, dim. 15 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle
de couple: 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h. STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-(0). Aftertine on chan temps : 20 h 30, dim. 15 h.

THEATRE DE DEX HEURIS (42.64-35.90). Gérard Sery : 20 h 30. Brassons, Brel : 22 h, mer. (au profit des restaus de corur) 22 h.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Marius: 16 is, dim. 14 is. Fanny: 18 h 30, dim. 16 h 30. César : 21 h 30, dim. 19 h 30. Salle II. L'Equite des

jours: 27 h 30.

THÉATRE DE LA PLAINE (40-43-01-82). Moi, Cagliastro, antichrist et metsie un collier pour une révolution : 20 h 30, dim. 17 h.

THÉATRE DU TAMEOUR BOYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI : 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE DU TEMPS (43-55-10-88).

Andromsque: 20 h 30.

THÉATRE GRÉVIN (42-46-44-47). To m'aimes combien?: 20 h 30.

THÉATRE MODERNE (43-59-39-39).

ach tu comais ? : 18 h et 20 h 30,

dim. 15 h 30. THÉATHE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-8)-15). Grand Théitre. D'Artagnus: 15 h et 20 h 30, dim. 15 h. Théitre Gémier. Ton Bean Capitaine : 20 h 30,

THÉATRE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-66-43-60). Grand Tablitra. La Nuit den chasseurs : 20 h 30, dim. 15 h 30. Petite mille. Tir et Lir : 21 h,

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Grande sulle. Le Retour au désert Festival d'automne à Paris 1988 ; 20 h 30, dim. 17 h. Petite sulle. La Vie singulière d'Albert Nobba ; 20 h 30, dim.

TINTAMARRS (48-87-33-82). La Tim-bale : 15 h 30. Barthélémy : 19 h. Héles, mot mieux ! : 20 h 15. Les majorettes se bent pour mourir : 21 h 30 et 22 h 45. TOURTOUR (48-87-82-48). Armistice at pont de Grenelle : 19 h. God Marion : 20 h 30. Demain, j'arrête! : 22 h 15.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), Rififoin dans les labours : 16 h et 21 k. ▷ Dim. Toi et moi... et Paris : 15 h. VARIETÉS (42-33-09-92). Le Présid

« Crèches et églises parisiennes : Saint-Germain-des-Prés et Saint-Sulpice », 15 heures, façade de Saint-Sulpice (Approche de l'art).

« La Bastille, un quartier en pleine mutation », 15 heures, métro Bastille,

sortie rue de la Roquette (Paris et son

Seicento, la peinture italienne au dix-septième siècle », 16 heures, Grand Palais, rotonde (Tourisme culturel).

Menapeuts historiques

dix-neuvième siècle », 14 h 30, angle de la rue I-J. Rousseau et de la rue Saint-Honoré : «L'invention au Moyen-Age, de Prosper Mérimée à Viollet-le-Duc».

14 h 30. Musée des momments fran-

Le Musée de l'œavre Notre-

Pour les jeunes

neur, sous la statue de Lully (Monu-ments historiques).

«L'Opéra », 13 h 15, vestibule d'hon-

çais, aile de Paris, place du Trocadéro. "Le Centre Georges-Pompidou et son quartier ", 14 h 30, hall du métro Rambureau.

Dame ., 14 h 30, 10, rue du Cloftre.

A l'abri des passages marche

Samedi 24 - Dimanche 25 décembre

cinéma TINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.): Foram Horizon, 1= (45-08-57-57): Rex. 2* (42-36-83-93): UGC Odéos. 6* (43-25-10-30): Genmont Ambassade, 8* (43-59-19-08): George V. 8* (43-62-41-46): Saint-Lazaro-Pasquier, 9* (43-33-33-43): Pathé Français, 9* (43-70-33-88): Lex Nation, 12* (43-43-04-67): UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59): Fasvente, 13* (43-77-84-50): Miramar, 14* (43-20-89-52): Pathé Montparnane, 14* (43-20-12-06): 14* Juillet Benogreneile, 15* (45-73-79-79): Gaumont Convention, 19* (48-26-46-01): Trois Secrétae, 19* (42-06-79-79).

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-44-24-24)

SAMED Les Cheyennes (1964, v.o.), de John

DIMANCHE Falarenheit 451 (1966), de François Traffaut, 15 h; Découverte et Sauvegarde du cinéma britannique: la Reise des cartes (1949, v.o.), de Thorold Dickinson, 17 h; Noose (1948, v.o.), d'Edmond T. Gréville, 19 h; lo Héros sacrilège (1935, v.o. s.t. anglass), de Kenji Mizoguchi, 21 h.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-37-29) SAMEDI

SAMRODI
Le Cinéma georgien : le Père (1983, v.o. a.t.f.), de Levan Zakareichvill, les Enfans d'une autre (1958, v.o. s.t.f.), de Tenguiz Abounden, 14 h 30; ies Musiciens (1969, v.o. s.t.f.), de Mikhail Kobakhidze, le Maringe (1964, v.o. s.t.f.), de Mikhail Kobakhidze, le Paraphine (1967, v.o. s.t.f.), de Mikhail Kobakhidze, Sérénade (1968, v.o. s.t.f.), de Kartike Khotivari, 17 h 30.

DIMANCHE Le Cinéma georgies: Ne sois pas triste (1967, v.o. s.t.f.), de Guergei Danelia, 14 h 30; ses MEOdies da quartier de Véri (1973, v.o. s.t.f.), de Guiorgui Chengao-lala, 17 h 30; Avril (1962, v.o. s.t.f.), d'Otar losselismi, Alaverdoba (1962, v.o. s.t.f.), de Guiorgui Chenguelala, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (48-26-34-30) SAMEDA

Paris-Polars: Actualités enciennes: Actualités Gatemon, 12 h 30; Un homme à abatre: Bande annonce: Mesrine (1983) d'Hervé Palud, Peur sur la ville (1975) de Henry Veracual, 14 h 30; Policier kitach; Louis Chédid chame Hold-Up (1985), Diva (1980) de Jean-Jacques Beineis, 16 h 30; Ripoux: les Ripoux (1984) de Claudo Zidi, Un dimanche de files (1983) de Mehol Vienner, 18 h 30. Paris-Polars : Actualités as de Michel Vistary, 18 h 30.

DEMANCHE

Les exclusivités

ACHIR KERIB (Sov., v.o.): 14 Juillet Pargaste, & (43-26-58-00). BACH ET BOTTHNE (Can.): Forms Orient Express, 1" (42-33-42-26); Latina, # (42-73-47-86); Le Triomphe, # (45-62-45-76); Sept Parassissas, 14 (43-20-32-20).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.): Germont Los Halles, 1w (40-26-12-12); Genmont Opéra, 2v (47-42-60-33); 14 Juillez Odéon, 6v (43-25-59-83); Germont Ambasade, 3v (43-59-19-08); Genmont Parnasse, 14v (43-35-30-40).

Parnasec, 14 (43-35-30-40).

SEFTLE/UNCE (A., v.o.): Forum Horizon, 1* (45-08-57-57); UGC Odéon, 6* (42-25-10-30); Pathé Marignau-Concorde, 8* (43-59-92-82); UGC Biuritz, 8* (45-63-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79); v.f.: Res., 2* (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6* (45-74-94-94); Paramoum Opéra, 9* (47-42-56-31); Les Nation, 12* (43-43-04-67); UGC Lyon Barille, 12* (43-43-04-67); Parvette, 13* (43-31-56-86); Mistral, 14* (43-39-52-43); Pathé Monparnasse, 14* (43-20-12-06); UGC Convention, 15* (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01).

BÉRUCHET DIT LA BOULIE (Fr.):

BÉRUCHET DIT LA BOULIE (Pr.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71).

Studio Galande, 5º (43-54-72-71).

CAMELLE CLAUDEL (Fr.): Gaumout Les Halles, 1º (40-26-12-12); Gaumout Opéra, 5º (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6º (43-25-59-83); Bretague, 6º (42-22-57-97); Publicis Sainer-Germain, 6º (42-22-72-80); 1.s Pagode, 7º (47-05-12-15); Gaumont Champs-Elysées, 8º (47-20-76-23); 14 Juillet Bastille, 11º (43-57-90-81); Les Nation, 12º (43-43-04-67); Escurial, 13º (47-07-28-04); UGC Gobelius, 13º (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15º (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15º (48-28-42-27); Kinopanorama, 15º (48-06-05); Pathé Wepler, 18º (45-22-46-01).

CHUCK BERRY, BAIL WAIL BOCK'N ROLL (A., v.a.): Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36).

CROCODILE DUNDRE II (A., v.f.):
George V, 3 (45-62-41-46); Hollywood
Boulevard, 9 (47-70-10-41); Les Montparaos, 14 (43-27-52-37).

paraos, 14 (43-27-52-37).

DANS LES TÉNÉBRES (Esp., v.a.):
Utopia Champoliton, 9 (43-26-84-65).

DEAR AMERICA (A., v.a.): Forum
Orient Express, 14 (42-33-42-26); Le
Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de
Beauregard, 6 (42-22-87-23): George
V, 8 (45-62-41-46); Sept Parassiens,
14 (43-20-32-20); v.f.: Pathé Français,
9 (47-70-33-88). 9 (47-70-33-88). LE DERNIER EMPEREUR (Brit-it.

v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-82).

LA DEANIÈME TENTATION DU

LA DENNERSE TENTATION DU L'HEST (A.v.o.): Sain-Germain Sudio, 5° (46-33-63-20).

DESTANT VOICES (Brit., v.o.): Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12): Gaumont Opera, 2° (47-42-60-33): Saint-André-des-Arts 1, 6° (43-26-48-18): Gaumont Ambussade, 8° (43-29-19-08): 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-81): Gaumont Parnasse, 14° (43-35-30-40).

DEDOSGRAFAGE RV NUMBERS (Brit.)

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.): Cine Beaubourg, 3º (42-71-52-36); Républic Cinémas, 11º (48-05-61-32)

L'ETUDIANTE (Fr.) : George V, St (45-62-41-46) : Les Montparsos, 14 (43-27-52-37).

LE FESTIN DE BABETTE (Dag., va.) Utopis Chempollion, \$\(^{43-26-84-65}\); 14 Juillet Parmsse, 6' (43-26-58-00). LES FORMES DE L'AMOUR (All., v.o.) : Stadie 43, 9 (47-70-63-40).

GOOD MORNING VIETNAM (A., v.a.): Cimoches, 64 (46-33-10-82); George V, 8 (45-63-41-46). LE GRAND BLEU (Fr., v.o.): Publicis Champo-Elysées, \$\(\frac{47-20-76-23}{27-20-76-23}\); v.f.: Gampont Opéra, \$\(\frac{27-52-37}{27-27-37}\).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTRE (A., v.a.) : Canoches, 6 (46-33-

(43-43-01-59); Farrente Bis, 13- (41-11-60-74); Mistral, 14- (45-39-52-43); Cinoches, 6- (46-33-10-82). Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06); Convention Seint-Charles, 15- (45-79-21-20); LIGE Convention 15- (45-79-13-20); LIGE Convention 16- (45-79-33-00); UGC Convention, 15 (45-74-93-60); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); Trois Scorétan, 19-(42-06-79-79); Le Gambetta, 20- (46-36-10-96).

NR RÉVEILLEZ PAS UN FLIC QUI DORT (*) (Fr.): Forum Arcen-Ciel, 1" (42-97-53-74); Rex. 2" (42-36-13-93); UGC Danton, 6" (42-23-10-30); 83-93); UGC Danton, 6' (42-23-10-30); UGC Mompernause, 6' (45-74-94-94); Pathé Marignan-Concorde, 9' (43-59-92-82); Saim-Lazare-Pasquier, 8' (43-51-61-6); Paramount Opéra, 9' (47-42-56-31); UGC Normandie, 9' (45-63-16-16); Paramount Opéra, 9' (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12' (43-36-159); Fabrente, 13' (43-36-23-44); Mistral, 14' (45-39-52-43); Pathé Momparnause, 14' (43-20-13-06); Correction, Saim-Charles, 15' (45-79-33-00); UGC Convention, 15' (45-79-33-00); UGC Convention, 15' (47-48-06-06); Images, 18' (45-22-47-94); Trois Secrétan, 19' (42-06-79-79); Le Gamberta, 20' (46-36-10-96).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A.

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.a.): Le Triomphe, & (45-62-45-76).

NOTES POUR DEBUSSY (Fr.): Unspia
Champollion, & (43-26-84-65); Studio
43, 9: (47-70-63-40).

LA NUIT BENGALI (Pr., v.a.) : Lacor-

LA NUIT BENGALI (Pr., v.o.): Lecer-maire. 6: (45-44-57-34). LOURS (Fr.-Ad.): Forum Aro-en-Ciel, 1" (42-97-53-74): Gaumont Opéra. 2" (47-42-60-33): 14 Juillet Odéon, 6: (43-25-59-83); Gammant Ambasade, 8' (43-59-19-08); Max Linder Panorama, 9" (48-24-88-88): Fanvette Bis, 13' (43-31-60-74): Gaument Partners 146 (43-31-(48-24-88-88); FRIVET BB, 19 (43-35-30-40); Gammont Alésia, 14 (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); UGC Maillet, 17 (47-48-06-06); Pathé Clichy, 19 (45-22-46-01); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE PALANQUIN DES LARMES (Fr-Can.-Chin., v.o.); Les Trois Luxem-bourg, 6' (46-33-97-77); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); Trois Parmassiens, 14 (43-20-30-19); v.f.: Pathé Français, 9 (47-70-33-88).

PRILE LE CONQUERANT (Dan., v.o.): UGC Odéon, 6: (42-25-10-30); UGC Biarriez, 8: (45-62-20-40); v.f.: Pathé Français, 9: (47-70-33-88); Bienrentic Montparname, 15 (45-44-25-02).

LES FILMS NOUVEAUX

FANTOMES EN FÊTE. Film améri-FANTOMES EN FETE. Film américais de Richard Donner, v.o.: Forum Horiana, ir (45-28-57-57); George V. 9: (45-62-41-46); Pathé Marignan-Concorde, 8: (43-59-28-2); Convention Saint-Charles, 15: (45-79-33-00); v.f.: Paramona Opéra, 9: (47-42-56-31); Panvette, 13: (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 14: (43-27-84-50); Pathé Mostparnass, 14: (43-20-12-20); Parhé Chery, 18: (45-22-46-01).

A PETITE VOLEUSE Film (rap-Pathé Clichy, 18" (45-22-46-01).

LA PETITE VOLEUSE, Film francais de Claude Miller: Gaumont
Les Haites, 1" (46-26-12-12); Gaumont Opéta, 2" (47-42-60-33);
Pathé Impérial, 2" (47-42-60-33);
Rett, 2" (42-36-83-93); 14 juillet
Odéon, 6" (43-25-59-83); Pathé
Hautefenille, 6" (46-37-93-8);
UGC Moutparnasse, 6" (45-7494-94); La Pagode, 7" (47-05-

KRYSAR, LE JOUEUR DE FLUTE

41-01).

LA LECTRICE (Fr.): Supt Parassists, 14 (43-20-32-20).

LA MAIN DROTTE DU DIABLE (A., v.o.): Genmont Les Halles, 1* (40-26-12-12); Garmont Ambassde, 2* (43-59-19-08): Gammont Parasso, 14* (43-35-30-91).

LA MAISON DE JADE (Fr.): Forum Orient Express, 1º (42-33-42-26).

Orient Express, 1º (42-33-42-26).

MANGECLOUS (Fr.): Forum Orient Express, 1º (42-33-42-26); Pathé Hautelenille, 6º (46-33-79-38); UGC Moniparnasse, 6º (45-74-94-94); UGC Biarrizz, 3º (45-62-20-40); UGC Opéra, 9º (45-74-93-40); UGC Lyon Bastille, 12º (43-43-01-99); UGC Gobelina, 13º (43-36-23-44); Mintral, 14º (45-29-52-43); Trois Parmanicas, 14º (43-20-30-19); 14 Juillet Beaugemelle, 15º (45-75-79-79); Images, 13º (45-24-7-94).

MOONWALKEB (A. V.) - Frame Hari-

Images, 18" (45-22-47-94).

MOONWALKER (A., v.c.): Forum Horizon, 1" (45-08-57-57): Pathé Impérial, 2" (47-42-72-52): 14 Juillet Odéon, 6" (43-25-59-83): George V. 3" (45-62-41-46): Puthé Marigama-Concorde, 8" (43-59-92-82): La Bastille, 11" (43-54-07-76): Sept Parmassins, 14" (43-25-32-20): 14 Juillet Beaugrenelle, 15" (45-75-79-79): v.f.: Paramoust Opéra, 9" (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12"

41-01).

(tchèque, v.o.) : Utopia Champellion, 5-(43-26-84-65) ; v.f. : Denfert, 14- (43-21-

12-15); Gasmost Ambasande, \$\(^{43-59-19-08}\); Saint-Lazars-Pasquier, \$\(^{43-87-35-43}\); UGC Biarritz, \$\(^{45-62-20-40}\)\$; 14 Juillet Bastille, 1\(^{19-43-35-40}\); Les Nation, \$\(^{27-43-43-04-67}\); Fauvette, \$13^* (43-31-56-86)\$; Gaumont Parnase, \$14^* (43-35-30-40)\$; Gaumont Alésia, \$14^* (43-27-84-50)\$; \$14 Juillet Beaugrenelle, \$15^* (45-75-79-79)\$; Gaumont Convention, \$15^* (48-28-42-27)\$; UGC Maillot, \$17^* (47-48-06-06)\$.

LA TABLE TOURNANTE. Film français de Paul Grimault: Ciné Beaubourg. 3º (42-71-52-36); Reflet Logos I. 5º (43-54-42-34); Elysées Lincoln, 5º (43-59-36-14); 14 Juillet Bastille, 11º (43-57-90-81); Escurial, 13º (47-07-28-04); Sept Parmassiens, 14º (43-20-32-20).

OUT VEUT LA PEAU DE ROGER RAB-BRT 2 (A., v.o.): Forum Horizon, 1st (45-08-57-57); UGC Danton, 6st (42-25-10-30); UGC Normandie, 8st (43-63-16-16); v.f.: Rex, 2st (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9st (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13st (43-36-23-44); Miramar, 14st (43-20-89-52); Mistral, 14st (43-39-52-43); Gaumont Conven-tion, 15st (48-28-43-27); Longes, 18st (48-22-47-34).

24-7-94.

RAGGEDY (Brit., v.o.): Epée de Bois, 5:
(43-37-57-47).

SALAAM BOMBAY! (indo-Fr., v.o.):
Lucernaire, 6: (45-44-57-34).

SANS FIN (Pol., v.o.): L'Entrepôt, 14:
(45-43-41-63).

(45-43-41-63).

SANS PEUR ET SANS PEPROCHE
(Fr.): Forum Arc-en-Ciel. 1= (42-9753-74): Rex. 2= (42-36-83-93): UGC
Montparnasse, 6= (45-74-94-94): UGC
Odéon, 6= (42-25-10-30): Pathé
Marignan-Concorde, 8= (43-59-92-82):
UGC Biarritz, 3= (45-62-20-40): Pathé
Français, 9= (47-70-33-88): UGC Lyon
Bastille, 12= (43-43-01-59): UGC Gobelins, 13= (43-36-23-44): Gaumont Alésia,
14= (43-27-84-50): Pathé Montparnasse,
14= (43-20-12-06): Gaumont Convention, 15= (43-28-42-27): Images, 18= (4522-47-94); Le Gambetta, 20= (46-3610-96).

10-96).

1.E SUD (Arg.-Fr., v.a.): Forum Orient Express, 1° (42-33-42-26): Pathé Impérial, 3° (47-42-72-52): Pathé Hautofouille, 6° (46-33-79-38): Pathé Marignan-Concorde, 8° (43-59-92-82): La Bastille, 11° (43-54-07-76): Sept Parnassiens, 14° (43-20-32-20): Bienventile Montparassient, 15° (45-44-25-02).

TOSCANINI (IL-Fr., v.a.): UGC Rotonde, 6° (45-74-94-94): UGC Normandie, 8° (45-63-16-16); v.f.: UGC Opéra, 9° (45-74-95-40).

TROIS PLATES POUR LE 26 (Fr.):

Opéra, 9 (45-74-95-40).

TROIS PLACES POUR LE 26 (Fr.):
Gaumont Les Hailes. 1= (40-26-12-12);
Bretagne, 6* (42-22-57-97); Pathé Hautefeuille, 6* (46-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8* (43-59-19-03).

TU NE TUERAS POINT (*) (Pol., v.o.): L'Entrepôt, 14* (45-43-41-63).

UZ RATTLE AND HUM, LE FILM (A., v.o.): Forum Orient Express, 1* (42-33-42-26); Les Trois Balzac, 8* (43-61-10-60).

IN \$T\$ CHEZ CRAND PERE (Tal.)

UN ÉTÉ CHEZ GRAND-PÈRE (Tal-wan, v.o.): Cluny Paince, 5 (43-54-07-76). UN MONDE A PART (A., v.o.): UGC Rotonde, 6: (45-74-94-94); UGC Semi-tage, 8: (45-63-16-16).

UN PRINCE A NEW YORK (A. T.O.): UN PRINCE A NEW YORK (A. v.o.):
Le Triomphe, & (45-62-45-76).
UNE ETOILE POUR L'EXEMPLE
(Fr.): Latina, 4 (42-78-47-86).
UNE POIGNÉE DE CENDRE (Brit.,
v.o.): Elysées Lincoln, & (43-59-36-14);
Trois Parnassiens, 14 (43-20-30-19).

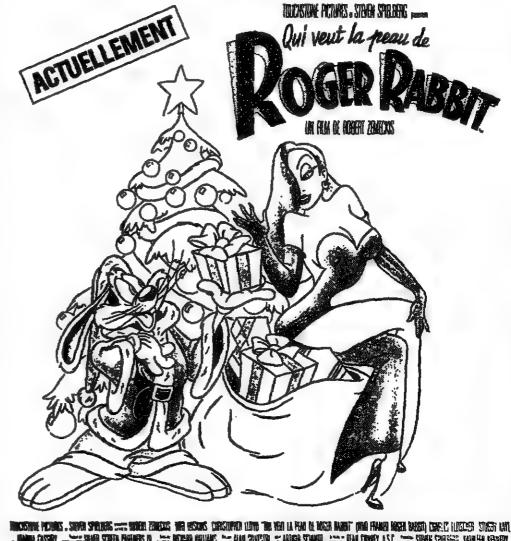
Trois Parnassiens, 14 (43-20-30-19).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.): George V, 84 (45-62-41-46).

WILLOW (A., v.o.): Forum Horizon, 15 (45-08-57-57); UGC Danton, 65 (42-25-10-30): UGC Champs-Elysées, 85 (45-62-20-40): v.f.: Rex., 25 (42-36-83-93): UGC Montparnasse, 65 (45-74-94-94): UGC Montparnasse, 65 (45-74-94-94): UGC Montparnasse, 67 (45-74-94-94): UGC Lyon Bastille, 125 (43-43-01-59): UGC Gobelins, 135 (43-36-23-44): Gaumont Aléxia, 145 (43-27-84-50): Convention Saint-Charles, 155 (45-79-33-00): UGC Convention, 155 (45-79-33-00): Le Gambetta, 205 (46-36-10-96).

"APRES 1 h 36 mn DE BONHEUR, **VOUS REPRENDREZ** LE FILM UNE DEUXIEME FOIS" L'EXPRESS





C Clasticios aldalements

هكذا من الأصل

مكذا من الأصل

AUVERGNE

La qualité a Vichy

L'un des premiers instituts de la qualité en France vient d'être créé à Vichy (Allier) sur l'initiative de la chambre de commerce et d'indus-trie, engagée depuis quelques années dans une démarche de vulgarisation de la qualité dans tous les secteurs de l'activité professionnelle.

En mars prochain, douze stagiaires en formation continue seront accueillis et, dans le cadre d'une convention, ils bénéficieront des installations du laboratoire de métrolo-gie de Matra-Manhurin Défense, implanté dans la région vichyssoise. Cet institut pourrait ensuite avoir une vocation universitaire avec la création d'un IUT ou d'une école étudiants diplômés « qualité ».

BOURGOGNE

Les sorties de l'A 35

La liaison autoroutière Dole (Jura) - Bourg-en-Bresse (Ain), qui doit être mise en service en 1995, comprendra quatre échangeurs intermédiaires en plus de ceux de Dole avec l'A 36 (Beaune-Mulhouse) et de Bourg avec l'A 40 (Macon-Genève). L'A 6 bis desservira ainsi les villes de Poligny et de Lons-le-Saulnier dans le Jura, de Louhans et de Cuiseaux en Saôneet-Loire, et pour finir la région de Saint-Amour (Jura) et de Colligny

Cet effort particulier réalisé en matière d'échangeurs s'explique par la double vocation de cette autoroute : soulager le trafic saturé de l'A 6 en favorisant le transit par le centre-est de la France, mais aussi permettre à ces régions, jusque-là fort enclavées, de bénéficier des retombées économiques d'un tel équipement.

CORSE

Les touristes au rendez-vous

Le bilan définitif établi par les

services régionaux de l'INSEE pour la saison écoulée en Corse fait apparaître une fréquentation record de l'île de Beauté, mais cette affluence donne finalement un bilan similaire à celui de l'an dernier en raison du raccourcissement des séjours.

En effet, i 222 000 touristes ont été recensés entre mai et septembre, soit 6 % de plus que l'an dernier. Les chiffres publics par l'INSEE dans sa lettre de conjoncture confirment les grandes tendances observées les es précédentes : engouement pour le camping et afflux massif de touristes étrangers, Italiens en parti-

Certains problèmes demeurent, comme la forte concentration des arrivées sur la haute saison. Toutefois, l'augmentation de la fréquentation en septembre semble présager l'amorce d'un étalement sur

ile-de-france

Usines

--- dans le Val-de-Marne Le premier cahier de l'inventaire consacré entièrement à l'architecture industrielle de l'Ilo-de-France vient de paraître. Cet ouvrage étudie les usines qui se sont installées dans l'actuel Val-de-Marne, le long de la Seine, de 1822 à 1939, d'une des premières forges à l'auglaise iusqu'aux grandes centrales électriques alimentant Paris, des entrepôts de vins aux usines chimiques.

Cette publication résulte d'une récente enquête conduite par Olivier Cinqualbre dans le cadre des travaux de la conservation de l'inventaire général de l'Ile-de-France. Elle réunit une importante iconographie issue des archives d'entreprises et

des fonds publics. Disponible à la FNAC, en librairic et à la Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France, 29, rue Barbet-de-Jouy, 75700 Paris,

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Pour aider les cinéastes

Après la rencontre entre professionnels du cinêma et de la vidéo qu'il avait organisée en septembre ernier à Narbonne, le conseil régional du Languedoc-Roussillon a décidé de crèer une antenne perma-baptisée « Cinèma

UN PROJET DE CENTRE CULTUREL EUROPÉEN

Nohant, berceau du romantisme

ment chaque été la maison de George Sand à Nohant, dans l'indre, vont prendre davantage d'ampleur. Un projet de centre européen du romantisme propose de prolonger l'actuel Fastiva de musique par une activité perme nente ; au centre de ce projet, la construction d'une salle de concert et des locaux susceptibles tation et des activités diverses. Les Fêtes romantiques, depuis

deux décennies, ont amené dans le parc du château de Nohant (qui est plutôt une grande maison bourgeoise avec quelques dépenlances paysannes et un potager) les plus granda nome de la musi-que : Elisabeth Schwartzkopf et Aldo Ciccolini (1969), Narcisso Yepès et Samson François (1970), Arthur Rubinstein et Yehudi Menuhin (1971), Giorgy Cziffra (1972), Alexis Weissenberg (1974), Alfred Brendel (1975), Barbara Hendricks (1981), Youri Egorov (1982), et beaucoup d'autres.

Le succès du Festival avait conduit à transformer la bergerie de la maison de George Sand en salle de concert de trois cent cinquante places, un aménagement qui s'est révélé très insuffisant. Le comité organisateur des Fêtes romantiques, qui bénéficie du soutien des collectivités locales mais aussi de celui de la Caisse nationale des monuments historiques et de la direction de la musique au ministère de la culture, a donc décidé d'être ambitieux. Il a chargé le

Il s'agit d'une structure légère

– trois à quatre personnes – instal-

lée dans les locaux du conseil régio-

logistique et financier aux produc-

Sept projets sont des maintenant

étudiés, comprenant des courts

métrages, des longs métrages, des

films vidéo. Des coproductions avec

l'Espagne sont envisagées et il n'est

Languedoc-Roussilion » puisse s'intéresser ultérieurement à la dif-

fusion des œuvres qu'elle aura aidé à

dégagé à cet effet.



Le château de Nohant, maison de George Sand.

bureau d'études ABCD, dirigé par Claude Mollard, crésteur du Centre national d'art contemporain, d'élaborer un proiet. Ce proiet prévoit la construction de 2 100 mètres carrés de surface, pour une salle de concert de huit cent seize places et un auditorium de cent quatrevingts places à demì enterré sous

une esplanade, laquelle servira aux concerts de plein air. Coût de l'ensemble: 22,75 millions de francs. L'ensemble serait édifié à l'écart du village, afin de respecter le site de Nohant, classé monument historique. Le buresu d'études propose d'y inclure « tous (y compris le cinéma et l'audiovi-

ques européennes dans leur configuration esthétique, historique et sociale ». Une idée qui correspond tout à fait à l'histoire du lieu où George Sand accueilait en permanence tout le gotha du romantisme européen : Eugène Delacroix y avait son atelier, où, écrivait-il, « il vous arrive par la fenêtre ouverte, sur le jardin, des bouffées de la musique de Chopin, qui y travaille de son côté ». Balzac, Liszt, Tourgueniev, en étaient des habitués. Gustave Flaubert y avait son petit pavillon particulier. il reste évidemment à aborder

suel) et toutes les écoles romanti-

l'important problème de financement. Le projet propose un mon-tage qui englobe les pouvoirs publics (Etat, région; départe-ment), le mécénat ; mais y associe puisque ce projet vise à faire de Nohant un « pôle culturel européen » - des financements communautaires. Le FEDER (Fonde nomique régional) a déjà participé au remboursement des études préalables ; la prise en compte du péenne des centres culturels de rencontre pourrait permettre une participation aux frais bruxelloise et une sponsoriaation internatio-

Ce projet intéresse le ministère de la culture et même, selon sel promoteurs, le président de la République lui-même, qui est venu l'an demier en visite à Nohant et a été séduit par le site.

GEORGES CHATAINL

NORD-PAS-DE-CALAIS

Trois ports ensemble

teurs de films, de cinéma ou de Boulogne, Calais, Dunkerque, trois vidéo, en courts ou longs métrages. ports septentrionaux aux statut, dimension, vocation différents, trois ports voisins en état permanent de concurrence, et pourtant trois ports Le Languedoc-Roussillon, par son ensoleillement et la diversité de ses paysages, est un lieu de tournage appelés à faire face au même défi : le déjà reconnu par les professionnels marché européen, la mise en service du tunnel sous la Manche, le pression L'initiative de la région vise à aider ceux-ci, à les guider dans leur repétrès forte des ports étrangers. On rage et leur tournage, à leur apporestime à quelque 17 millions de tonnes de marchandises le trafic détourné ter éventuellement un soutien financier. Un budget annuel de 5 millions pour l'année 1987 vers les ports belges de francs, renouvelable, a été

Alors, faut-il continuer des querelles franco-françaises ou s'unir pour deve-nir concurrentiels face aux grands que sont Anvers ou Rotterdam? Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer, et Jacques Mellick, ministre délégué à la mer, qui viennent de visiter les trois ports, estiment qu'il est nécessaire et urgent de dégager une politique commune, comme le mande aussi le groupe de travail 26 septembre). Les trois filles de

« association pour le développement commun des ports de Boulogne. Calais et Dunkerque » fondé sur une planification commune, une définition des règles du jeu de la concurrence des trois ports entre eux et une coopération technique. Vaste et difficile tâche...

BASSE-HORMANDE

Café historique

Mis à prix 313000 F, le café Goodrée, à Caen, première maison libérée de France, a été adjugé à Arlette Pritchett et Georgette Verhaeghe, deux des trois béritières. La vente aux enchères du petit bistrot de brique rouge qui garde, à Bénouville, le Pegasus Bridge, ce pont de fer qu'emprantèrent les Alliés le 6 juin l'autonne dernier (le Monde daté 25-26 sentembre) 1944, avait suscité une vive polér

présidé par Jacques Dubois, inspecteur Georges et Thérèse Gondrée se dispudes pouts et chaussées.

Georges et Thérèse Gondrée se dispudes pouts et chaussées. tent en effet le café-restaurant, ancier quartier général du major John

que en 1987. Quinze ans plus tôt, Françoise Anquetil, la troisième héritière, avait créé « l'Association pour la sauvegarde du site, le maintien du Souvenir-Musée de Pegasus Bridge». Président du Comité du débarquement, Raymond Triboulet, naguère ministre du général de Gaulle, conseillait Françoise Anquetil. Un musée y fut ouvert le 5 juin 1974, jour anniversaire du D. Day.

Après la disparition de Georges Gondrée en 1979, et de son épouse Thérèse en 1984, les héritiers se divisèrent. Les arrêts de la cour d'appel de Caen succédèrent aux jugements du tribunal de grande instance. Fante d'accord, une liquidation-partage fut réclamée, et le café-restaurant ferma ses portes en 1988.

Comme le 23 sentembre, des vérérans britanziques sont venus apporter leur soutien à Arlette Pritchen et Georgette Verhaeghe, invités par la

rédaction du S*unday Express* de Londres. Le journal avait d'ailleurs orga-nisé une collecte de fonds pour aider les deux femmes à surenchérir.

Astron I

Un mag

What is the

Temporary of the

April 27th Art of Stanford

10 Mars 200 1916

 $\overline{b} = \frac{1}{2} a_{n_1 n_2 n_3} - \frac{1}{2 a_{n_1 n_2 n_3}} \frac{1}{a_{n_2 n_3 n_4 n_3}}$

Marie State of the Add

Part of the state of the state

Many the same of t

Car State of the Care of the Care

And the second

Marine Commence

Annual property

1.7. 4. C C4

Property and the statement

2 2

The second of

1

The state of the s

Carried Co. Carried Street

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

THE STATE MANAGEMENT

· · · · ·

े असमि

· Indian

-T.- Gr &

Section 1

· Land

TUUT

La digue de Proust

La digue de Cabourg - 3.5 kilomètres - va être allongée de 380 mètres. Les travaux, terminés en juin 1989, coûteront 4 millions de francs.

Cette digue a été construite il y cent ans pour protéger les propriétés du bord de mer des assants des vagues. Elle est devenue une promenade fréquentée notamment par les clients du casino et du Grand Hôtel, où descendit en son temps Marcel Proust.

HAUTE-NORMANDE

Immobilier sans frontière

Cinq agents immobiliers de la région de Brighton (Sussex) viennent de par-ticiper avec leurs homologues de Dieppe au premier «Atelier immobi-lier de Normandle franco» britannique ». L'Institut de formation mlaire de la CCI de Dieppe a accueilli ces stagiaires d'un genre nourean qui ne font que préparer le grand marché européen.

Aujourd'hui, les Auglais ne reculent pas à l'idée de faire buit heures de traversée (aller et retour) pour faire leurs courses à Dieppe. Qu'en sera-t-il lors-que la frontière économique sera levée ? Il existe déjà de l'autre côté du Channel une « Association des pro-priétaires britamiques en Norman-die » attirés par la modicité des prix français comparés à ceux du sud de

La profession immobilière anglaise se prépare donc et apprend les règles françaises. En février 1989, les Francais iront à leur tour à Brighton pour apprendre les « ficelles du métier :

PAYS DE LA LOIRE

Les menturiers du Choletais

Le Choietais est un na pays an sens où l'entendent les géographes et les historieus, stricteur mité à la frontière du Maine et-Loire et de la Vendée, très caractérisé par des façons de vivre et de travailler origil'habillement depuis longtemps, de l'agro-alimentaire et de l'électronique plus récemment, y empioient plusieurs milliers de personnes réparties dans des unités de production disséminées physiquement dans le paysage, intégrées sociologiquement dans un milieu de vivace tradition rurale.

La crise atteint durement les activités traditionnelles, mais celles-ci pourraient être relayées, en partie au moins, par les secteurs nouveaux que sont prêtes à exploiter toute une cohorte de petites entreprises menées par des hommes inventifs et dynamiques, s'appuyant sur une population particulièrement jeune et très solidaire.

Ce sens de la responsabilité, les dirigeants économiques et politiques du Choletais out voulu en donner une nouelle illustration en venant présenter à Paris la fondation qu'ils ont créée sous l'appellation de « Choletais Plus ». Les représentants de la chambre de commerce et d'industrie de la ville, du département et de la région se sont associés à une dizaine de chefs d'entreprise pour aider les créateurs de PME ou PMI, notamment durant leurs amées de démarrage, les plus diffi-ciles, les plus périlleuses. Aides finan-cières destinées à donner le coup de pouce nécessaire pour une campagne de promotion, la formation d'un cadre, une démarche commerciale ; aides intellectuelles, pourrait-on dire, sous forme de conseils ou d'intervent Comme l'indique le nom de la fondation, il s'agit d'apporter un « plus » à l'arsenal des aides publiques ou semi-publiques traditionnelles. Une dizaine de dossiers ont déjà été traités par la fondation; d'autres le seront dans l'année qui vient.

UN PROGRAMME DE BARRAGES POUR DIX ANS

Le Sud-Ouest a soif

cri d'alarme lancé conjointement par le conseil régional d'Aquitaine, l'agence de l'eau Adour-Garonne... et les cultivateurs, échaudés par deux sécheresses successives, en 1985 et 1986. Les Pyrénées et le Massif Central seraient-ils donc en train de s'assécher et leurs sources de se tarir? Non. Ce sont les besoins qui se multiplient. La demande d'eau potable dans le bassin Adour-Garonne augmente d'environ 1,5 % par an. Si la consommation d'eau industrielle stagne, les besoins pour l'irrigation croissent de façon vertigineuse. On est passé de 200 millions de mètres cubes en 1970 (132 000 hectares irrigués) à 538 millions de mètres cubes en 1985 (360 000 hectares irriqués). Et les estimations les plus vraisemblables misent sur quelque 860 millions de mètres cubes en l'an 2000, pour près de 600 000 hectares irrigués, soit exactement la surface actuellement arrosée par les Espagnols dans le bassin de l'Ebre, juste de l'autre côté des Pyrénées.

Pourquoi cette fringale d'eau dans une région après tout mieux arrosée naturellement que le Sud-Est, par exemple? Parce que les productions agricoles traditionnelles (blé, orge, lait, viande) out été remplacées par d'autres, beaucoup plus exigeantes en cau, comme le kiwi, les asperges, les fraises et surtout le mais. Le mais! C'est la céréale reine du Sud-Ouest, celle pour laquelle la moindre rivière, depuis dix ans, est pompée jusqu'à la limite de ses capacités. Ainsi, dans le

département de Lot-et-Garonne,

E Sud-Ouest a soif! C'est le le débit d'étiage normal du Lot est de 18 mètres cubes/seconde. En novembre dernier, le débit naturel n'était plus que de 12 mètres cubes, sur lesquels l'irrigation prélevait 8 mètres cubes. Ne restait done plus dans le lit du Lot qu'un misérable débit de 4 mètres cubes-seconde, autant dire rien_..

Mais le cultivateur, grâce à ce prélèvement, peut obtenir des ren-dements à l'hectare de 100, voire 120 quintaux de maïs, et sans se préoccuper de la météo. L'arrosage commence en général vers le 20 juin et dure près de deux mois - les mois les plus secs. Selon les terrains, il faut de 600 à 3 500 mètres cubes d'eau à l'hectare pour obtenir un beau mals, la me se situant entre 1 500 et 2 200 mètres cubes à l'hectare.

Le mais repousse a forest

C'est sans doute dans la forêt landaise que la métamorphose est le plus spectaculaire. De grandes surfaces naguère plantées de pins maritimes ont été défrichées, labourées, équipées d'immenses rampes d'arrosage circulaires, espacées l'une de l'autre de 50 mètres autour d'un pivot central. Semé dans le sable, le mais ne pousse que grâce aux apports d'engrais chimiques, à la chaleur du soleil aquitain... et à l'arrosage. C'est presque de la culture hors sol. « Entre 300 hectares de pins et 300 hectares de mais îrrigué, je n'hésite pas, explique un Girondia. Le maix rapporte beaucoup

Ainsi la forêt landaise disparaît par plaques autour des points d'eau, laissant la place à de grandes exploitations agroindustrielles où le mals pousse en cercle autour de son pivot. Au début, les cultivateurs pompaient l'eau directement à la rivière. Ensuite, après la sécheresse de 1976, ils se sont mis à faire des retenues d'eau lorsque le relief le rmettait - les fameux «lacs collinaires » qui servent de réserve au temps des basses eaux. Aujourd'hui, on en vient à forer dans la nappe phréatique, car les caux de surface, épuisées, ne suffisent plus. Il faut creuser jusqu'à 60 m pour trouver l'eau - ce qui n'arrive en moyenne qu'une fois sur denx.

Les responsables de l'agence Adour-Garonne s'arrachent les cheveux : « Les prélèvements agricoles anéantissent tous nos essorts de débit d'étiage, disentils. Et chaque pollution, faute de débit, prend des proportions inquiétantes. » Ils poussent donc aujourd'hui à la construction de barrages de retenue dans les vallées pyrénéennes, en Dordogne et jusque sur la Charente, afin que les estréiculteurs de Marennes continuent à recevoir la ration d'eau douce indispeasable à la bonne santé de l'huitre. Le couseil régional d'Aquitaine - une fois n'est pas contume - montre l'Espagne en exemple : · Rien que dans le bassin de l'Ebre, ils out construit soixante-sept barrages, ce qui leur procure une capacité de 6 milliards de mêtres cubes. - C'est que les cultivateurs aragonais, qui ne reçoivent que 300 mm d'ean du ciel (contre

800 mm dans le Sud-Ouest), commencent à arroser dès le mois de mars pour faire de l'orge et se lancent ensuite dans une deuxième culture comme le maïs ou le tournesol. Le quart des surfaces exploitables sont irriguées cn Aragon, contre seulement 7 % dans le bassin Adour-Garonne.

Taxer l'eau?

La compagnie d'aménagement des côteaux de Gascogne s'efforce aujourd'hui de rattraper ce qu'elle estime un retard, en construisant de grands lacs de retenue comme celui de Puydarrieux, récemment inauguré dans les Hautes-Pyrénées. Au total, une quinzaine de barrages sont programmés dans toute la région, et l'agence Adour-Garonne se donne dix ans pour les réaliser. Un seul problème : l'argent. Ce n'est évidemment pas Bruxelles qui va payer pour encourager une production rece excédentaire.

Comment trouver les 3,3 milliards de france du programme? . Il faut que le ministère du budget nous autorise à taxer le mêtre cube d'eau de 4 centimes ». affirme Jean François-Poncet, vice-président de région. Cest peu sur un prix global de 6 ou 7 F. - Mais c'est beaucoup au regard de l'indice du coût de la vie. Et, surrout, on ne voit pas comment cela suffira si l'arrosage des cultures se développe à cette cadence dans le Sud-Ouest. On ne peut tout de même pas empêcher les fleuves de couler jusqu'à la

mer!

ROGER CANS

RHONE-ALPES

Le nucléaire au minitel

En composant 3615 Centagel sur leur minitel, industriels, PME-PMI ou simples particuliers peuvent recevoir directement l'information sur les compétences, les prestations, les produits à développer des différents laboratoires du Centre d'études nucléaires de Gre-

Une messagerie leur permet de formuler leurs questions ou d'exposer leurs problèmes; un correspondant se charge, à leur demande, de fournir des informations complémentaires ou de les mettre en rapport avec le labora-foire concerné. (Contact : Henri de Choudens, tél. : 76-88-30-02.)

Cette page a été réalisée par nos correspondents : Etienne BANZET, Christine DURET, Francis GOUGE. Pascale MONNIER, Jean-René LORE, Jean-Yves Vif. Coordination:

Jacques François SIMON.

Alsthom remporte le contrat de 2,7 milliards de francs pour la vente à l'Espagne de vingt-quatre TGV

MADRID de notre correspondant

.

a sint

*

A COMP

True ...

passes the

经支持表

-

C TANK . Server

MARKETONE I POWER

-

12 4 5 THE WAY

1 74 AUGH

A. Marinian

Marie Sales

PAGE TOWNER TO

The secretary was a

What Com. The Same Wall

A CHARLES

The market of the services

はいまで、そう一年

Committee of the committee of

State Transmi

Same of the same

الاير الليم المناجعينية

 $\mathcal{A}_{\mathcal{A}}(\mathcal{A}_{\mathcal{A}}) = \mathcal{A}_{\mathcal{A}} \otimes \mathcal{A}_{\mathcal{A}}^{\mathcal{A}}(\mathcal{A}_{\mathcal{A}}) \ .$

the by black it

The state of the same

State of the said

Military open gradien

part of the second

the days or book it.

المار المجالات وكالكالة بيأت ومعهورته

The same when the or

Bridge Copy on the best on

42 A 2 A A A

many from the life of

A LOS STATES

Fallinger - 15th April 1999

Charles it winter is

Bury and market and

South the second of the second of the second of the Regionalitation in Marine

Andrew Stranger

Server was to the years

And the same of the same of

The second

The state of the s

18 19 14 TO

おおとしていると 一日となっ かいだい

The same with the second of

Berthere & the Section

And the state of the same of the same of

Branch Branch of the

See year your way . we see

- T. 11. 14.

BARREST THE PARTY OF Y

Service of the second of the second of the

Marie Santa or to

Markey Hart IV Markey

170 HE 1857

and the same of the same of the

STATE STATE

and the second of the second of the The state of the state of part of A STATE OF THE STA

man winder - director of

A Salas Company

-

Act Norman

4 19 6 Car 19 10 10 10

The state of the state of

Les vingt-quatre trains à grande vitesse pour Alsthom, les soixante-quinze locomotives pour Siemens : c'est apparennment de manière équi-librés au le course de manière équilibrée que le gouvernement espagnol a adjugé, vendredi 23 décembre, le contrat ferroviaire du siècle ». comme on l'appelle à Madrid. Mais cette solution à la Salomon n'en est en fait pas une, l'entreprise française se taillant finalement la part du lion,

puisque c'est elle qui prend le contrôle de l'industrie ferroviaire espagnole et réalisere, directement ou par sous-traitance, la grande majorité du contrat. La décision espagnole, prise d'abord le matin en conseil des ministres puis formellement ratifiée dans la soirée par le conseil d'administration de Renfe, la société des chemina de fer, met fin à un sus-pense de plusieurs mois, qui avait mis à rude épreuve les nerfs des grands = du secteur, et qui a donné lieu à des pressions politiques multi-

ples de part et d'autre. Ce contrat était en effet crucial pour l'avenir de l'industrie ferro-viaire. Non seulement parce qu'il porte sur une somme importante : 80 milliards de pesetas environ (4 milliards de francs). Mais surtout parce qu'il s'inscrit dans le cadre d'un large plan de modernisa-tion des chemins de fer espagnols, dans lequel l'Etat espagnol prévoit d'investir, d'ici à l'an 2000, la bagatelle de 2 000 milliards de pesetas (100 milliards de francs), dont un quart pour le matériel roulant : un chiffre qui fait aujourd'hui du mar-ché espagnol l'un des plus porteurs d'Europe, voire du monde. Il était clair que l'entreprise choisie comme partenaire technologique pour ce premier contrat déterminerait, d'une

certaine manière, le choix du gou-

vernement de Madrid pour les

C'est en février dernier que l'Espagne avait lancé l'appel d'offres interentional correspondant. Trois offres allaient finalement être retenues: celles d'Alsthorn, d'un consortium dirigé par Siemens (dont faisaient également partie Brown Boveri, Krauss Maffei et Thyssen-Honschel) et de Mitsubi-shi, Les premières études réalisées par les techniciens de Renfe – en collaboration succ. Le Stenferd collaboration avec le Stanford Research Institute – concluaient que l'offre française était la plus intéressante en matière de train à grande vitesse, et l'offre allemande en ce qui concerne les locamorives.

L'idée d'un « tronçonnage » du contrat allait toutefois susciter les réticences des responsables de Findustrie. L'opération comportait en effet un volet industriel ambitieux: l'Etat entendait profiter du contrat de Renfe pour réaliser une reconversion totale du secteur. L'entreprise qui se verrait adjuger le contrat de Renfe devait s'engager en contrepartie à reprendre les deux entreprises ferrovieires espagnoles publiques, Ateinsa et La Maqui-nista. Deux entreprises qui emploient, ensemble, quelque mille huit cents travailleurs, et dont les pertes accumulées s'élèvent aujourd'hui à 42 milliards de pesetas (2.1 milliards de francs).

Au ministère de l'industrie, on considérait en effet que Ateinsa et La Maquinista ne pouvaient assurer leur avenir qu'à condition d'être absorbées par un grand groupe inter-national. On craignait, toutefois, que ce montage ne soit remis en question si Renfe divisait entre plusieurs fournisseurs l'adjudication de son contrat : Ateinsa et La Maquinista trouveralent-elles preneur dans ces conditions?

D'abord réticentes, tant Alsihom que Siemens comprirent finalement que le volet industriel constituair en fait la clef du contrat. Celui-ci préfait la clef du contrat. Cetui-ci prevoit en effet qu'une partie substantielle du matériel (68 % pour le
TGV et 78 % pour les locomotives)
doit être fabriquée en Espagne
même. Dans ces conditions, celui
qui prendrait le contrôle des deux
entreprises espagnoles serait en fait
assuré de réaliser, par leur intermédiaire, la majeure partie du processus de fabrication. cessus de fabrication.

Une position de force

Tel sera finalement le cas. Si ce sont les Allemands qui se voient chargés de construire les locomo-tives, ils devront toutefois, pour res-pecter les clauses du contrat, sous-traiter l'essentiel de leur fabrication à un consortium espagnolisé -dont le capital sera détenu à 30 % par Ateinsa et La Maquinista, à par Ateinsa et La Maquinista, à 10 % par une petite entreprise privée locale, Macosa... et à 60 % par Alsthom. Quant au TGV, adjugé à l'entreprise française, il devrait être construit pratiquement à 100 % par

Certes, Alsthom na finalement pas obtenu, comme elle l'avait long temps espèré, la totalité du contrat aux raisons techniques, d'ailleurs réclles, se sont ajoutées des considérations d'ordre politique, le gouvernement espagnol ne voulant mécon-tenter aucun de ses partenaires européens. Mais l'entreprise fran-caise n'en réalise pas moins une bonne opération. Elle sera certes tenue, dans un premier temps, de fabriquer en Espagne, outre ses pro-pres produits, des produits de tech-nologie Siemens. Mais elle s'installe en même temps solidement sur un marché prometteur, où elle peut aspirer désormais à bénéficier d'une sition de force.

THIERRY MALINIAK.

Les banquiers américains réticents

La première foire commerciale soviétique aux Etats-Unis a permis la signature de cinquante-quatre contrats pour un montant de 300 millions de dollars, a annoncé, mercredi 21 décembre, le responsable et organisateur de cette exposition, Bagrat Aroutiounov.

de notre correspondant

NEW-YORK

L'un des buts de la récente visite du président soviétique Mikhaïl Gorbatchev à New-York était de nauté d'affaires américaine à l'idée d'investir dans une économie soviétique promise au renouveau. Déçus par le manque de résultats de la première tentative, celle de la détente de Leonid Brejnev et de Richard Nixon au début des années 70, les banquiers américains ne cachent pas, en privé, leur extrême méliance à l'égard d'un pays qu'ils considèrent comme bon payeur, certes, mais qui laisse touours, selon l'un d'entre eux, une forte impression de « tripotage poli-

tique .. Après avoir obtenu des principales puissances industrielles euro-péennes la promesse de quelque 6 milliards de dollars de crédits, disposant d'un excellent levier à l'égard du Japon avec le règlement éventuel du contentieux sur les îles Kouriles en échange d'investissements, Moscou tente d'ouvrir une brêche dans la forteresse américaine, sans laquelle il sera difficile d'envisager la - globalisation du développem mondial -, chère désormais à

M. Gorbatchev. Une première tentative de promotion d'échanges d'un type nouveau vient d'avoir lieu à New-York. Une exposition industrielle soviétique, placée dans un coin de l'immense centre international Javitt, sur les rives de l'Hudson, a attiré environ deux mille personnes en quinze jours. Fermée au public, mais très ouverte aux hommes d'affaires. l'exposition a démontré, par sa taille, l'extrême modestie de l'offre soviétique. Mais elle a également prouvé que des hommes d'affaires soviétiques commencent à apparaître sur la scène économique et que leurs collègues américains sont sceptiques, certes, mais soucieux de ne pas manquer le train.

Les exposants des entreprises « privées », c'est-à-dire essentielle-ment des coopératives de tailles petite et moyenne, ont dû régler elles-mêmes, en devises, le prix de leur stand, c'est-à-dire environ 450 dollars le mètre carré. · Nous n'avons rencontré aucune difficulté pour obtenir les devises », affirme l'organisateur de l'exposition, le très affable Bagrat Aroutionnov de la chambre de commerce soviétique. Tous ceux qui souhaitaient venir à New-York ont pu le faire, à condition de présenter des marchandises livrables sous trente jours », ajoute-t-il, conscient de la lourdeur des industries soviétiques et de l'impa-tience habituelle des acheteurs amé-

à « financer la perestroïka »

Les aléas des réformes dans les pays de l'Est

Le choix offert fut étroit et, somme toute, peu intéressant. Des surprises n'ont pourtant pas man-que. Une entreprise a vendu plus de deux mille tracteurs à un acheteur eméricain, qui les considère comme · increvables »; une autre firme s'est approprié l'exclusivité du mar-ché américain pour un microscope Electronique et, suprême ironie, phisieurs acheteurs se sont emparés de programmes informatiques à vocation scientifique. Quelques babioles pour échoppes de souvenirs ont égaement « percé », mais le prét-àporter moscovite, d'un style militaro-moujik peu évocateur de la glaspost, fut manifestement un flop.

Mauvaises surprises

Nous avons tout à apprendre, admet M. Aroutiounov, car, avec la meilleure volonté, ll est impossible de trouver, en Union soviétique, des managers qui connaissent le marché occidental. » « Nous aurons sans doute quelques mauvaises surprises, mais nous trons de l'avant », gjouto-t-il.

L'organisateur soviétique ne croit pas si bien dire. La première mauvaise surprise est déjà là : les princi-paux acteurs de Wall Street se montrent, en majorité, très réticents à investir en Union soviétique, alors que les banquiers disent à qui veut les entendre que « seules des pressions politiques insoutenables pourraient les forcer à offrir des prêts à 178 points au-dessus du LIBOR. comme le font actuellement certains pays europécus, car « n'importe quelle opération de rachat d'entreprise à Wall Street rapportera toujours beaucoup plus, et en peu de temps ». Poussé à l'extrêmité de sa patience, John Reed, le président de Citicorp, la plus grande banque américaine, finit par lacher le mor-ceau : « Prêter aux Soviétiques comporte un danger politique dissi-cilement acceptable par une banque privée; franchement, je ne crois pas que nous puissions l'envisager. Même son de cloche chez J.-P. Mor gan et à la Chase Manhattan Bank. Soule une poignée de petites ban-ques, incapables de jouer un rôle sur le marché des capitaux, pourraient participer, de plein gré, à des financements au profit de l'URSS. « Je suis très intéressé par cette ouverture », nous a, en effet, affirmé le président de l'American Express

Bank (150 millions de dollars de profits bruts en 1988), M. Robert Côté politique, l'ambiance est négative. « Il n'est pas question de pousser les banquiers privés à s'engager en Union soviétique », déclare, solemellement, le président

de la commission bancaire du Sénat, Bill Bradley (démocrate), qui ne veut surtout pas voir le contribuable américain payer plus tard les pots cassés. - Que ceux qui veulent pren-dre le risque le fassent, mais qu'ils sachent aussi que nous ne recom-mencerons pas les opérations de sauveluge que nous menons actuel-lement en Amérique latine .. ajoutet-il, laissant entendre que e l'Union soviétique pourrait bien devenir le Brésil ou le Mexique des années 90 -. Pour le moment, des pressions éventuelles de l'adminis-tration fédérale seraient d'ailleurs contraires à la loi qui lie l'octroi de la - clause de la nation la plus favo-risée - à des progrès substantiels en matière de respect des droits de l'homme en Union soviétique. Mais M. Bradley a d'autres arguments plus frappants encore. • La disponibilité de capitaux à travers monde n'est pas extensible à l'infini; or, chaque dollar donné à l'Union soviétique est un dollar qui manquera au tiers-monde. - Coup de grace : « Il ne faudrait pas que les prets américains facilitent, à l'instar de ce qui s'est passé en Asie, l'apparition d'une nouvelle puis-sance industrielle, dont les produits viendraient immanquablement concurrencer les produits améri-cains, faisant peser une menace sur

· Nous avons tout intérêt à obliger l'Union soviétique à réduire les dépenses militaires au profit des dépenses civiles », rétorque Donald Kendall, président de Persico Inc. (boissons) et vieux routier des chemins de l'Est. Très optimiste quant à la volonté de Mikhail Gorbatchev de mener la réforme de l'économie persuadé que « nous entrons actuellement dans une ère de stabilité politique internationale, propice au développement du commerce et que l'ouverture soviétique pré-sente de véritables possibilités de profits à moyen terme ».

l'emploi. = -

Le débat est donc ouvert, alors que les principales portes semblent encore fermées. L'opinion publique apprécie, certes, le nouveau style du Kremlin mais les banquiers américains n'ont jamais eu la réputation de suivre les humeurs de la rue...

CHARLES LESCAUT.

Le Parlement polonais vote deux lois de libéralisation

Le Parlement polonais a adopté vendredi 23 décembre deux projets de réformes économiques qui, discutés depuis leur conception il y a un an et demi, pourraient provoquer une importante libéralisation, tant à l'intérieur du pays que dans le cadre de ses relations avec l'étranger.

La «loi sur l'activité économique » prévoit d'assouplir les lois régissant les entreprises privées. Aucune autorisation prealable ne sera plus nécessaire pour créer une entreprise, sans limite de taille, alors qu'à l'heure actuelle, les firmes du en Pologne à une limite de cent cinquante employés. En outre, les entreprises privées ne se verront plus discriminées par rapport à leurs consœurs d'Etat pour leur approvisionnement en matières premières et leur recours au système bancaire (un projet de refonte de celui-ci a été présenté au Parlement le mois dernier). Cette loi pourrait donc aboutir à la création par des entrepreneurs d'importantes unités industrielles. Mais le gouvernement polonais semble pour l'instant rechercher surtout la concurrence entre secteur public et secteur privé dans les domaines de l'alimentation et du batiment, actuellement

sources de problèmes aigus. La - loi sur l'investissement étranger » prévoit de son côté d'autoriser les investisseurs occidentaux à implanter des unités de production. également sans limite d'employés, et dotées d'un capital minimum de 300 000 francs. Les étrangers pourront détenir entre 20 % et 100 % de ces entreprises, créant ainsi l'oppor tunité de toute une gamme de jointventures. Ils pourront également réexporter jusqu'à 80 % de leurs bénéfices, qui seront soumis à un taux de fiscalité compris entre 10 % et 30 %.

Fixée théoriquement au le janvier, la mise en application de ces lois - qualifiées de . mesures radicales - par le nouveau vice-premier ministre chargé de l'économie, Ireneusz Sekula – risque cependant de se heurter à des résistances de la bureaucratie. Cependant, pleine-ment appliquées, les lois votées vendredi pourraient représenter le coup d'envoi d'une libéralisation d'easemble de l'économie polonaise. Le principal porte-parole du gouvernement de Mieczysław Rakowski, nomme en octobre, a déclaré qu'e à l'horizon de plusieurs années, la Pologne aura une économie différente de

Un magnifique demi-succès

C'FST un soupir de soulagement que les Français ont poussé, 23 décembre, en apprenent la déci-sion de Madrid de confier à Asithom le soin d'équiper l'Espagne d'un train à grande vitesse et de rénover l'Industrie ferroviaire libérique. Remporter un contrat de 2,7 milliards de francs pour vingt-quatre rames TGV, alors que les allemands de l'Ouest se voient attribuer un marché de 1,7 milliard de francs pour soixantequinze locomotives, a inspiré à M. Jean-Pierre Desgeorges, PDG d'Aisthom, des propos magnanimes : « Nous na sommes pas décus de ne pas avoir au la totalité du comrat. Certes, nous nous sommes battus pour avoir le tout, mais il faut être beau joueur, et ces vingt-quatre rames représentant pour nous qualque chose d'important. » De son côté, M. Michel Delebarre, ministre des transports, qui a beaucoup cauvré à ce résultat, a estimé qu'il s'agissait d'un « auccès pour la tech-nologie française» et même d'une

z victoire européenne ». Certains syndicalistes pourront rechigner à se joindre à cette satisfaction générale en remarquant que les usines d'Alethom de Belfort, de La Rochelle et de Tarbes profiteront peu d'une commande qui s'exécutera aux deux tiers outre-Pyrénées. il n'empêche : l'industrie ferroviaire

(le Monde du 23 décembre), pré-

sident de la COGEMA, filiale du

Commissariat à l'énergie atomi-

que chargée du cycle du combus-

tible nucléaire. Il succède à

M. François de Wissocq, qui 2

démissionné et qui a été nommé

pagnie.

française a remporté en Espegne un magnifique demi-succès.

Tout d'abord, il s'agit du premier contret mondiel d'exportation d'un train à grande vitesse. Ni les Japonais, pourtant en avance avec le nkansen, ni les Français dont le TGV est le plus rapide du monde (270 km/h) en exploitation commer-ciale, ni les Alfemande de l'Ouest avec leur ICE encore au stade des essais n'étaient parvenus à persuader un pays d'acheter leur technolo-gie. Certes, les Belges et les Britanni-ques ont accepté d'accueiller des TGV de conception française sur leure voies, mais pour des fiaisons

Les trains à grande vitesse qui circuleront vers 1992 à 250 ou 270 km/h sur les 490 km qui séperent Madrid de Séville seront les frères jumeeux des TGV Atlantique Paris-Bordeaux. Ils formeront l'avent-garde des rames qui relieront Madrid à Barcelone, à la France et au reste de l'Europe puisque l'Espagne à décidé d'abandonner l'écartement actuel de ses voies (167 cm) pour

(143,5 cm). Sur les trois cent cinquante-huit trains à grande vitesse en service ou commandés sur la Vieux Continent, Alsthorn peut en revendiquer trois cent onze et faire valoir que ses rames atteignent ou vont relier la Belgique, la Grande-Bretagne, la Suisse et l'Espegne. Autant d'arguments commerciaux qui, alliés à une exploitation impeccable du TGV Sud-Est, peuvent convaincre les Talwa-nais, les Coréens du Sud, les Cana-diens et les Américains de devenir clienta de la technologie française.

La part industrielle des décisions du gouvernement espagnol n'est pas moins décisiva. En rachetant 70 % du capital des entreprises publiques — déficitaires — Maquinista et Ateinse, mais aussi en prenent le contrôle des entreprises privées facosa et Cenemesa-Conelec, Alsthom est pratiquement assurée de contrôler le pactole de 25 milliards de france que les Espagnols consa-creront d'ici à la fin du siècle à la rénovation de leur parc de matériels

Le marché britannique?

Alsthom revient de loin. La firme rialista, dans un premier temps, en déclarant que c'était ou tout - c'està-dire la commande des TGV et des locomotives, at donc la reprise des entraprises ferroviaires — ou rien. Depuis deux mois, ses négociateurs savaient que, pour des raisons tech-niques, financières et politiques, les locomotives iraient au consortium conduit par Siemens. Il leur a fallu beaucoup plaider pour corriger le faux pas initial at persuader le gouvernement Gonzalez de confier sout de même à l'entreprise de M. Desgeorges son industrie ferrovisire... et, par contre-coup, la fabrication des

locomotives allemandes

Alsthom avait laissé échapper de nombreux contrate à l'exportation ces demiers temps. Bogota, Ankara et Shanghai avaient choisi respectivement des métros italien, canadien et allemand. L'excécution des commandes des métros de New-York et de San-Francisco s'achève financiàrament de façon calamiteuse pour l'antreprisa française. Le contrat espagnol vient à point pour mettre du baume au cosur d'un personnel traumatisé par des réorganisations en cascades et per des centaines de ficenciements dans les usines du nord de la France. L'avenir s'éclaircit d'autant plus qu'en s'associant, jeudi 22 décembre, avec l'électricien bri-tannique GEC, Alsthom se trouve bien placée pour prandre une part significative du marché encore plus énorme de la rénovation du matériel roulant des chemins de fer byritanni-ques. Car British Rail ne se contentera pas de construire, d'ici à la fin du siècle, une ligne à grande vitesse entre le tunnel sous la Manche et Londres pour accueillir les TGV en provenance de Paris et de Bruxelles. lui faudra bientôt penser à relier l'Ecosse et bien des cités avec des trains plus performants. L'Espagna

ALAIN FAUJAS.

Le projet de convertibilité du rouble

Marche arrière

L'effet d'annonce des grandes réformes soviétiques n'aura eu qu'un temps. Vite rattrapé par le poids des réalités et des groupes de pression, Moscou a été amené en quelques jours à faire marche arrière sur deux points importants : les emprunts à l'Ouest et la convertibilité du rouble.

Allemands, Italiens, Français, Britanniques s'étaient lancés. depuis l'automne, dans une course aux crédits syndiqués à l'URSS. Il s'agissait d'apporter un appui spectaculaire à la perestroika en offrant aux Soviétiques les moyens financiers d'améliorer l'approvisionnement d'une population lasse de promesses et de pénuries. Cet engouement des milieux bancaires permettait éga-lement d'entraîner dans leur sillage les candidats aux contrats et aux investissements sur un

énorme marché potentiel. Mais chacun savait que le montant global des énormes crêdits proposés dépassait de très loin les capacités d'utilisation immédiate de l'URSS. Même si le tabou de la dette extérieure a de toute évidence pardu de sa force sous Gorbatchev, le pragmatisme l'a emporté. L'échec des négociations avec les Britanniques en est la dernière preuve. Désorma des protocoles bilatéraux seront signés banque par banque, et si le total des emprunts soviétiques atteint un jour le milliard de livres que lentement.

Ce retour aux - dures - réalités est encore plus flagrant dans le cas de la convertibilité du roule. Après avoir annoncé cette véritable révolution pour 1995 et précisé que la monnaie serait dévaluée de 50 % au cours des

années à venir, les dirigeants soviétiques, embarrassés, se sont faits plus prudents, il n'est pas question de « dévaluer », affirmait, mardi 20 décembre, le président du comité d'Etat au commerce extérieur, M. Vladimir Kamentsev, mais d'accorder une prime de 100 % sur les transactions en devises des entreprises.

Sur le papier, cela reviendra au

même : Il faudra deux fois plus de roubles pour une même devise étrangère. Mais cette opération sera à usage interne. Pour les étrangers, le rouble « transféra-ble » restera fixé arbitrairement à un taux de change fictif, de 1,6 dollar actuellement. L'option annoncée par M. Kamentsev constituera, en revanche, une puissante incitation à exporter pour les entreprises, toujours séduites par l'idée de subven-tions de l'État. Entre un excès de liquidités intérieures et la nécessité de doper les ventes à l'étranger, les Soviétiques ont pour le moment tranché en faveur de la seconde solution.

De quoi appâter les industiels et calmer la boulimie récente des Soviétiques pour les valeursrefuges. Il est difficile de trouver des antiquités à Moscou depuis que circulent les rumeurs de convertibilité d'un rouble de toute évidence surévalué. En dehors des intérêts très particuliers de certains, le retrait tactique sur ce point fondamental de la moderniune évidence : sans réforme du système des prix - un casse-tête dont les Chinois connaissent bien l'implication, - toute opérationvérité sur la monnaie serait irréa-liste ou contre-productive.

F. CROUIGNEAU.

président d'honneur de la com-Ancien élève de l'Ecole polytechnique et ingénieur du corps des mines, comme tous ses prédéces-seurs à la COGEMA, M. Jean Syrota est né le 9 février 1937 à

M. Jean Syrota est nommé

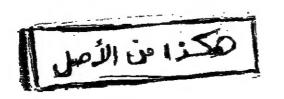
président de la COGEMA

Paris. Après un début de carrière consacré aux problèmes de la pollution et de l'environnement, au ministère de l'industrie (de 1968 à 1971) puis au ministère de la protection de la nature et de l'environnement (de 1971 à 1974), où il est notamment l'initiateur de la politique destinée à réduire les nuisances provoquées par les cimenteries, il devient en 1974 . M. Economies d'énergie ». Pendant quatre ans, en pleine crise pétrolière, il dirige l'Agence pour les économies d'énergie, laquelle, avec des moyens réduits, met en place la

plupart des règlements encore en vigueur aujourd'hui : heures d'été, limitation de la publicité encoura-M. Jean Syrota, directeur général de l'énergie et des matières premières au ministère geant les consommations énergéti-ques, normes d'isolation, etc. de l'industrie, a été nommé vendredi 23 décembre, comme prévu

Après trois ans passés à la direction générale des télécommunications, de 1978 à 1981 où il dirige notamment les affaires industrielles et s'occupe particulièrement de la mise en place du réseau TRANS-PAC de transmission de données, ce haut fonctionnaire imprégné du sens de l'Etat retrouve le secteur de l'énergie en devenant en février 1982 directeur de l'énergie et des matières premières au ministère de

Un poste-cié, exerçant la tutelle de toutes les grandes entreprises du secteur, où il succède, une première fois, à M. de Wissocq qui vient d'être nommé directeur général de la COGEMA! Pendant sept ans, il va s'efforcer de faire contrepoids à toute-puissance des dirigeants d'Electricité de France, dont il devient la « bête noire », et de contenir notamment le dérapage des coûts et de l'endettement, sinsi que le développement du chauffage électrique, source, selon lui, de gaspillage énergétique et de déséquilibre coû-



مكذا من الأصل

Economie

La commission « protection sociale » propose une réforme des retraites

Après de multiples esquisses, effacées, recommencées comme autant de brouillons marqués de coups de gomme, le nouveau dessin du régime général va-t-il prendre forme? Prétèvement sur tous les revenus, maîtrise des dépenses, notamment de l'évolution des retraites à moyen et long terme, reviennent à nouveau dans l'avis de la commission « protection sociale » du Plan pour la période 1989-1992, remis jeudi 22 décembre à M. Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre.

Après examen par le gouvernement, la commission, composée de représentants des administrations, des partenaires sociaux et d'experts (notamment certains membres de l'ancienne commission des seges de 1987), va affiner ses propositions pour le projet de loi présenté au Conseil économique et au Parlement à la session du printerons 1989.

La position la plus nette porte sur les retraites. La commission a jugé néces-saire d'entamer dès le prochain Plan une adaptation des régimes de retraite de base, en partageant les efforts entre actifs et retraités, dans le cadre d'une programmation sur quinze ans. En effet, avec l'allongement des carrières, notamment celles des femmes, le maintien des règles actuelles rendrait nécessaire un supplément annuel de recettes équivalant à une hausse de 0,6 à 0,7 point du taux de cotisation et entraînerait · à terme des distorsions entre le revenu disponible des actifs et celui des retraités -, déjà équivalents aujourd'hui, si l'on tient compte du nombre de personnes à charge par ménage, voire un peu plus favorables pour les retraités àgés de moins de soixante-dix ans.

soixante-dix ans.

Pour assurer l'- équité - entre actifs et retraités comme entre catégories socioprofessionnelles, il faut une politique - harmonisée - de l'ensemble des régimes de base - régimes - spéciaux - du secteur public, des non-salaries comme celui dit - général - des salariés du privé - et une action - progressive et simultanée - sur les ressources des régimes, les droits, les revalorisations et l'âge de départ.

Pas de « décrochage »

La commission préconise notamment d'aligner sur le moyen terme l'évolution des pensions sur celle des revenus professionnels nets - (après déduction des cotisations sociales). Elle juge - inéluctable - un recul de l'- age effectif - de départ en retraite d'ici à 2005, en allongeant la durée de cotisation requise pour obtenir la retraite à taux plein (actuellement 37,5 années) et en « durcissant » le calcul des annuités, actuellement - três large . Un tel recul étant aujourd'hui . difficile . en raison de la situation de l'emploi, la commission souhaite seulement que les politiques sociales des entreprises autant que les règles de la retraite donnent aux salariés une liberté réelle de choix du moment de départ : ce qui signifie cesser de recourir systématiquement aux pré-retraites comme moyen de gestion des effectifs. Ces propositions sont plus proches de celles du rapport du Plan de 1986

Fin de la grève des transports à Marseille

Après les postiers des centres de tri, les traminots marseillais vont cesser pour Noël leur mouvement de grève entamé deux mois plus tôt : ils ont accepté, vendredi 23 décembre, par 80 % des voix les propositions salariales de la direction de la Régie des trans-ports marseillais (RTM). Ils recevront une augmentation de salaire de 156 francs par mois et une prime mensuelle de 80 francs. ainsi qu'une prime exceptionnelle de 1 300 francs. Les grévistes réclamaient 1 500 francs de hausse du salaire mensuel. Un accord de principe avait été conclu dans la nuit de jeudi à vendredi entre les syndicats et la direction. Depuis le 18 octobre, les traminots avaient cessé le travail tous les jours aux heures d'affluence, de 7 heures à 8 heures et de 17 heures à 18 heures; à la mi-décembre, ils avaient transformé leur mouvement de grève les mercredis et samedis de 14 heures à 18 heures afin de limiter la gene pour les usagers, notamment scolaires. Néanmoins, les commerçants du centre de Marseille affirment avoir subi des baisses de chiffre d'affaires de 30 % à 50 %. La demande du maire de Marseille de la mise en place de transports de substitution avait relancé une négociation entamée le 24 novem(le Monde du 13 mai 1986) que du projet Chotard au Conseil économique (le Monde du 9 septembre 1988). Pas question par exemple de passer à un système en « points », à la façon des retraites complémentaires. Si la CGT yreste opposée, et si FO n'a rien dit, la CFDT, en revanche, n'a pas fait d'objection. Toutefois, la commission a demandé à l'administration des études sur les effets de différents taux de croissance, de l'évolution de l'emploi, l'allongement d'un an de la durée d'activité...

Pour la santé, la commission rejette tout « décrochage » des remboursements, jugé inéquitable et inefficace à terme. Côté hospitalisation, l'avis propose un « schéma directeur » 1989-1992 avec une redistribution des moyens des établissements psychiatriques et de « court séjour », excédentaires (de 60 000 lits, soit 20 % du parc), vers le long séjour et une meilleure coordination avec les établissements sociaux (type maison de retraite) et la médecine de ville. Les moyens d'assurer cette reconversion devront être précisés dans la deuxième phase des travaux. Pour « affiner » le financement des établissements, la contraission demande une accélération de la « médicalisation des systèmes d'information » en préparation aujourd'hui et des « contrais d'objectifs pluriannuels définissant l'évolution des équipements et des activités » avec les établissements.

Pour la médecine de ville, la commission souhaite aussi que l'on se donne les moyens de mieux commaître à la fois les profils d'activité des professionnels (par le « codage » des actes) et ceux des consommateurs (» compte par malade »), ainsi que les disparités régionales. Mais elle propose surtout de réviser les modalités de rémunération des professionnels en séparant la rémunération des actes médicaux du financement des équipements, qui doit tenir compte des progrès de productivité.

Elle souhaite aussi rendre « plus attractif » l'exercice professionnel pour des médecins respectant strictement les tarifs conventionnels, et, en revanche, « encadrer » l'accès aux » honoraires libres » : une attitude pragmatique, malgré l'hostilité très forte de la FEN et d'une partie de la mutualité aux » honoraires libres ».

De même, pour le médicament, l'avis reprend des idées déjà évoquées au sein du gouvernement socialiste en 1985 : introduire une part de rémunération forfaitaire pour les pharmaciens, à côté de la marge commerciale et mener une politique plus « contractuelle » en matière de prix et de quantités avec les laboratoires.

● Pour la famille, la commission a jugé «impossible» dans l'immédiat d'augmenter le montant global des dépenses. Priorité doit donc être donnée aux familles les plus pauvres — « qui pourraient être aidées dès le premier enfant et au-delà de la scolarité obligatoire si les enfants sont sans emplot », — aux familles nombreuses, à l'aide au logement et à la garde des enfants.

• Financement: pour remédier au
• besoin de financement • à l'horizon
1993 — • 90 milliands de francs si les
effectifs employés progressent au
rythme de 0,5 % l'an •, plus de 50 milliards même si la croissance se maintient au rythme actuel, — la commission reprend l'idée d'un prélèvement
sur tous les revenus (du travai), du
capital et de remplacement). Celui-ci
est jugé comme économiquement
moins risqué qu'un élargissement des
cotisations patronales à l'ensemble de
la valeur ajoutée, toujours soutenu par
la CGT, « plus juste socialement »
qu'une hausse des cotisations salariales,
et répond au désir du gouvernement de
ne pas accroître le « coût du travail ».
Hormis la CGT, l'idée n'a reucontré de
réticence que du cotté... de l'administertien des finances.

tration des finances.

Ce prélèvement nouveau pourrait être affecté soit à la branche famille, - dont les prestations ne sont pas soumises à des conditions d'activité -, soit - aux autres risques sans rapport avec l'activité professionnelle -. Sans trancher, la majorité de la commission penchait plutôt pour la première formule, qui correspond au vieu de M. Claude; Evin, ministre de la protection sociale.

e la protection sociale GUY HERZLICH.

• Un centre de formation aux métiers de la vente à Paris. —

M. Jacques Chirac vient de poser la première pierre du futur centre de formation aux métiers du commerce international et de la vente, construit par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris dans la ZAC de la porte Champerret. (Le Monde du 26 mai). Ce centre accueillera, sur 20000 mètres carrés, mille six cents étudiants pour des formations allant du CAP à bac + 5. Il rassemblera des établissements de la Chambre de commerce actuellement dissemnés.

BOURSE DE PARIS

Semaine du 19 au 23 décembre

Joyeux Noël!

E Père Noël u'u pus lésiné cette aumée, arrivant en avance rue Vivienne. Pourtant le palais Brougniart ne s'était pas préparé à l'accueillir, ayant, pour une des premières fois de son histoire, renoncé à installer sapins et guirlandes, Rigueur oblige. Parmi les présents les plus appréciés, la reprise de la hanne après six semaines consécutives de staguation. Le monvement amorcé mardi a culminé deux jours plus tard si bien que les séances s'achèvent sur une avance de 3,5 % de l'indice CAC. Ce baromètre de la place parisienne a quant à lui franchi la barre des 400 dès jendi, seuil qu'il avait enfoncé le 12 octobre 1987, quelques heures du réveillon, il s'affichait à 407,3. Certains esprits chagrius, étaient là pour rappeler qu'il reste encore en-deçà de 11,5 % de son record (460,4) atteint le 26 mars 1987.

Cadeau également très savouré, l'évolution de l'ensemble des valeurs depuis le début de l'année. L'indice qui le caicule et qui n'est pas le CAC (ce dernier ne prenant pas en compte les privatisées) marquait vendredi soir une progression de 57,6%. Il rejoint et pulvérise le record historique de 1983 (56,4%). Toutefois, il faudra attendre le 30 décembre pour consaître le chiffre définitif. An chapitre des bonnes nouvelles, il ne faut pas oublier non plus la dernière liquidation gagnante de l'année boursière, achevée mercredi 21 décembre (+2,5%), la dixième sur douze dout neuf consécutives.

Outre le légendaire et mystérieux « facteur technique » avancé traditionnellement pour expliquer un mouvement qui a surpris l'eusemble du marché, cette amorce de reprise trouve sans doute une partie de son origine dans les prévisions de différents organismes de conjoncture. L'INSEE tout comme l'OCDE envisagent une poursuite de la croissance dans les premiers mois de 1989, l'OCDE s'inquiétant, tout de même, des risques de résurgence de l'inflation dans le monde. L'INSEE, pour sa part, se félicite de la forte progression des investissements et des exportations en France. A cela s'ajoutent la baisse du chômage qui s'est réduit de 1,9 % en douze mois, et surtout l'espoir de résultats encore très encourageants pour les entreprises en 1989.

Dans ces conditions, si les étrangers restent encore sur la réserve, certains opérateurs nationaux n'ont pas attendu la fin de la trève des confiseurs pour revenir sur le marché des actions. Ils ont ainsi transféré une partie de leurs liquidités placés dans des SICAV à réméré (rénuméré au taux de l'argent) sur des titres boursiers, afin de ne pas être pris au dépourvu en cas de poursaite de la hausse. Le volume des transactions qui avait fortement chuté ces dernières semaines s'est ainsi brutalement enflé, dépassant à nouveau les 2 milliards de francs sur le règlement mensuel mercredi.

Après une première séance calme, lundi (+ 0.12 %), la tendance se raffermissait le lendemain (+ 1.14 %) d'une manière jugée « sympathique » par les intervenants qui le considéraient comme un épiphénomène. En effet, mercredi semblait leur douner raison le dernier jour du terme de décembree s'achevant sur un gain de 0.16 %. Mais les denx journées suivantesles dérontèrent complètement, se soldant respectivement sur des avances de 1,78 % et 1,14 %.

La semaine fut également riche en événements qui influèrent sur le comportement des actions. A

> Cours Cours 16 déc. 23 déc.

79 400 81 500 79 660 81 500 489 478

RM

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

 Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomedaire supplémentaire.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES AU RM (*)

Pengent 377 314 476 542 180
RSN 55 609 340 391 034
Michelin 1728 821 316 476 755
CGE 727 018 286 990 539
Cim. français 233 111 274 164 845
Soc. générale 489 509 247 844 315
Saint-Gobain 445 108 274 221 824
Air liquide 393 722 221 531 455
Elf Aquit 504 597 187 140 752
Olida 427 232 183 087 371
Paribas 387 122 177 639 418

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

+ 19.2 Min Pro Sal. . + 16.2 Crounst + 14.4 Semiques + 13.2 Codetel + 13.2 CCMC

+ 11.2 Majorette ... + 10.7 El S. Dessanh

+ 10,4 UIC + 10,2 Locafrance + 10,1 BP France ...

Carmand SA .
Colas
BSN

Gal Lafayere

22

22222

(*) Du 16 au 22 décembre inclus.

titres esp. (F)

Or fin (Like en berre)

— (Like en linger)

Pièce trançaise (20 fr.)

B Pièce suime (20 fr.)

Pièce suime (20 fr.)

10 dollars 5 dollars commencer par Pengeot qui présente hunii son association avec Fiat pour la construction de véhicules commerciaux en Italie et en France. Cet investissement, évalué à 3 milliards de france a été hieu accaeilli sur le marché. Elf-Aquitaine était également très entouré, quelques heures après 300 entrée à hauteur de 25,24 % dans le capital de la compagnée pétrolière britannique Enterprise Oil.

compagnie pétrolière britannique Enterprise Oil.

La cote a également salué la nouvelle acquisition de DMC qui prend 50 % de Bozkurt, me filiale textile du groupe turc KOC ainsi que l'arrivée des Chargeurs dans le capital du lainier britannique Drumoud. Le groupe de Jérôme Seydoux s'attend, par ailleurs, à une augmentation de l'ordre de 25 % à 30 % de ses résultuts pour 1988. Prédiction analogue chez BSN où le bénéfice devrait dépasser les 2 milliards de francs, comme l'a indiqué son président M. Autoine Riboud, lors d'une assemblée générale extraordinaire qui a approuvé la division par dix du titre dès le 9 janvier prochain. L'action du leader français de l'agroalimentaire est actuellement recherché, certaines rumeurs londoniennes affirmant que BSN ou d'autres envisageraient de prendre le contrôle du britannique Unigate. Rumeurs également autour d'Euromarché, des opérateurs estiment que le Printemps pourrait rapidement reprendre ce groupe d'hypermarchés...

Deux suspensions de cotations speciaculaires ont rythmés la semaine dans l'attente de rapprochements aux dimensions européennes. Tout d'abord celles d'IN2 mardi avant la reprise de ce constructeur de matériel d'informatique, filiale d'Intertechnique, par l'allemand Siemens. Vendredi, c'était au tour d'Alsthom, dans la perspective de sa fusion avec la division Power System du britannique GEC.

Les seuis auages à l'approche des fêtes de fin d'année out été le prochain plan de suppressions d'emplois à la Société des Bourses françaises (SBF) et l'inquiétude de nombreux employés quant à l'évolution de leurs salaires. Jeudi, un comité central d'entreprise de la SBF se rémissait pour entendre le rapport des experts sur le projet de réduction d'emplois annoncés voilà un mois. Les deux experts out alors demandé un délai de trois semaines pour se prononcer sur la validité de ce projet qui prévoit 173 licenciements sur les 542 postes existants dans cet organisme

Enfin, vendredi, à quelques beures de la fermeture des marchés pour un long week-end, une quarantaine de salariés de la société de bourse Meeschaert-Rousselle sur les quelque 290 employés décidalent d'arrêter leur travail, soucieux de l'évolution de leurs rétributions. Ceu derniers redoutent une réduction drastique du nombre de mois de salaires versés chaque année en plus de leur quatorze mois et demi prévus. Ces primes, appelées «gratifications», sont fonction des résultats de leurs charges. An titre de 1987, ils avaient perçu douze mois de salairen supplémentaires. Pour 1988, ils craignent de ne plus y avoir droit. Une réponse devrait leur être dounée dès le 10 janvier. Mais ce mouvement d'humeur, pour l'instant visible localement, se perçoit dans de nombreuses autres sociétés de bourses. Il est pourtant symbolique, car il se déroule au sein même de la société du président de la Bourse, M. Régis Routselle. A ce titre, il sert d'exemple. Tout sera donc vraisemblablement fait pour que ce mouvement ne fasse pas tache d'huile.

it ne fasse pas tache d'heile DOMINIQUE GALLOIS.

2500216 1810730 1462738

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK Hausse sensible

La reprise entamée à la fin novembre à Wall-Street a été ravivée, vendredi, par une série d'OPA, après avoir marqué une certaine hésitation dans un marché calme à l'approche des fêtes de Noël. L'indice Dow Jones a terminé la semaine avec un gain de 18,22 points par rapport à son nivean atteint huit jours plus tôt. Il chôtmait à 2 168,93. Les investisseurs out réagi avec soulagement, lundi, à l'absence de relèvement du taux d'escompte de la Réserve fédérale. Ce regain d'optimisme a permis au Dow Jones de battre, mardi, dans les premières transactions son plus haut niveau d'après le krach établi le 21 octobre dernier, mais une résistance technique a ensuite amputé les gains. Vendredi, de nombreuses runneurs d'OPA stimulaient la Bourse. Les plus importantes concurnaient American Brands, Lockeed, Cummins Engine et Rexene

	Cours 16 déc.	Cours 23 déc.
Aloca	53 1/2	54 1/2
ATT	29 5/8	29 1/8
Bocing	61 1/8	59 3/4 28 3/8
Du Pont de Nemours	86 5/6	33 1/2
Eastmen Kodak	45 1/8	46 1/2
Exxon	45 1/2	45
Ford	50 3/4	51
General Electric	45	45 1/4
General Motors	86	85
Goodyear	48 3/4	50 1/2
IBM	121 1/4	123 3/8
TTT	51 3/4	50 3/4
Mobil Oil	4578	46
Pfizer	58 3/8	58 1/2
Schinnberger	32 1/4	33 1/4
Texaco	51 3/8	59 3/4
UAL Corp. (ex-Alleges) .	108 3/4	106 1/4
Union Carbide	24 7/8	25 3/8
Westinghouse	28 7/8	28 1/2
Xorox Corn	523/4	53

LONDRES Irrégulière

Le Stock Exchange a connu une semaine irrégulière marquée par la publication d'importantes statistiques économiques britanniques. Le niveau d'activité a été particulièrement bas à l'approche des fètes de Noël L'annonce, mardi, d'un ralemissement de la progression de la messe monétaire et du crédit bancaire pour le mois de novembre a encouragé la tendanca. Mais la publication, le lendemain, des prévisions pessimistes de l'OCDE sur l'économie a été à l'origine du revirement à la baisse. Vendredi, la réduction du déficit de la balance des paiements courants pour novembre a de nouveau soutenn la tendance. Sur le front des OPA, Plessey, qui avait demandé la suspension des titres, apprenaît l'échec de sa tentative d'obtenir devant la justice un gel de l'OPA inamicale coujointe lancée par GEC et Siemens.

Indices «FT» du 23 décembre :

Indices «FT» du 23 décembre : 100 valeurs, 1 774 (contre 1 773.9) ; 30 valeurs, 1 436,2 (contre 1 436) ; Fonds d'Etst, 87,46 (contre 86,85) et Mines d'or, 163,3 (contre 163,1).

		Cours 16 déc.	Cours 23 déc.
	Beecham	471	462 1/2
	Bowster	395 1/2	405
	BP	259	250
	Charter	476	448
	Courtanide	253	258
	De Beers (*)	10 5/8	10 7/8
	Free Gold (*)	77/16	79/16
	Glazo	10 7/32	10 37/64
	GUS	161/8	16 1/8
٠	ICI		101/8
		995	10 5/64
	Reuters	481	509
	Shell	344	334
	Unilever	. 444	449
	Vickers	165	154
	War Loan	39 1/4	30 9/16

بالمارة عن "

4 5 5 5

******<u>***</u>*

3 ye.

- 1 5 X

THE THE

September 1

: Ather

En dollars. FRANCFORT Au plus hant

Les marchés de valeurs ouestallemands out atteint cette semaine leur plus hant de l'année. Les huit Bourses n'ont cependant pas encore refait le terrain perdu lors du krach d'octobre 1987. Indices de la Commerghank du 23 décembre : 1 645.7 (contre 1 610.6)

	Cours 16 déc.	Cours 23 déc
AEG	184	205
ASF	276,60	284,80
ayer	295.10	309
Ommerzbank	231	235.50
cutschebank	543.20	565
Oechst	296	306
arstadt	386	395
annesmus	211	214.30
Conems	519	534
kswagen	340.20	347 94

TOKYO

Nouvelle hausse

La Bourse de Tokyo a enregistré une forte hausse des cours après le revers subi la semaine précédente. La plupart des investisseurs sont restés, prudents estimant que les mouvements erratiques du Nikke? persisteraient jusqu'à la fin de l'amée où il devrait atteindre les 30000 yens.

30000 yens.
Indices dn 24 décembre : Nikket 29 686,36 (contre 29 536,71), général 2 315,17 (contre 2 279 36).

2315,17 (contre 22	79,36).	
	Cours 16 déc.	Cours 23 déc.
Akai Bridgestone Canon Fuji Bank Honda Motors Matsushina Electric Mitsubishi Heavy Sony Corp. Toyota Motors	724 1 390 1 449 3 440 2 028 2 570 1 009 7 980 2 590	660 1 379 1 480 3 540 2 990 2 589 990 7 150 2 629

Comptant					
R. et obl.	10776583	11831248	11 242 716	13 396 410	879650
Actions	470976	267 890	218 087	241 624	395 193
Total	12 239 685	13910725	13961 019	15448764	1065444
INDICE	SQUOTED	IENS (INSI	EE base 100.	31 décembr	re 1987)
Françaises. Étrangères.	116,5	118,1	117,3	140 118,3	-
			RSES FRA		
	(bas	æ 100. 31 d	écembre 19	87)	
Tendance .	151	152,7	- 153,2	155,8	157,6
	(ba	se 100, 31 d	Scembre 198	31)	
Indice gén.	394	395	397,6	402,5	407,3
	(bas	e 1000, 31 d	écembre 19	87)	
Indice CAC 40.	1 479,17	1 498,71	1 505,32	1 528,03	1 539,99
	OMF (base 100, 3	1 décembre	1981)	
Indice OMF 50.					425,87

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

21 dec.

20 déc.

1463 102 1811 587

Unilever convoiterait American Brands

Le titre d'American Brande, un des principaux groupes américains de tabac, a enregistré, vendrad 23 décembre, une très forte hausse clôturant à 68 dollars l'action (+ 18 %), à le suite de rumeurs prétant à Unilever, géant anglo-néerlandais spécialiste des biens de consommation, l'intention de lancer une OPA (offre publique d'achat) de 8,4 milliards de dollars (soit 90 dollars partitre). Les deux firmes se sont refusées à tout commentaire.

American Branda suscite bien des convoltises puisqu'il a déjà fait, à deux reprises cette année, l'objet de tentatives de prise de contrôle. La première par E-II Hotdings, qui s'est soldée par le rachet de ce demier par... American Brands. La seconde par le financier Bennett LeBow, patron du groupe Liggett, que la direction d'American Brands a repous

Jamais deux sans trois?
L'acquisition du groupe américain permettrait notamment à Unitever d'accroître sa part de merché aux Etats-Unis, ce qui a toujours été son objectif. Selon les analystes financiers, l'action d'American Brands peut valoir une centaine de dollars, ce qui porterait à 9,3 milliards de dollars l'acquisition du groupe. On estime qu'Unilever pourrait financer facilement une talle opération, grâce notamment à une trésorerie estimée à quelque deux milliards de dollars.

quelque deux milliards de dollars.

American Brands a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires de 6,3 milliards de dollars dont près de 40 % dans le tabac (marques Pall Mall, Lucky Strike) et 5 % dans les alcools (bourbon Jim Beam, gin Gilbey's). Il exerce également ses activités dans les services, les équipements ménagers et les matériels de bureau.

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Anciens et nouveaux

Les eurobanquiers ont de la peine à se souveair d'une fin d'année aussi creuse sur les marchés internatio-naux des capitaux. Cela fait bien des semaines que l'on considère 1988 comme pratiquement achevée et que dans une hâte inquiète on se

Le ralentissement récent des alfaires tient au moins à deux élé-ments. D'une part, il traduit l'évolu-tion au niveau de l'intérêt, des perspectives de hausses que l'on croît déceler pour ces prochains mois ainsi que les distorsions de tanx qui ont rendu les placements à court terme au moins aussi rémunérateurs ctives de hausses que l'on croit que ceux de longue durée. Mais le calme du marché primaire est égale-ment du à la restructuration en cours dans de nombreuses euroban-ques. Alors qu'à l'approche de Noël, la liste des licenciements semblait ne plus finir de s'allonger dans la City londonienne (d'où sont lancées traditionnellement la plupart des euro-obligations), le moment n'était pas à relancer les affaires.

Pour leur part, les pouvoirs publics français paraissent bien décidé à redonner à Paris la prééminence du marché de l'anité de compte européenne. On sait que depuis le lancement d'un programme particulièrement réussi de bons du Trésor britannique en ECU, ce compartiment a bénéficié d'une prodigieuse impulsion à Londres. Il est question à Paris d'emprunts d'Etat à moyen terme, de montants importants, de l'ordre de 500 millions d'ECU par exemple.

Une première opération pourrait voir le jour l'an prochain et, en l'absence d'un calendrier précis, les spécialistes mentionnent deux dates qui devraient permettre de déterminer le moment où l'offre en souscription publique sera faite. Au début de l'été, ce sera au tour de la France d'assurer pour un semestre la présidence du conseil des Commi suropéennes. En septembre, la com-position de l'ECU sera modifiée et

Au vrai, la révision de l'ECU et du poids des mounaies de son panier pourrait être décidée en mars ou en Paribas qui évoquent cette possibi-lité en attendent des conséquences appréciables sur les rendements des emprunts en ECU. Ces rendements devraient monter d'une trentaine à une cinquantaine de points de base ou centimes. Cela traduirait une diminution de 45 % à environ 38 % du poids de deux devises fortes, le mark et le florin nécriandais (assor-ties de coupons d'intérêt relativement bas), l'entrée de la peseta (et éventuellement de l'escudo, autre devise assortie de coupons élevés) correspondant à un total de l'ordre

Parce qu'elle porte en elle les germes d'une hausse de taux d'inté-rêt, la révision envisagée est donc un élément négatif pour le marché obtigataire des emprunts libellés en ECU dans son ensemble. Mais pour autant, cela ne devrait pas ralentir l'activité primaire, celle des nou-velles émissions, en particulier durant les premiers mois de l'année. Comme le souligne en effet Paribes dont les études en la matière font dont les études en la matière font autorité, l'ECU en tant que monnaie devrait également se déprécier. La banque chiffre à environ 0,4 %-0,5 % l'affaiblissement consécutif à la révision du panier de l'ECU.

Dans ces conditions, en janvier et en fevrier, les empranteurs devraient être nombreux à saisir la dernière occasion d'émettre des obli-gations libellées en «anciens» ECU. Ils s'assureraient ainsi d'un avantage évident, celui d'un règlement en leur faveur qui se fera dans une monnaic encore forte tandis que les intérêts qu'ils auront à verser aux prêteurs et le remboursement du principal devraient s'effectuer dans une monnaie devenue plus faible.

Touchant les projets français de fonds d'Etat en ECU, il est peu pro-bable qu'ils prennent la forme d'enro-obligations. Il pourrait certes s'agir d'opérations d'un caractère international. Mais ce que l'on cher-che apparenment à éviter, c'est de donner l'impression que la France s'apprête à faire appel à l'épargne étrangère sous le couvert d'une volonté politique de défendre et de promouvoir l'utilisation de l'ECU. avril pour être appliquée à Dans ces conditions, c'est à l'éparl'antonne. Les experts de la banque gne des Français que l'on devrait

s'adresser de façon primordiale, et cette première transaction gouverne-mentale en ECU devrait être lancée

sur le marché national des capitaux. sur le marché national des capitaux.

De la forme que prendra
l'emprunt dépendra son statut fiscal.

Une euro-émission échapperait à
tout impôt anticipé. Ce qu'il faut
espérer, c'est que su situation fiscale
son austi simple que celle des OAT
en franca français qui sont parmi les
instruments les plus négociés sur le
plan international. Cela la distinguerait des certificats du Trésor italien
qu'i hier qu'ient en EU cert des qui, bien qu'émis en ECU, sont des ultres pou prisés en dehors de la Péninsule à cause du précompte de 12,5% qui est déduit de l'intérêt

qu'ils procurent. Quant à savoir si l'exemple francais sera suivi par d'autres pays, de nombreux spécialistes doutent fort que la foi dans une monnaie commune à l'Europe puisse amener des grands argentiers à servir aur des emprunts gouvernementaux un intérêt supérieur à celui qu'ils affreut dans leur propre monnaie. Que tour à tour l'Italie, l'Angleterre et la France se soient décidées à emprunter en ECU n'a rien de surprenant. Ce qui le serait vraiment, ce serait de voir l'Allamagne ou les Pays-Bas se rallier bientôt à cette solution. Selon la firme américaine Salomon Brothers, les rendements moyens des obligations gouvernementales on francs français à cinq ans étaient de 8,52% à la mi-décembre contre 6,18% pour celles en florins et en marks. Les euro-obligations en ECU de même durée rapportaient alors 7,41%

En dépit du calme de ces der-nières semaines, l'année 1988 aura été très riche en nouvelles émissions obligataires internationales sans permettre au dollar de retrouver beaucomo de son lustre. Selon les statistiques d'IFR, la devise américaine n'aura servi de support qu'à environ 36% de l'ensemble de ces opérations (comme l'an passé), suivie dans l'ordre par le franc suisse, la livre sterling, le deutschemark et le yen, dont les parts respectives s'échelon nent d'un pen moins de 12% à un pen plus de 9%, l'ECU ne représen-tant que 5%.

CHRISTOPHE VETTER.

DEVISES ET OR

Un dollar bien tenu

Le dollar est en passe de bien finir l'année, soutenue par des taux d'intérêt élevés et, la rumeur d'un relèvement du taux d'escompte de la réserve fédérale des Etats-Unis; le tout sur des marchés extrémement calmes, la quasi-totalité des opérateurs, banques et entreprises soldant leur position pour les « habillages de bilan » du 31 décembre (window dressing). C'est ainsi qu'on retrouve les billets verts un pen au-dessous de 1,78 DM et de 125 yen et au voisinage de 6,07 F.

En ce qui concerne la devise américaine, les opérateurs tout en res-tant baissiers sur le moyen terme, se montraient un peu plus haussiers sur

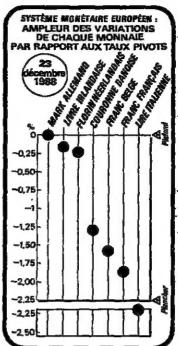
Tout va dépendre, en fait, de la olitique de la Réserve fédérale. L'un de ses gouvernements, M. Wayne Angell, tout en assurant qu'aucune pression à la hausse

n'avait été exercée sur la Réserve par les banques centrales européennes, après le récent relèvement de leur taux directeur, a néanmoins déclasé: • Le rythme de l'inflation de 4.5% que nous connaissons actuellement n'est pas satisfairant. Je pense que nous risquerons moins d'avoir une récession si nous agissons pour stopper ce mouvement de

En théorie, cela indique que les dirigeants de la Réserve seraient plutôt disposés à maintenir une politique restrictive, génératrice de taux élevés, comme le sont actuellement les 8 1/2 % à 9 % pratiqués sur le loyer de l'argent entre banques (federal funds). Mais il est notoire, aujourd'hui, que ces dirigeants sont divisés sur la politique à suivre, les uns étant partisans de « serrer la vis - préventivement, les autres se

montrant soncieux de ne pas trop : casser l'expansion en renchérissant le crédit.

En Europe, le calme a régné, après le relèvement concerté des taux d'intérêt de la semaine dernière. A Paris, le franc s'est légèrement raffermi vis-à-vis d'un mark dont le cours est revenu de 3.4180 F à 3,4150 F environ, la fin d'un tri-mestre et celle de l'année étant généralement favorable à notre monnaie en raison du rapatriement de devises pour solder les bilans avant le 31 décembre.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 19 AU 23 DÉCEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	SEU.	Francis français	Franc Suisso	D. mirk	Franc beige	Florio	Liro Italianno
	1,8004	-	16,4812	66,3082	56,3063	2.6867	49,3877	8,8765
York	1,8200	-	16,6750	67,5676	56,9808	2,7166	50,4795	8,8777
	10,9215	6,0675	-	405,37	341,64	16,3017	302,70	4,6387
## · · · · · ·	10,9145	5,9970	-	405,20	341,71	16,2917	302,72	4,6273
	2,6916	1,4978	24,6724	-	84,2985	4,0220	74,6820	1,1445
arich	2.6936	1,4500	24,6791	-	84,3384	4,8286	74,7897	1,1497
rancfort	3,1968	1,7768	29,2705	118,64	-	4,7716	\$5,6006	1,357
	3,1941	1.7550	29,2645	118.58	-	4,7677	88,5916	1,3541
	66,5%	37,22	6,1343	24,8636	209.57	-	18.5682	2,8455
uncelles	64.59	36,81	6.1381	24,8716	289,74	-	18,5815	2,8402
	3,6001	2,0045	33,0360	133.90	112.86	5,3855	-	1,5325
milliránn	3,6854	1,9810	33,0338	133.85	112,87	5,3816	-	1,5285
	2354.40	1308	215.58	873,75	736,49	35,1424	657.53	-
iles	2358.72	1296	216.10	875.67	736,46	35,2078	65421	-
	224.46	124.76	205,52	23,2999	70,2140	3,3503	62,2100	0.0953
skyo	225.86	124.19	286.93	\$3,8513	79,7122	3.3713	62,645)	2,0957

4,8324 F le vendredi 16 décembre

MATIÈRES PREMIÈRES

Spéculations sur le sucre

S'il n'a pas conservé ses meilleurs niveaux de l'été, lorsque les cours valaient 15 cents par livre à New-York et 1 850 F la tonne à Paris, le sucre reste, en cette fin d'année, une matière première bien payée, Le 23 décembre, la livre de roux s'échangeait à 11-12 cents ; la veille à Paris, en clôture de la dernière séance hebdomadaire, une tonne de blane se traitait encore autour de 1 720 F sur l'échéance de livraison en mars. Les variations de prix de ces derniers jours ont été à l'image de l'année entière, placées sous le signe de la spéculation.

A l'inverse du cacao, dont les amplitudes de cours sont désormais très faibles, le sucre est redevenu attractif pour les audacieux, tant ses mouvements sont spectaculaires. Entre l'été 1987 et la fin de 1988, on a vu les prix flamber sur le marché américain de 5 à 15 cents la livre. puis redescendre autour de 10-11 cents. Ces acrobaties ont rap-porté gros aux maisons de commission qui ont pignon sur rue à teurs, graphiques à l'appui, les soubresauts du sucre.

A l'issue de la campagne 1988-1989 (de septembre à août) les professionnels estiment que les stocks mondiaux seront tombés à leur seuil le plus bas depuis huit an, soit 30 millions de tonnes, pour une consommation de l'ordre de 107 millions de tonnes. Le département américain de l'agriculture estime que la production sucrière du globe, canne et betteraves réunies, devrait atteindre, pour la même période, 106,8 millions de tonnes, en progression de 3 % sur la précédente campagne, mais légèrement inférieure au volume prévu de la demande.

Ces chiffres contredisent les estimations du courtier londonien Gill and Duffus, qui attend un excédent de 300 000 tonnes, l'Organisation internationale du sucre situant

même les surplus à 650 000 tonnes.							
PRODUTTS	COURS DU 23-12						
Cuirre h. g. (Louirs)	1 751 (+ 86)						
Trois mois	Livres/togae						
Aluminium (Lordes)	2 443 (+ 8)						
Trois mois	Dollars/tonne						
Nickel (Ludres)	16 500 (+ 1 200)						
Trois mois	Dollars/tonne						
Sucre (Paris)	1 725 (+ 35)						
Mars	Francs/tosse						
Café (Ludus)	1 174 (+ 31)						
Janvier	Livres/tounc						
Cacao (Non-York)	1 523 (~ 93)						
Mars	Dollars/10ano						
Blé (Chicago)	440 (+ 4)						
Mars	Cents/boisseatt						
Mats (Chicago)	285 (+ 10)						
Mars	Conu/boissonu						
Soja (Chiago)	256,70 (+ 1,3)						
Mass	Dollars/t. courte						
Le chilfre entre pr	Le chilfre entre parenthèses indique la						
variation d'une semain	variation d'une semaine sur l'autre.						

vont seuls dans le seus du département américain de l'agriculture, de facon plus nette encore, en annoncant un déficit supérieur à 2 millions

Confrontés à ces données contradictoires, les professionnels tentent de discerner, parmi les facteurs de hausse du marché observés en 1988, ceux qui pourraient se prolonger en 1989. L'année en cours aura été marquée par l'impact de la sécherease aux Etats-Unis et au Canada, qui a provoqué une euphorie généralisée mais forcément passagère sur les matières premières agricoles. Rien ne laisse nenser en outre que Cuba et la Thailande connaîtront encore des difficultés pour honorer leurs livraisons dans les délais prévus et devront chercher de la marchandise sur le marché libre. Moins conjuncturels, en revanche.

sont les achats massifs de sucre par l'Union soviétique et la Chine.

Présentant, le 22 décembre, les résultats de la Générale sucrière (groupe Saint-Louis), son PDG, M. Bernard Dumont, a souligné l'assainissement des cours mondiaux et l'augmentation constante de la groupe français a pu porter son bénéfice net consolide à 266 millions de francs en 1987-1988, contre 177 millions pour l'exercice précé-dent. La légalisation en France de la vente d'édulcorants en grandes surfaces n'a, semble-t-il, pas coupé l'appétit des amateurs de « blanc » et de « roux ». Si on a ouvert, en ... 1988, dans l'Hexagone, les premières pompes à éthanol, le rêve des betteraviers et des céréaliers d'écoules réservoirs automobiles reste cependant vain, tant est grande pour des raisons de coûts budgétaires - la réticence de la CEE.

Jusqu'à preuve du contraire, le sucre sert à sucrer, pas à rouler. ERIC FOTTORINO.

Contraction du déficit des paiements courants britanniques

paiements de la Grande-Bretagne a atteint 1,6 milliard de livres (17,6 milliards de francs) au mois de novembre. Ce résultat, exprimé en données corrigées des variations saisonnières, représente une nette amélioration par rapport au déficit record enregistré en octobre (2,5 milliards de livres). L'amélioration de novembre, bien accueillie sur les marchés financiers, conforte les propos du chancelier de l'Echiquier Nigel Lawson, qui avait déclaré que le chiffre d'octobre était une aberration

statistique. Les résultats commerciaux de la Grande-Bretagne se sont cependant nettement dégradés cette année, et le résultat de novembre, bien qu'accueilli avec soulagement, est tout de même le troisième en importance jamais enregistré outre-

Le déficit de la balance des depuis le mois de juin le taux d'intervention de la banque centrale, actuellement de 13 %, pour freiner une inflation inquiétante (6,4 % entre octobre 1987 et octobre 1988).

· Knoll s'attend à une baisse de

ses résultats. - Cette filiale pharmacie du groupe ouest-allemand BASF s'attend pour l'année 1989 à un recul de son chiffre d'affaires et une baisse de ses profits, notamment sur le marché alle-mand. Le président de l'entreprise a jusmand. Le président de l'artisphise a jus-tifié des prévisions par la réforme de l'assurance maladie qui doit prendre effet au 1° janvier 1989 et devrait entraîner une diminution des dépenses de santé des Allemands de l'Ouest. En 1988, le groupe Knoll devrait enregistrer une croissance de 16 % de son chiffre d'affaires, qui devrait atteindre les 1,4 milliard de DM, dom 70 % réalisé à l'export. En Amérique du Nord, le groupe aura enregistré une croissance de 17 +% pour atteindre les 300 millions de DM. En Europe, le groupe aura enregistré une croissance satisfaisante, Manche. Les autorités britanni-ques ont dû relever neuf fois Auriche a précisé M. Quadbeck-Seeger.

COURS	ÉCHÉANCES							
COOKS	Déc. 88	Mars 89	Juin 89	Sept. 89				
Premier	-	-	_	-				
+ haut	197.25	107,15	106,55	106,25				
+ bes	107	106,95	106,30	106,15				
Dernier	107	107,05	106,50	106,25				
Compensation	107	107.05	106,50	106.25				

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

L'inversion des taux : un pari sur l'avenir

En cette fin d'année à Paris, inversions qui se sont produites 2,5 milliards de francs, à verser sur un marché très calme, presque toutes les conversations tournaient autour du même sujet : longs. l'écrasement des courbes des taux d'intérêt à court et à long terme, qui, se rapprochant depuis le début de l'année, ont fini par se télescoper, donnant même lieu à une belle « inversion ». Le loyer de l'argent au iour le jour ou à un mois, vient, à 8.80% sur un an de dépasser légèrement le rendement des obligations du Trésor à dix ans, 22 décembre).

Ce phénomène signifie, habituellement, que les opérateurs jugent temporaire la tension sur les taux à court terme, dont, avec raison, ils attribuent la cause à l'action restrictive des banques centrales pour réduire la surchauffe des économies. C'est la politique suivie en ce moment par les autorités monétaires américaines, britanniques et maintenant allemandes, la Banque de France suivant fidèlement la Bundesbank dans ses initiatives, pour des motifs faciles à comprendre : défense du franc d'abord, réglage de la conjoncture ensuite, ce qui est plus subtil Le résultat a été qu'à Paris, le

relèvement d'un demi-point du taux d'intervention de la Banque de France, porté de 71/4% à 73/4%, et de trois quarts de point de celui de ses pensions à cinq-dix jours fixé à 8 1/2% contre 7 3/4%, a poussé à 8 1/2% ou un peu plus le loyer de l'argent au jour le jour, qui est venn buter sur les rendements des obligations, et même les dépasser. Historiquement, dans un certain nombre de pays, l'inversion est une situation fondamentalement instable, l'union intime des taux courts et longs étant, normalement, un phénomène contre nature, puisqu'ils sont le plus souvent séparés par un écart d'un point et demi à deux points. Le résultat est qu'au bout d'un délai assez court, le divorce se produit, soit que les taux courts rebaissent, soit que les taux longs remontent. Aux Etats-Unis, les neuf de France, qui a levé environ

depuis 1953 ont toutes débouché sur une belle remontée des taux

Apparemment, cette statistique n'impressionne guère le marché de Paris, où les opérateurs se montrent résolument optimistes, tablant sur une baisse de un ou même deux points des taux à long terme absolument inévitable en 1989, du fait de la desinflation.

Quand on leur objecte que les taux à court terme ne risquent guère de diminuer à Paris, puisqu'ils sont indexés sur les tanx allemands, et qu'à Francfort on paraît décidé à ne pas revenir sur le reièvement à 5% décidé la semaine dernière, ils répondent que le phénomène de la désinflation change tout, et que les références autérieures ne sont pas valables. Et de citer l'exemple de la Grande-Bretagne, où l'inversion est fréquente : en 1979-1981, en 1985-1986 et à l'heure actuelle naturellement. Certains, sans le dire ouvertement, tablent, néanmoins, sur un réaménagement du système mosétsire européen qui, en 1989, permettrait de réduire l'écart des taux entre l'Allemagne et la France, en diminuant ou en supprimant la prime de risque sur le franc. La conjugaison de toutes ces opinions s'est traduite par une nouvelle fermeté du MATIF, le cours de l'échéance mars bondissant à 107,10 contre 105,45 ce qui correspond à un rendement inférienr à 8,50 % sur un emprunt du Trésor à dix ans.

En fait, la clé du problème est sans doute aux Etats-Unis. Si la Réserve fédérale relève ses taux, la Banque l'édérale d'Allemagne. qui a « calé » les siens sur les taux américains, suivra, et la Banque de France aussi, ce qui rendra bien difficile une diminution des taux obligataires à

Sur le front des émissions, où l'exercice 1988 est clos depuis plus d'une semaine, le plus grand calme regne. On y a noté une adjudication du Crédit local

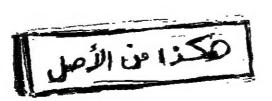
en 1989, en deux tranches à taux variable indexées l'une sur le TIOP (taux interbancaire offert à Paris) trois mois, l'autre sur le taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (TME), le tout convenablement accueilli.

Le premier bilan de l'ADEF

On peut noter, en fin d'année, les propos un peu désabusés, de M. Pierre Poplu, président du directoire de l'Agence d'évaluation financière (ADEF), chargée de noter » les émissions sur le marché français, à l'imitation des grandes agences américaines comme Moody's and Standard and

Exposant, devant l'Association française des banques, les résultats de la première année d'activité de l'ADEF, M. Poplu a indiqué que son agence avait « noté » les opérations financières d'une quarantaine d'émetteurs (quatorze entreprises industrielles ou commerciales, neuf banques, sept sociétés financières, six groupements d'emprunteurs et deux émetteurs non publiés) correspondant à quatre-vingt-quinze opérations de type différents. M. Poplu a constate que - malheu-reusement aucun émetteur qui demande une note, ne le fait en fonction d'une exigence du marché ». Généralement, les demandes de note sont inspirées par des exigences réglementaires, par des considérations relatives à leurs relations avec leurs banquiers. voire par l'esprit de compétition qui peut exister entre certains ser-vices chez le demandeur lui-même. La notation, a appréciation de solvabilité » par un tiers indépendant, n'est pas perçue comme devant être prise en compte et reste très éloignée des préoccupations opérationnelles. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la notation n'apparaisse pas encore, à de nombreux émetteurs comme une « nécessité de marché ». Et M. Poplu de conclure : « Nous nous sommes tous trompés en un temps: la notation n'est pas la condition d'existence d'un véritable marché, c'est l'existence d'un véritable marché qui est la condition d'un développement de la demande de notation. - Diable!

FRANÇOIS RENARD.



ÉTRANGER

3 M. Yasser Arafat reçu par

- Rwanda ; quand l'Eglise fait

5 Les suites de l'affaire du

Cambodge : la préparation

de la « résistance passive ».

le pape.

dı

Le numéro du « Monde » daté 24 décembre 1988 a été tiré à 501 957 exemplaires

« Point de vue » : La pen-

6 La préparation des élections

POLITIQUE

sée du PCF reste stali-nienne, par Lilly Marcou. Création d'un « pôle économique et culturei ».

SOCIÉTÉ

7 L'Etat et les siens : police, le lamento des « plantes

vertes 2.

 Mineurs en prison. 8 Des retraités au secours du tiers-monde.

- 10 Cinéma : le XVIII Festival d'Avoriaz Expositions au Mus arts de la mode et à Gal-
- 9 Communication ; alliance entre Nouvel Observateur at Havas.

ÉCONOMIE

13 Les aléas des réformes économiques dans les pays de l'Est. 14 La commission « protec-

هكذا من الأصل

réforme des retraites. - Revue des valeurs. 15 Crédits, changes, granda marchés.

tion sociale a propose une

SERVICES

direct ASSUR Camet 9 • Chaque metin : l'actualité Météorologie 9 Mots croisés 9 Arménie : où adresser vos Spectacles11

>ABO 3615 tapez LEMONDE

TÉLÉMATIQUE

vue par le Monde ... JOUR

dons ? INT

Abonnez-vous au Monde

L'explosion du Boeing de la Pan Am

Les premières analyses des « boîtes noires » n'ont pas permis de faire progresser l'enquête

entre l'avertissement et l'accident. L'enquête sur les causes de la catastrophe aérienne de Lockerbie, qui a fait deux cent soixame-quinze morts, mercredi 21 décembre en se, semble marquer le pas. La première analyse, réalisée vendredi, des « boîtes noires » du Boeing-747 de la Pau Am n'ont rien révélé de particulièrement anormal, si ce n'est un - faible bruit - qui n'a pu être identifié. Il est encore trop tôt, selon les spécialistes, pour l'attribuer au début d'une explosion à bord de l'appareil. Ce bruit aurait pu égale-ment être causé par une défaillance structurelle de l'appareil, seconde hypothèse avancée, compte tenu de l'âge du Boeing qui était en service depuis dix-huit ans. Le responsable l'enquête policière au ministère britannique des transports, M. Mick Charles, a déclaré qu'il ne disposait encore d'aucune preuve tangible de

En Finlande, la police a révélé ven-dredi qu'elle avait interrogé deux ressortissants d'un pays arabe. L'un d'eux était soupçonné d'avoir télé-phoné, le 5 décembre dernier, à l'ambassade des Etats-Unis à Helsinki pour dire qu'un avion de ligne américain serait « dans les deux semaines à venir » la cible d'un attentat à la bombe. Bien que le paraisse concorder avec les circonstances de la catastrophe de Lockerbie, le chef des forces de sécurité finlandaises, M. Seppo Tiitinen, a indiqué que ses services n'avaient

aucune preuve d'un lien quelconque CHINE

Camp de travail pour jeunes mariés récalcitrants

Les époux chinois qui n'auront pas respecté la loi sur le mariace – qui fixe l'âge minimum légal à vingt-deux ans pour les hommes et vingt ans pour les femmes at qui refuseront de sa séparer sont désormais menaces d'être envoyés dans des camps de travail, a indiqué le responsable des mariages au ministère des affaires civiles. Selon Mre Wang Deyi, une vague sans précédent de mariages e illégaux », ces dernières années, a conduit les autorités à introduire des amendements à la loi sur le mariage de 1981 prévoyant le châtiment des nants. - (AFP.)

EN BREF

- La Croix Rouge américaine propose de construire un hôpital en Arménie. – La Croix Rouge américaine a entamé des discussions avec les autorités soviétiques sur la poursuite de l'aide en Arménie, et propose de construire un hôpital à Spitak, a annoncé, vendredi 23 décembre à Washington, son président, M. Ricard Schubert. - (UPI.)
- Rassemblement à Paris. rs centaines de personne sont rassemblées, vendredi 23 décembre, devant le parvis du Trocadéro à Paris, pour une soirée de soutien à l'Arménie, organisée par la Crox-Bleue arménienne et SOS-Arménie. Les deux associations humanitaires, qui ont recueilli environ 25 millions de francs, entendaient lancer, par ce rassemblement, la deuxième étape de l'aide, la recons-
- MALAISIE : arrestations d'opposants et rapport d'Amnesty International. - Deux Malaisiens ont été arrêtés mardi 20 décembre à Kuala-Lumour en vertu de l'Internal Security Act (ISA, loi sur la sécurité interne) et inculpés de provoquer des incendies dans des bâtiments publics. Ces arrestations coincident avec l'appel lancé le même jour par Amnesty International demandant au gouvernement malaisien de libéres

E F G H malaise cardiaque. Transféré

Les deux hommes ont été relâchés.

En Grande-Bretagne, le fait que la British Airports Authority, la société privée qui gère l'ensemble des aéroports londoniens, n'ait pas été mise au courant des menaces reçues par l'ambassade des Etats-Unis à Helsinki a créé un début de polémique. Selon le secrétaire d'Etat aux transports, M. Michael Portillo, l'administration britannique aurait été prévenue par les Américains. Elle aurait jugé que la sécurité renforcée déjà assurée pour les avions américains était satisfaisante et appropriée ». • Il n'était pas question, a ajouté M. Portillo, d'alerter le public, car il s'agissait d'une information américaine secrète que nous n'avions pas le droit de divulguer.

Plusieurs revendications

Sur le terrain, à Lockerbie, des centaines de militaires, policiers et volontaires, continuent à ratisser les environs du bourg à la recherche d'indices, de corps et de débris de l'appareil qui sont dispersés dans un rayon de plus de trente kilomètres. phe soit, en principe, bouclé par la police, une équipe de télévision a surpris, au cours de la nuit de vendredi à samedi, un groupe d'étudiants juifs orthodoxes en train de collecter des débris du Boeing-747.

- Des actes de violences intereth-

niques et des pillages se poursuivent

dans le Caucase où la situation

reste complexe », a annoncé ven-dredi 23 décembre l'agence Tass.

Dans son communiqué, qui rend compte d'une réunion à ce sujet

entre les responsables du KGB, du

ministère de l'intérieur et du Par-

quet. Tass ne précise pas si ces der-

nières violences se sont produites en

Des signes de stabilisation de la

situation se font cependant sentir depuis l'adoption des mesures de

maintien de l'ordre . indique

Néanmoins, « la situation ne peut

pas encore être qualifié, de nor-male et eun retrait de l'armée est pour l'instant prématuré e, a déclaré le général Mikhail Tiagou-

saize prisonniers d'opinion détenus

depuis un an. L'organisation humani-

taire a publié un rapport dénoncant

tion de l'ISA. D'autre part, M. Chan-

dra Muzaffar, président du groupe

dénoncé l'« usage abusif de l'ISA

pour des faits relevant du code crimi-

autorise la poursuite des anciers

criminels de guerre. - Après qua-

torze mois de débats, le Parlement

de Canberra a adopté mercredi

à la poursuite en justice des criminels

de guerre nazis vivant en Australie.

La loi exclut les délits commis dans

la région Asie-Pacifique où la maio-

rité des Australiens avaient servi

spéciale a déjà signalé le cas de plus

de cinq cent cinquante criminels de

guerra supposés résidant dans le

fonctionnaire de la banque cen-

trale. - M. Sovros Papadatos. la

commissaire aux comptes chargé du

contrôle de la comptabilité de la Ban-

que de Crète, dont l'escroc Georges

Koskotas - le banquier arrêté aux

Etats-Unis et accusé d'avoir

détourné au moins 200 millions de

dollars - était le propriétaire, est décédé dans la nuit du jeudi 22 à

vendredi 23 décembre dans un hopi-

M. Papadatos a été victime d'un

Selon une source policière,

GRÈCE : Décès d'un haut

contre les Japonais. Una commission

decembre une loi ouvrant la voie

• AUSTRALIE : le Parlement

nel ». - (UPI.)

isien des Droits de l'homme, a

Arménie ou en Azerbaïdjan.

voulaient mener lear propre enquête. La catastrophe a été revendiquée par divers groupes palestiniens et arabes.

Dans une conférence de presse donnée à Rome, le 24 décembre, à l'issue de son entrevue ave le pape Jean-Paul II, le leader de l'OLP, M. Yasser Arafat, a condamné « ce crime commis non pas contre un Etat, mais contre l'humanité tout ensière, qui confirme plus que jamais l'importance de faire front à ce sype d'acte terroriste et à sous ceux qui les soutiennent ». Il a présenté ses condoléances aux victimes. Le représentant de l'organisation palestinienne à Bonn, M. Abdallah Frangi, a estimé que « ni le groupe Abou Nidal ni les gardiens de la révolution islamique iraniens . ne pouvaient être responsables de l'accident du Boeing de la Pan Am. - Une action aussi brutale signifierait la fin de n'importe quelle organisation car le monde entier la condamnerait, et la riposte américaine serait très violente. »

A Rome, le « burezu populaire » (ambassade) de Libye a démenti toute implication des autorités de Tripoli dans la «tragédie», après téléphoné à l'agence italienne ANSA pour annoncer que la destruction de l'avion américain était une vengeance des services libyens en désaccord avec M. Yasser Ara-

nov, commandant militaire de

Bakon (capitale de l'Azerbaidjan)

dans une interview publiée par la

Le général Tiagounov a indiqué

que des centaines d'habitants de Bakou possédaient illégalement des

armes et qu'une cache venait d'être

Le journal syndical Troud a rap-

d'urgence à l'hôpital, il y est mort

à son encontre. (AFP.)

Front Polisario. — (AFP.)

M. Papadatos qui avait été

Pravda vendredi.

enfants.

URSS: selon l'agence Tass

Les violences et pillages

continuent dans le Caucase

Nikolaas Tinbergen prix Nobel de médecine

est mort

Lauréat du prix Nobel de méde-cine en 1975 avec Konrad Lorenz et Karl von Freish, Nikolaas Tinbergen est mort mercredi 21 décembre. Il fut avec Lorenz l'un des premiers à étudier systématiquement le comportement animal et à constituer en discipline organisée ce qui n'était auparavant qu'an appendice mineur

[Né le 15 avril 1907 à La Haye

[Në le 15 zvril 1907 à La Haye (Pays-Bas), Nikolaas Timbergen fait ses études à l'université de Leyde, où il devient esseignant en 1936 après avoir consacré me thèse an comportement des insectes. Refusant de collaborer avec l'occupant pendant la guerre de 1939-1945, il est emprisonné de 1942 à 1944. En 1947 il prend la tête du département de zoologie de son université, mais deux ans plus tard il accepte un poste à Oxford, où il enseignera jusqu'à sa retraite. Il était citoyen britannique depuis 1954.] porté jeudi que les autorités s'étaient vu remettre ou avaient confisqué près de trente-huit mille armes en Azerbaïdjan et en Arménie au cours du dernier mois. Certaines familles iennes sont revenues dans la capitale azerbaīdjanaise après l'exode de ces dernières semaines, a par ailleurs indiqué le général Tiagounov. - (AFP, Reuter.)

de la zoologie.

nommé le 19 octobre à ce poste par le gouverneur de la banque centrale, M. Dimitri Halikias, avait récemment affirmé qu'il poursuivrait son travail afin de faire toute la lumière sur les transactions de cette banque malgré • MAROC : visite prochaine d'une délégation sahraouie. - Une délégation sahraouie « de haut rang » doit se rendre « incessamment au Maroc pour rencontrer le roi Hassan II », annonce un communiqué du Front Polisario, diffusé à Alger dans lards de francs. N'ayant pu « réunir le la nuit du vendredi 23 au samedi financement nécessaire » à ces 24 décembre. C'est la première fois acquisitions « en raison de la hausse qu'une telle délégation se rendra au des taux d'intérêt » et « d'autres fac-Maroc pour discuter directement teurs » non précisés, KKR a renoncé avec le souverain marocain du conflit à cet achat. M. Maxwell espère du Sahara occidental, qui oppose capendant trouver rapidement depuis plus de treize ans le Maroc au

· VIETNAM : Libération d'un Français d'origine vietnamienne. - Le Conseil d'Etat vietnamien a gracié, mercredi 21 décembre, M. Mai Van Hanh, un Français d'origine vietnamienne, condamné à la détention perpétuelle en 1984 à Ho-Chi-Minh-Ville pour « trahison et espionnage », a annoncé, samedi, le quotidien Nhan Dan. La grâce de M. Mai Vau Hanh, a été accordée « à la demande du gouvernement français et en application de la politique Quatre autres sont blessés. L'accide clémence de l'Etat et du peuple dent a en outre interrompu la circulamamiens », précise le quotidien. tion des trains sur le parcours Paris-M. Hanh sera autorisé à rejoindre sa Bordeaux pendant le reste de la famille en France. - (AFP.)

KKR renonce au rachat de filiales de Macmillan. – La société américaine d'investissements Kohlberg, Kravis and Roberts (KKR) a lement renoncé au rachat de trois filiales de l'éditeur Macmillan (Mac-millan Book Clubs, Gryphon Editors et Intertec Publishing). Ces filiales lui avaient été proposées par M. Robert Maxwell, quelque temps après la bataille pour le contrôle de la maison d'édition américaine out avait opposé KKR et le patron de presse britannique. KKR devait racheter ces trois filiales, ainsi qu'une société de M. Maxwell, Webb Publishing (éditeur de magazines agricoles) pour 400 millions de dollars, soit 2,3 mil-

d'autres acquéreurs, en maintenant

son prix de vente. • Effondrement d'une passerelle à Poitiers : deux morts. -Une passerelle pour piétons, en cours de construction au-dessus des voles à proximité de la gare de Poitiers, s'est effondrée, vendredi 23 décembre. Deux ouvriers qui travaillaient sur ce chantier, Guy Rassinoux, cinquanta-sept ans et Raphael Thorez, quarante-cinq ans, ont été tués.

Usinor-Sacilor réduira ses effectifs de 5000 personnes en 1989

L'objectif affiché par M. Mer

reste de se donner les moyens d'être

un des meilleurs sidérurgistes mon-

diaux à l'aube de la prochaine

décennie. Pour relever ce défi, après

une période d'adaptation drastique

des effectifs (1984-1987), le groupe

mène une politique de qualité totale.

Se mettre à l'abri d'un retournement

de conjoncture guide la stratégie de

M. Mer, qui mise sur une améliora-

tion constante de la productivité,

une réduction des rebuts et une

A Sollac (19816 salariés), où

1525 suppressions d'emplois sont

haisse des stocks.

de notre correspondant

Le groupe sidérurgique Usinor-Sacilor (66 700 emplois) supprimera 2 250 emplois en 1989 dans ses filiales produits plats et aciera spéciaux. Les décisions annoncées la semaine précédant Noël aux comités centraux d'entreprise de Sollac et Ascométal seront complétées en janvier par l'annonce des plans sociaux pour l'année prochaine d'Unimétal et de Lorfonte, spécialisés respectivement dans la production de pro-duits longs et de sonte. Globalement, le groupe sidérurgique français, qui renoue cette amée avec les bénéfices (un résultat positif de plus de 4 milliards de france est attendu), réduira ses effectifs de quelque 5000 personnes en 1989. dont un millier bénéficieront de congés formation-conversion

Ces mesures s'inscrivent dans le cadre du plan de restructuration présenté par M. Francis Mer à l'automne 1986. Ces nouvelles suppressions d'emplois restent importantes, bien que leur nombre soit en forte réduction par rapport aux années précédentes (12 000 permoes en movembe depuis 1985) Le rythme de déflation des effectifs annoncé pour 1989 est en effet moins rapide que celui appliqué dans un passé récent, à savoir 12 % de 1985 à 1987 et 10 % en 1988.

Selon les observations de la DGCCRF, les PFG, qui assurent 45% des obsèques en France et détiennent 60% des contrats de concession passés avec des municipalités, ont une position . particultèrement forte dans la catégorie des villes importantes, qui sont aussi les nlus intéressantes ».

prévues en 1989, 1,8 milliard de france seront investis, la priorité étant donnée à la recherche de gains de productivité grâce à une automo tisation des postes de production. A Ascométal (4 076 salariés), la réduction d'effectifs touchera 668 personnes. Pour la CGT, ce plan est inacceptable an moment où - la production

est en hausse tout comme le recours aux heures supplémentaires ». Pour la CFDT, ces suppressions d'emplois ne se justifient pas »..

JEAN-LOUIS THIS.

La Direction de la concurrence juge abusifs les comportements des Pompes funèbres générales de France

La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) estime que les Pompes funèbres générales de France (PFG) jonissent d'une position dominante sur le marché national, ainsi que de multiples positions dominantes locales, - qui ont donné lieu à des comportements qui sont susceptibles d'être qualisiés

· Les abus sont avérés en ce qui concerne certaines clauses des contrats de concession, certaines concessions connexes et les prix. Ils som susceptibles de l'être, après investigation, dans le cas des gratificacions individuelles et de taines pratiques commerciales à l'égard des familles », conclut M. Babusiaux, directeur général de la DGCCRF. Ces appréciations figurent dans les observations for-mulées par le ministère de l'écono-mie et des finances, saisi pour avis par la cour d'appel de Paris, au sujet de l'affaire qui oppose M. Michel-Marie Leclerc (pas celui des centres Leclerc, mais de son frère, qui a eu de nombreux démêlés judiciaires) aux Pompes funèbres générales. La cour d'appel de Paris doit examiner le 17 janvier ce litige.

« Personne ne conteste que les PFG aient une position dominante dans chacune des communes (soil près de trois mille) où une société du groupe est concessionnaire du « service extérieur » des pompes funèbres. En ce sens, il y a bien plusieurs milliers de positions dominantes, qui ne sont que les conséquences logiques du régime juridique institué par la loi de

En matière de prix, la DGCCRF observe que, pour un convoi de standing courant, les PFG pratiquent des prix bien supérieurs à coux d'autres entreprises : leurs turifs, ainsi, dépassent de 34 % et de 41 % ceux des deux entreprises qui tra-vaillent à Troyes (Aube), de 62 % ceux de l'entreprise étudiée à Mau-beuge (Nord), de plus de 50 % ceux d'une entreprise d'Albi (Tarn). plus chère que le PFG. L'entreprise « dominante » a beaucoup plus la possibilité de vendre des prestations onércuses supplémentaires.

L'évolution des prix prévue par les contrats de concession est, de l'avis de la DGCCRF, structurellemem inflationniste : la formule de révision de prix a été « lors de la passation du contrat, conçue de telle facon que les tarifs auraient du évoluer de + 1425 % entre 1965 et 1987 », tandis que, pendant la même période, l'inflation a été de + 419 %.

La durée des concessions est également jugée trop longue par la DGCCRF : dix, douze ou quinze ans, alors que l'activité n'implique pes d'investissement lourd, assortie de reconductions tacites et en nombre illimité. L'existence de ciauses prévoyant des « stocks de sécurité » de six mois (notamment des cercueils) - ne correspondent, dit la DGCCRF, ni à la réalité des besoins d'une commune, ni à la réalité sanitaire contemporaine. laquelle ne connaît plus de grandes épidémies mortelles ».

Le groupe PFG, qui ne conteste pas sa situation de position domi-nante sur le marché français, souligne qu'il ne s'agit que d'- observations » et conteste que certaines clauses de ses contrats soient considérées comme abasives puisqu'elles sont conformes au cahier des charges préconisé par l'administra-tion. En matière de prix, les PFG estiment que leur évaluation a été faite sur des bases erronées.

Après les grèves qui ont perturbé la diffusion de ses journaux

M. Hersant tente d'apaiser le Syndicat du Livre

Paris-Star, France-Soir et afin de fabriquer notamment son Roissy-Print, tels ont été les trois thèmes de la conversation qu'ent ene, vendredi 23 décembre, M. Robert Hersant et des représentants du Livre CGT menés par leur secrétaire général, M. Roger Lancry. Au terme de cet entretien, le patron du Figaro a demandé un

délai de réflexion jusqu'au 3 janvier. Selon les déclarations de M. Roger Lancry, le patron du Figuro a indiqué que si Paris-Star voyait le jour, il serait confectionné par des ouvriers du Livre, dans le

respect des accords conclus. Il a aussi précisé que Paris-Turf et France-Soir continueraient à être fabriqués par son imprimerie Offprint, à leurs chiffres de tirage habituels, la future imprimerie de Roissy-Print, qui devrait être prête en 1990, servant surtout à l'impres-sion du Figaro. M. Hersant en a d'ailleurs profité pour certifier qu'il construisait seul Roissy-Print et a donc balayé les rumeurs d'une entente avec M. Robert Maxwell qui aurait aussi l'intention de construire une imprimerie à Roissy

quotidien The European. Enfin, à propos des centres régionaux de facsimilé que menacerait la nouvelle unité d'impression de Roissy, qui prévoit une desserte des villes de province par avion. M. Hersant a expliqué que ces centres poursui-vraient la fabrication en province de France-Soir et de Paris-Turf.

La rencontre entre le Livre CGT et M. Hersant, le 3 janvier, devrait porter sur la situation difficile de France-Soir et de sa société éditrice. Presse-Alliance. Il reste cependant à régler une question entre le groupe Hersant et le Livre : le sort du matériel informatique de Paris Star qu'un commundo de la CGT a entre posé à Bercy, près des nonvoaux locaux de France-Soir. La trentaine de journalistes de Paris-Star attendent tonjours ce matériel afin de mener à bien les simulations de maquette et de mise en pages du futur quotidien populaire que le groupe Hersant destine à Paris et a sa région.